

Frontignan la Peyrade : une société dans la guerre



**Christine Delpous-Darnige
Helena Trnkova**

Frontignan Patrimoine

Frontignan la Peyrade : une société dans la guerre

Les publications de la Ville de Frontignan la Peyrade sont nées de sa volonté de partager son patrimoine et son histoire pour mieux construire son avenir. La collection **Frontignan Tradition** propose un regard en images sur les lieux, les traditions, la vie de la cité muscatière. Dans le même esprit, la collection **Frontignan Patrimoine** vient raconter l'histoire, ancienne ou plus récente, de la ville et la collection **Les cahiers du patrimoine** s'attache à montrer, sous forme de visite guidée, l'intérêt d'un monument, d'un lieu, d'un paysage. Certains ouvrages, comme celui-ci, sont publiés hors collection. L'ensemble complète expositions et conférences proposées notamment au musée.

Déjà paru dans la collection **Frontignan Tradition** :

- *Lieux de Frontignan, La Peyrade d'hier à aujourd'hui*,
Ville de Frontignan la Peyrade (2013)
- *Lieux de Frontignan, d'hier à aujourd'hui*,
Ville de Frontignan la Peyrade (2011)
- *Histoire des joutes à Frontignan, tournoi du 14 juillet 1881-2010*,
Alain Mauran (2010)
- *Dis papou... raconte-nous ton Frontignan*, Guy Forestier (2010)
- *Costumes, chapeaux et coiffures de Frontignan du temps jadis*,
Guy Forestier (2007)

Déjà paru dans la collection **Frontignan Patrimoine** :

- *Petite encyclopédie de Frontignan la Peyrade*, André Cablat, René Michel,
Maurice Nougaret et Jean Valette (1998, épuisé / rééd. 2015)
- *Le soufre 1888-1989, une histoire frontignanaise*,
Jean-Michel Le Gourrierec (2011)
- *Mémoire du salin de Frontignan*, Ondine Vièque (2010)
- *Anatole-France 1925-2005, une école dans la ville*,
Jean-Michel Le Gourrierec (2009)

Déjà paru dans la collection **Les cahiers du patrimoine** :

- *Les Mouettes, 70 ans d'enfances heureuses*,
Ville de Frontignan la Peyrade (2016)
- *Les ponts de La Peyrade*, Ville de Frontignan la Peyrade (2013)
- *L'Hôtel de Ville de Frontignan la Peyrade*,
Ville de Frontignan la Peyrade (2012)

Hors collection :

- *Les jardiniers de Gaeta à Frontignan la Peyrade*,
Ville de Frontignan la Peyrade (2017)

Le 31 juillet 2014, nous avons commémoré l'assassinat de Jean Jaurès, sur la place qui porte son nom et où se trouve le monument aux morts de la commune. Comme un préambule à notre volonté, pour le Centenaire de la Première Guerre mondiale, de donner la parole à « nos » poilus, comme à leurs familles et leurs proches, restés ici, ou venus d'ailleurs, pour que nous partagions leur quotidien, le plus souvent fait d'inquiétude, de difficultés, de douleurs. Pour mieux saisir l'horreur de la guerre, et ne pas oublier qu'au front, les hommes meurent, et qu'à l'arrière, les populations sont démunies.

Cette période commémorative de quatre ans, que nous avons appelée *Frontignan la Peyrade dans la Grande Guerre*, sous le label attribué par la Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale, se clôt en cette année 2018, avec, aux côtés d'une exposition rétrospective, l'ouvrage que vous tenez entre vos mains.

Dès le début, nous avons lancé une grande collecte participative, intense durant ces quatre années, mais certainement pas terminée. Nombre d'habitants de Frontignan la Peyrade et au-delà, car la guerre a déplacé les hommes et tissé des liens qui dépassent toutes les frontières, ont ainsi prêté objets et documents, qui sont venus nourrir cet ouvrage et enrichir le fonds de nos archives municipales. Plus largement, les habitants de notre commune ont ainsi participé à ce que les historiens considèrent comme une nouvelle étape de la démocratie testimoniale, qui a rendu possible la création d'une base de données en ligne accessible à tous. Qu'ils soient ici remerciés pour leur immense apport à l'histoire de Frontignan la Peyrade, mais aussi à celle de notre pays comme à l'histoire mondiale.

Grâce à l'engagement d'associations, bien sûr tout particulièrement celles d'anciens combattants, de centaines d'élèves et leurs enseignants et de tous les participants à la grande collecte, chaque année, des expositions, conférences, spectacles et commémorations ont marqué la semaine du 13 novembre. Car c'est en ce jour de 1914, que la municipalité d'alors avait décidé de mettre en berne le drapeau de l'Hôtel de Ville, pour honorer chaque enfant de Frontignan la Peyrade mort au combat.

Mondiale, totale et industrielle, la Grande Guerre a fait basculer l'Humanité vers le XX^e siècle dans une violence inouïe. Pourtant, vous lirez dans ces pages qu'à l'annonce de la mobilisation, le besoin le plus urgent était de se parler, de partager, d'échanger. L'essentiel redevenait alors de faire société et de dire son humanité. Sachons, un siècle plus tard, ne pas l'oublier. C'est le plus bel hommage que nous pouvons rendre à cette génération sacrifiée.

Pierre Boulidoire

Maire de Frontignan la Peyrade

1^{er} vice-président du Conseil départemental de l'Hérault

Vice-président de Sète agglo

Sommaire

| | |
|--|--------|
| Introduction | p. 7 |
| Chapitre I Se séparer | p. 11 |
| 1. Veillée d'armes | p. 12 |
| 2. Première semaine d'août 1914 : le basculement | p. 16 |
| 3. Faire fronts | p. 24 |
| Chapitre II Combattre | p. 33 |
| 1. Les phases de la guerre | p. 33 |
| 2. Les expériences combattantes terrestres | p. 39 |
| 3. Les ressorts plus ou moins autorisés de la ténacité | p. 46 |
| Chapitre III Rester | p. 57 |
| 1. La mobilisation de l'économie et de la main d'œuvre : vers la guerre totale | p. 57 |
| 2. Dans l'épreuve | p. 64 |
| 3. Le bousculement du consensus national | p. 73 |
| Chapitre IV Se retrouver, peut-être | p. 78 |
| 1. Une catastrophe qui n'en finit pas | p. 79 |
| 2. Faire le deuil et se souvenir : une affaire publique | p. 84 |
| 3. Être vivants. Retrouvailles et nouvelles sociabilités | p. 87 |
| Conclusion | p. 92 |
| Chronologie | p. 94 |
| Orientations bibliographiques | p. 96 |
| Autres références - Quelques fictions et autres | p. 99 |
| Remerciements | p. 101 |

Introduction

Portées par la vague de l'histoire globale, les cérémonies du centenaire de la Première Guerre mondiale qui associent soixante-douze pays - qu'ils aient ou non existé à l'époque - ont redonné à l'évènement son ampleur. Avec presque dix millions de morts en un peu moins de cinquante mois - pour s'en tenir à l'armistice - ce conflit fut bien une catastrophe qui ébranla le monde, entraînant les empires coloniaux, bouleversant les États. L'Europe, qui en fut l'épicentre, ne retrouva jamais complètement son rang.

Et depuis plus d'un siècle, s'il est une guerre qui partout dans le pays se rappelle régulièrement à toutes les mémoires, c'est bien celle-ci. Chaque 11 novembre représente depuis 1922 - de façon un peu plus conséquente quand le chiffre de l'année se termine par un quatre ou un huit voire par un six - l'occasion pour chaque commune de se souvenir du drame pour mieux célébrer la paix sur ses places ou dans ses cimetières.

Mais cent ans plus tard, une étape est franchie, car la société s'est emparée de ces commémorations pour leur donner une toute autre dimension et revisiter différemment son histoire. En acceptant de participer à la Grande Collecte, par le biais des services d'archives publiques, les Français, parmi d'autres, ont livré à l'espace public un nombre impressionnant de documents familiaux, parfois les plus intimes. En répondant massivement à cet appel de la Mission nationale du centenaire, qui s'est chargée de mettre en ligne sur des sites dédiés une grande partie de ces mots et de ces images, ils ont créé de fait le premier évènement commémoratif d'ampleur de l'ère numérique, qui met à disposition des chercheurs et du grand public un gigantesque trésor d'archives¹. La municipalité de Frontignan La Peyrade, à partir de l'été 2014, y a apporté sa contribution en initiant une série de manifestations formant un ambitieux projet que vient clôturer cet ouvrage.

En 1914 donc, le monde, la France et Frontignan la Peyrade entraient dans la Grande Guerre. Happés comme tant de peuples par l'ouragan de l'Histoire, ses habitants tentèrent de traverser ces temps tragiques par des adaptations permanentes. Si la cité, très éloignée des zones des batailles terrestres les plus meurtrières, ne connut ni invasion, ni destruction, elle contribua néanmoins largement à l'effort national. Sur une population de plus de 5 000 habitants, près de 800

¹ La plateforme *Europeana 14-18* comptait en novembre 2017 près d'un million de ressources numérisées.

hommes âgés de 19 à 49 ans furent mobilisés, plus de 150 ne revinrent pas. Les deux monuments aux morts de la ville en gardent encore pour longtemps témoignage. Mais les documents plus ou moins récemment collectés et conservés par les archives municipales viennent opportunément rappeler combien, en ces temps difficiles, les fronts étaient partout.

Bien évidemment, l'histoire des Frontignanais et des Lapeyradois dans la guerre appartient à celle de tous les habitants du pays et plus encore peut-être de la plaine languedocienne. Elle s'y imbrique étroitement et ne peut donc s'en délier. Mais on ne saurait ignorer ce que révèlent toutes ces traces, imposantes ou minuscules, sur la singularité de la traversée du conflit par la petite ville héraultaise.

Comment, à partir de l'été 1914, se déroula la mise en guerre de ses habitants ? Comment ses hommes, devenus des soldats, combattirent-ils ? Quelle fut la vie de ceux et celles qui restèrent à l'arrière ? De quelles façons enfin, tous parent-ils - ou pas - reprendre le cours de leurs existences ? Pour écrire au plus près des acteurs ce récit de vies dans la traversée du cataclysme, interroger quand cela est possible les multiples identités sociales des un.e.s et des autres s'avère dès lors nécessaire, tant elles déterminent les expériences de chacun.e dans ce qui deviendra quelques décennies plus tard la Première Guerre mondiale.

Quelques abréviations

RI : Régiment d'Infanterie (R. I.)

RIC : Régiment d'Infanterie Coloniale (R. I. C..)

RIT : Régiment d'Infanterie Territoriale (R. I. T.) (soldats âgés de plus de 35 ans en 1914)

POUR RETROUVER LE PARCOURS D'UN ANCÊTRE MOBILISÉ DANS LA GUERRE

En prévision et à l'occasion des commémorations du Centenaire de la Première Guerre mondiale, beaucoup de services d'archives départementales ont mis en ligne sous des modalités diverses, et avec des logiciels variables, les fiches matricules des soldats des classes 1888 à 1920 soit nés entre 1868 et 1900. Si vous connaissez le département de naissance de votre aïeul et surtout son lieu de résidence quand il avait 20 ans, vous pouvez alors vous rendre sur le site internet des archives de ce département.

Choisissez l'onglet *archives en ligne*. Cliquez sur l'onglet *registres matricules* et laissez-vous guider par le logiciel sans jamais oublier que la classe n'est pas l'année de naissance mais celle de l'année des vingt ans du soldat. Ainsi un soldat né en 1893 appartient à la classe 1913.

En ce qui concerne l'Hérault, il vous faudra ainsi d'abord choisir entre l'arrondissement de Montpellier et celui de Béziers, puis rechercher dans la table alphabétique le numéro de matricule de votre ancêtre qui est inscrit en face de son nom. Ensuite, il faudra vous plonger dans un des deux, trois ou quatre registres adéquats pour trouver la bonne fiche.

Si votre ancêtre est décédé, le mieux est de commencer par se rendre directement sur un des nombreux sites qui ont éclos. Le plus complet est celui du Ministère de la Défense qui est appelé *Mémoire des hommes*. Choisissez l'onglet *Premier conflit mondial* et, là encore, laissez-vous guider. Quand vous aurez trouvé la fiche du soldat décédé, vous obtiendrez le numéro de sa fiche matricule dans son bureau de recrutement et vous pourrez ensuite partir à sa recherche dans les archives départementales en ligne.

Enfin, vous trouverez, toujours en ligne, de nombreux historiques de régiments militaires qui relatent, presque au quotidien, le parcours des soldats sur tous les fronts. Ils vous permettront de suivre l'itinéraire de votre soldat. Des recherches plus approfondies sur des sites très complets comme *Le Chtimiste* ou *Forum 1914-1918* devraient répondre à toutes vos questions concernant ce parcours.

TÉMOIGNAGES

Longtemps les récits d'expériences combattantes les plus amplement utilisés par les historiens universitaires ont été ceux des écrivains combattants et plus généralement des intellectuels mobilisés en tant qu'officiers ou simples soldats, mais appartenant généralement à des catégories sociales favorisées. Ce sont eux, plus à l'aise avec la pratique d'écriture, voire de dessin ou de photographie, qui, par l'acte de publication, ont livré plus que d'autres une certaine vision de la guerre, la « leur », alimentant largement ainsi des corpus testimoniaux limités. Cette utilisation massive a créé « un effet de source » par lequel la guerre des intellectuels devenait « La Guerre » de tous les Français, alors que leurs expériences qui présentaient bien des similitudes restaient cependant exceptionnelles par rapport à celles de la majorité des soldats de 1914-1918. Ainsi, pour certains d'entre eux, la tranchée a constitué un lieu de rencontre et de cohabitation imposée avec des hommes dont ils découvrent qu'ils ne partagent absolument pas les mêmes conditions de vie militaire, le même univers dans la vie civile ni la même analyse de leur place dans le conflit et de sa signification. Ils rencontrent inopinément les « hommes du peuple », souvent avec distance et incompréhension, éprouvant alors le sentiment d'une solitude sociale inédite qui traverse en force leurs témoignages. Beaucoup ont d'ailleurs rapidement profité de leur statut ou mobilisé leurs réseaux, quand il n'était pas trop tard, pour échapper aux affectations les plus dangereuses².

Depuis les années 1970, les témoignages de soldats issus de catégories plus populaires ont eux aussi commencé à être publiés, à même de prouver que la grande majorité des soldats, qui sont des hommes ordinaires, vivaient le conflit sur un mode différent de celui des élites intellectuelles. Comme dans la majorité du pays, la plupart des mobilisés frontignanais appartiennent à ces catégories populaires et moyennes. Ils sont, à l'image de la composition sociale de leur ville, des tonneliers, des viticulteurs, des ouvriers, des artisans et des employés.

Ici aussi, l'acte de numérisation initié par de nombreuses familles et amplifié par le phénomène de la Grande Collecte a enfin permis d'accéder plus massivement à leurs témoignages, permettant peut-être l'entrée dans l'an III de la démocratie testimoniale.

Sous la rubrique *1914-1918* de leurs mises en ligne, les archives départementales de l'Hérault proposent une riche collection de correspondances, de cahiers et de carnets de soldats ou de civils, certains étant même transcrits par les donateurs, classés par unités militaires ou/et par noms de famille. Les auteurs sont issus de toutes les catégories sociales de combattants originaires du département et d'ailleurs.

² Nicolas Mariot, *Tous Unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013. Poche 2016.

Chapitre I

Se séparer

Depuis 2015, les archives municipales de Frontignan La Peyrade conservent sous une forme numérisée, le fonds André Coulet. Il est composé essentiellement de 150 cartes postales. Si la première est datée de 1906 et la dernière de 1920, la presque totalité du lot concerne la guerre et comprend encore des photographies, des extraits de journaux, ainsi qu'un livret et un fascicule de mobilisation. Associé à une recherche systématique dans les registres de dénombrement et ceux d'état civil ainsi que dans les registres matricules, il permet au chercheur de s'immiscer dans la vie privée de la famille Tudesq-Coulet entre 1914 et 1920.

C'est la mère, Joséphine née Bascoul, 55 ans en 1914, qui, dès 1911 au moins, en est le chef de famille. Veuve une première fois de Pierre Tudesq avec lequel elle a eu un fils, Louis, né le 18 août 1883, elle s'est remariée avec Etienne Coulet dont elle a eu un second fils, Eugène, né le 24 février 1894, avant de se retrouver veuve à nouveau. Peut-être a-t-elle eu d'autres enfants. Elle habite rue de la Fabrique avec ses deux fils devenus ses soutiens de famille. Louis était ouvrier de chaix à 20 ans lors de son passage devant le conseil de révision, mais il a également été ouvrier-chauffeur dans une usine de la commune. Il a effectué son service militaire du 21 novembre 1904 au 22 septembre 1905 dans le 163^e RI de Nice mais est affecté le 4 avril 1914 dans le 4^e RIC de Toulon. Le cadet, Eugène, employé aux écritures chez un négociant, attend lui avec impatience le conseil de révision malgré les mises en garde de son ami Jean Gay, mobilisé dans la marine depuis 1913, qui, le 14 juin 1914, lui écrit : *“Il te tarde de savoir ce que c'est que la vie militaire mais tu n'as pas fini de crier : vivement la classe ! La classe ! Mais si tu le savais comme moi, tu déserterais. Vivement que je revienne auprès de ma chichourle.”*

La correspondance contient avant tout des cartes expédiées à leur mère par ses deux fils et des cartes échangées entre les deux frères. Mais d'autres courriers proviennent de nombreux cousins et cousines originaires de Bouzigues, Cette³, Montpellier et même Paris, dont beaucoup appartiennent à la même génération que Louis et Eugène, qui reçoivent par ailleurs des nouvelles de leurs amis. Louis, présent en Orient à partir de 1916, et Eugène, dans le Palatinat en 1918-1919, demandent plusieurs fois à leur mère de surtout *“conserver les cartes pour faire col-*

³ Orthographe usuelle de Sète jusqu'en 1928.

lection" ou pour "mettre dans le tiroir." Ils ont visiblement été entendus puisqu'elles représentent la part la plus fournie de l'ensemble.

Ces échanges épistolaires attestent alors une fois encore que la guerre fut bien souvent une histoire de famille, très élargie, et, parce que les documents livrés cent ans plus tard par leurs descendants les ont transformés en témoins incontournables de ces temps douloureux, les Tudesq-Coulet-Bascou-Valibouse, ainsi que leurs proches, vont désormais accompagner ce récit.

Quand il leur faut basculer précipitamment du temps de paix au temps de guerre, les Frontignanais et les Lapeyradois se relèvent juste de la grave crise viticole traversée au début du siècle. Ce mois d'août 1914 représente un choc pour tous. Au rythme des mesures nationales qui instaurent l'état de guerre dans la commune comme sur tout le territoire français, la mise en guerre des soldats et des civils s'organise rapidement sous les injonctions de l'État, relayées par la voix des autorités locales.

1. Veillée d'armes

La ville a été peut-être moins touchée que ses voisins par les difficiles conséquences de la mévente du vin qui ont concerné toute la plaine languedocienne au début du XX^e siècle⁴. La *révolte du Midi*, sur le caractère de laquelle les historiens s'interrogent encore et qui a entraîné durant le printemps 1907 des rassemblements de plus en plus massifs dans toutes les préfectures, n'est plus qu'un souvenir. D'autant que, dans une production de qualité ordinaire qui caractérise la viticulture intensive des terroirs de toute la région depuis la seconde partie du XIX^e siècle, le muscat de Frontignan a mieux résisté dans un marché en lourde déprise dans lequel le vin doux impose sa singularité.

Dès la fin du XIX^e siècle en effet, dans le cadre étendu de l'industrialisation des rives nord du bassin de Thau, Frontignan est entrée dans l'âge industriel grâce, en grande partie, à la situation de son territoire qui a favorisé le passage précoce de la ligne de chemin de fer Cette - Montpellier de la compagnie PLM (Paris Lyon Méditerranée). Le train relie désormais la commune à la France entière, permettant entre autre l'expédition massive du vin au moyen de gigantesques wagons-foudres. De surcroît, c'est dans la gare inaugurée dès le 9 juin 1839 qu'est entreposé le charbon nécessaire au fonctionnement de la ligne.

Au milieu des vignes, se dressent de nombreux chais qui jouxtent les carrières

⁴ Alain Degage (sous la dir. de), *Histoire de Frontignan La Peyrade*, Montpellier, 1989, 242 pages, p. 179-196.

de la Gardiole ou le chantier de déviation du canal du Rhône à Cette, tandis que prospèrent des usines comme les distilleries de marc. Le quartier des Pielles accueille depuis 1888 une usine de soufre sublimé⁵, un remède efficace à l'oïdium, ce terrible champignon qui s'attaque au raisin. Construite par la S.S.F., la Société des Soufres de Montpellier, elle emploie une centaine d'ouvriers. Elle a été d'abord cédée en 1905 à la Compagnie Bordelaise de produits chimiques, qui a construit à La Peyrade, dès 1894, une usine spécialisée dans les superphosphates d'engrais composés et de sulfate de cuivre. Puis, en 1914, elle passe sous la tutelle d'une société Marseillaise, les R.S.R. (Raffineries de Soufre Réunies), déjà forte de trois usines à Marseille et d'une à Narbonne. Ces vraies usines viennent par ailleurs compléter de nombreux ateliers, souvent installés le long du canal, dépendants en amont et en aval de la viticulture, qu'il s'agisse de tonnellerie ou de mécanique.

Mais on trouve déjà aussi à Frontignan plus que les industries viticoles puisqu'une Compagnie du gaz s'est installée dès 1862 à La Peyrade, tandis que la Compagnie Industrielle des Pétroles gère depuis 1904 une raffinerie d'une capacité de stockage de 20 000 m³, importés de Roumanie, en bordure de l'étang d'Ingril, au sud de l'agglomération, employant près de 200 personnes, hommes, femmes et enfants en 1911.

Ce dynamisme économique se traduit durant cette période par une croissance démographique forte et constante attestée par les recensements successifs. La population de la commune passe en effet de 4470 habitants en 1901 à 5174 en 1911, à peine note-on un léger fléchissement en 1906, année où la crise viticole a été la plus violente dans toute la plaine. On compte, parmi ces Frontignanais, 359 étrangers en 1901, 430 en 1911 et 596 en 1911, en majorité des Espagnols et des Italiens, signe que le mouvement migratoire a commencé bien avant la guerre. En 1911 déjà, un habitant de la commune sur deux n'y est pas né.

Dès lors, la ville s'agrandit en s'étalant au-delà des boulevards tandis que s'urbanise le quartier de La Peyrade et, même s'il n'a pas encore de noms de rues, il a son école et a même tenté, sans succès, de s'émanciper de Frontignan. Bien que largement ouverte sur les étangs et sur la Méditerranée, la commune compte assez peu de pêcheurs et de marins. La société frontignanaise reste en partie comparable à toutes celles de la plaine languedocienne puisque beaucoup d'habitants possèdent au moins quelques arpents de vigne. C'est donc plutôt à la fois la taille de la propriété et le statut de « patron », au sens de « celui qui n'est employé par personne » qui définit le niveau social de chacun. Quand il ne s'agit

⁵ Jean-Michel le Gourrierc, *Le Soufre, 1888-1889, une histoire industrielle frontignanaise*, Frontignan patrimoine, Frontignan la Peyrade, 2011, 80 pages.

pas de muscat, les grandes exploitations, qui peuvent atteindre plusieurs dizaines d'hectares, ont bien évidemment leurs propres caves. Une dizaine de propriétaires absentéistes en ont confié la gestion à des régisseurs installés sur le domaine. Mais de nombreux cultivateurs propriétaires fabriquent aussi leur vin dans leurs caves installées au rez-de-chaussée de maisons mitoyennes. Une multitude de courtiers et de négociants ainsi que leurs employés, comme Eugène Coulet, contribuent alors à l'exportation du vin partout en France, faisant de la commune une cité éminemment marchande. Quel que soit leur statut, tous ces hommes dépendent de la viticulture.

Parmi les ouvriers agricoles déjà de moins en moins nombreux, certains embauchent à l'année mais davantage restent journaliers. Parfois aussi leur présence n'est que saisonnière, le temps des grands travaux. D'autres se sont ensuite enracinés dans une commune qui manifeste un grand pouvoir d'attraction. Cependant, la diversification des activités dans la grande industrie nécessite la présence croissante d'ouvriers d'usine, particulièrement à La Peyrade. Ensemble, avec ceux aussi qui travaillent dans les salins installés sur le littoral, ils forment un prolétariat très important, d'ailleurs souvent interchangeable. Ils habitent alors souvent dans les logements insalubres situés à l'intérieur du bourg après avoir migré des hauts cantons de l'Hérault, mais aussi des départements voisins. Dans la ville, de nombreux artisans embauchent parfois un ou deux ouvriers, rarement plus, souvent leurs enfants. Ils dirigent des ateliers de fabrication et de réparation de machines mécaniques, de construction, mais surtout de tonnellerie, l'activité reine de Frontignan. Certains Italiens arrivés dès la fin du XIX^e siècle, emmenant avec eux leur famille, se sont alors spécialisés dans le maraîchage ou certains secteurs artisanaux comme la cordonnerie ou la maçonnerie.

La multiplication des échanges avec tout le pays a accéléré l'utilisation de la langue française mais l'Occitan reste celle des catégories populaires dans les conversations orales, permettant peut-être des interactions plus aisées avec les Espagnols et les Italiens. La pratique religieuse à Frontignan s'avère par ailleurs être une des plus faibles du département.

Parce qu'elle est chef-lieu de canton, la ville abrite un centre d'instruction des mitrailleurs destiné aux fantassins venus de diverses casernes d'infanterie des XV^e et XVI^e régions militaires, qui envoient régulièrement des recrues suivre des formations techniques. Ces soldats s'exercent dans les champs de tir permanents de la Madeleine ou de la Gardiole, terrain militaire depuis 1870⁶. Si Frontignan n'est pas à proprement parler une ville de garnison puisqu'elle ne possède aucun bâtiment militaire de can-

⁶ Situé aujourd'hui au lieu-dit *la Cible*.

tonnement hébergeant un corps spécifique, plusieurs locaux y sont réquisitionnés régulièrement pour l'hébergement, les cours théoriques ou bien encore pour abriter les mulets. C'est le cas de la maison Poulalion, des écoles ou de quelques logements privés. Ces mitrailleurs se mêlent, semble-t-il sans trop de heurts, à la population locale qui les voit partir - ou revenir - à l'exercice avec leurs mulets tirant les voitures. Créant l'animation dans les rues, ils passent devant la maison Mathieu⁷ au rond-point de l'avenue Mistral avant d'emprunter la route de Balaruc.

Issus en grande partie de la bourgeoisie viticole marchande, les élus municipaux appartiennent aux partis politiques radicaux et radicaux-socialistes majoritaires dans cette région du Bas-Languedoc, surnommée pour cela le *Midi rouge*. Le terme qualifie l'association politique d'un fort et désormais assez ancien républicanisme, parfois franchement anticlérical, d'un attachement à la petite et moyenne propriété, ainsi qu'une confiance sans borne dans le progrès technique, assortie d'une sensibilité réelle aux questions sociales. Ces élus se sont largement impliqués dans le mouvement de 1907, allant jusqu'à la démission collective en juin comme d'ailleurs dans la majorité des municipalités de l'Hérault. Comme à Cette à la même période, les conseillers municipaux frontignanais se disent républicains-socialistes à l'instar de leur tête de liste, le négociant en vins devenu maire en 1912, le rédempteur du Muscat, Victor Anthérieu. Sensibles aux réformes sociales, politiquement proches d'un socialisme qui rejette la lutte des classes, ils s'apparentent aux radicaux mais n'en partagent pas l'anticléricalisme militant. Pour améliorer la vie des habitants, ils ont initié la mise en œuvre d'aménagements urbains importants expérimentant un interventionnisme municipal nouveau, d'inspiration radicale. Ainsi, juste avant 1900, des halles couvertes, une place publique et un nouvel Hôtel de Ville ont été construits, suivis en 1911 d'un cours complémentaire de 50 élèves. En 1913, si la ville n'a toujours pas d'accès direct à l'éclairage public ou à l'eau potable malgré les mises en demeure du préfet, elle envisage la construction d'un imposant groupe scolaire de 18 classes pour 650 élèves.

Mais, très loin de là, le 28 juin 1914, un archiduc pacifiste et réformateur, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, a été assassiné avec son épouse par un nationaliste Serbe et, depuis, réveillé par le jeu des alliances diplomatiques, le tonnerre de la guerre gronde. De plus en plus fort. De plus en plus près. Il embrase l'Europe. Le 31 juillet, Jean Jaurès, héraut des pacifistes, est assassiné à Paris par un autre nationaliste exalté. Le 1^{er} août au soir, l'Allemagne, se considérant encerclée, déclare la guerre à la Russie qui vient de décréter la mobilisation. Puis après avoir envahi la Belgique, elle la déclare à la France le 3 août. La bourgade devenue petite ville, s'apprête alors comme toute la France à vivre la guerre.

⁷ Aujourd'hui, le cinéma municipal *Cinéma Mistral*.

2. Première semaine d'août 1914 : le basculement

Comme dans tout le pays, c'est vers 16 heures, dans l'après-midi du 1^{er} août 1914, sous un soleil de plomb et une chaleur torride, que l'annonce de la mobilisation générale, effective dès le lendemain, vient sonner le glas d'un été tranquille. De la sous-préfecture de Cette, les télégrammes ministériels, sur lesquels la date a été rajoutée à la main, sont partis vers toutes les mairies de l'arrondissement. Alors, en ce premier jour des vacances scolaires, les Frontignanais sont alertés par le tocsin sonné par les cloches de la mairie, celles de l'église Saint-Paul et celles de La Peyrade. Son tintement redouté, chacun-chacune le sait d'expérience, est annonciateur de mauvaises nouvelles pour la communauté⁸. Partout, les carillons résonnent, jusqu'aux usines et jusqu'aux plages où se trouvent déjà beaucoup de baigneurs, jusqu'aux étangs, aux salins, aux vignes et aux versants de la Gardiole. Dans les rues et sur les places de la ville passe aussi le crieur public, et peut-être même le tambour avec ses roulements saccadés et insistants. De bouches en oreilles, l'information est relayée. La guerre fait littéralement éruption⁹. Partout, dehors et aussi en chaque foyer dont les fenêtres sont parfois ouvertes pour laisser passer un peu de fraîcheur, elle saisit les hommes, les femmes, les enfants, au cœur et au corps. L'annonce de la mobilisation est tout d'abord brutale saturation de l'espace sonore public, dont les échos se propagent jusqu'à rencontrer ceux des tocsins des communes voisines, dans une immense plaine qui ne présente quasiment aucun relief qui pourrait faire obstacle.

Des attroupements se forment rapidement autour des points d'information que sont la mairie, les écoles ou la poste. Là sont placardées les grandes affiches blanches de la mobilisation générale avec leurs deux drapeaux tricolores croisés et leur injonction assortie de menaces explicites à l'adresse des étourdis. Prêtes depuis 1904, seule la date laissée en blanc vient d'être renseignée. Ce sont elles qui donnent son caractère officiel à l'évènement et remplissent alors le champ visuel de chacun.

C'est d'abord la stupeur qui domine. La guerre tant de fois évoquée, redoutée, devient une réalité. Très vite, bruissent des clameurs suscitées par cette formidable annonce. Quelle que soit la façon dont les hommes apprennent la nouvelle, tous ou presque en prennent connaissance ensemble. L'annonce de la mobilisation est éminemment publique. Cette irruption exceptionnelle bouleverse jusqu'aux habitudes et aux comportements les plus élémentaires telles que les façons d'aborder et d'entreprendre des inconnus : les gens s'accoutent et s'adressent familièrement la parole comme s'ils se connaissaient de longue date. Les hommes se serrent

⁸ Frédéric Rousseau, 1914-1918, *Penser le patriotisme*, Folio histoire Gallimard, 2018, 521 pages.

⁹ Rémy Cazals, André Loez, *Dans les tranchées de 1914-1918*, Pau, Éditions Cairn, Coll. La vie au quotidien, 2008, p. 19-22.

énergiquement les mains. Les femmes ne sont pas en reste qui se groupent et s'exclament. Tous et toutes commentent et partagent ensemble ce moment.

Une fois décrété qu'un danger pèse sur l'existence de la nation, l'annonce de la mobilisation non seulement institue la mobilisation elle-même mais rend possible la rencontre et le rapprochement des citoyens. Les codes de civilité et de convenances contraignantes, qui règlent la vie sociale des temps plus ordinaires, cèdent ici sous l'urgence du besoin ressenti de partager, d'échanger, de communier, c'est-à-dire de participer à quelque chose de plus grand que soi. D'être avec les autres. Bref, de faire société et humanité, de produire du commun. C'est ce qu'a magnifiquement exprimé le tonnelier languedocien Barthas : *"On vit des choses extraordinaires : des frères irréconciliables se réconcilièrent, des belles-mères avec leurs gendres ou belles-filles qui la veille encore se seraient giflées et arraché les cheveux échangeèrent le baiser de la paix, des voisins qui ne voisinaient plus reprirent les plus amicales relations. Il n'y eut plus d'adversaires politiques, insultes, injures, haines, tout fut oublié. Le premier effet de la guerre était d'accomplir un miracle, celui de la paix, de la concorde, de la réconciliation entre des gens qui s'exécraient. Cette fraternité devait-elle être durable ? L'avenir le dira."*¹⁰

La même remarque a bien plus tard été faite concernant le 11 septembre 2001¹¹ et plus récemment à propos des attentats de Paris du mois de janvier 2015¹². L'annonce arrête tout, bouleverse tout, emporte tout. L'angoisse pourtant est réelle, palpable. Ce moment de gravité, les témoins s'en souviennent des années plus tard :

*"Le premier jour de mobilisation est le dimanche 2 août 1914. Je revois flamboyer encore devant mes yeux cette phrase brève et poignante, au milieu de la petite affiche blanche, dont le texte était surmonté de deux petits drapeaux tricolores. Et immédiatement les idées montaient en foule et la pensée lancinante se fixait sur une autre phrase du fascicule de mobilisation : ... !! Devra rejoindre son corps le deuxième jour de la mobilisation... Quel frisson et quelle angoisse nous étreignaient alors."*¹³

Mais sous le regard de la famille, des voisins, des connaissances plus ou moins proches, chacun doit exposer une figure et une attitude censées traduire des sentiments mais aussi une appartenance sociale et culturelle. Vis-à-vis de son père, vis-à-vis de sa mère, de son épouse ou de sa fiancée, de ses frères et sœurs, de ses enfants, et puis vis-à-vis des autres membres de sa famille, de ses camarades, des voisins et connaissances, bref de tous les témoins de soi connus ou inconnus, l'homme désormais mobilisé et déjà presque sur le départ, doit montrer le visage

¹⁰ Louis Barthas, *Les Carnets de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, préface de Rémy Cazals, Paris, La Découverte/Maspero, *Actes et mémoires du peuple*, 1978, rééd. 2013, p. 14.

¹¹ Bruno Cabanes, Jean-Marie Pitte, *11 septembre. La Grande Guerre des Américains*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 68-69.

¹² Emmanuel Todd, *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse*, Paris, Le Seuil, 2015.

¹³ *L'Avenir Agathois*, journal local hebdomadaire, 4 août 1929.

stoïque du courageux soldat qui va, avec tous les autres, défendre la Patrie proclamée en danger. Au moment où tout le monde est appelé à remplir son « devoir », où tout le monde s'agite, se met en marche et se mobilise, il est quasiment impossible de s'extraire de ce sort commun. Il n'existe en effet aucune échappatoire à cette obligation civique totalement extérieure à la plupart des hommes.

Dans la ville, peu après l'annonce proprement dite, chacun attend de recevoir sa feuille de route individuelle lui indiquant dans quels délais et où il doit rejoindre son régiment. Il lui suffit souvent de se référer à son livret militaire pour connaître son affectation précise. Ces documents officiels émanant de l'autorité n'indiquent pas seulement la route à suivre et les moyens de parvenir à destination, ils tracent une ligne de conduite. S'y soustraire est passible de lourdes sanctions, comme le précise explicitement chaque affiche et chaque livret que chaque Français possède depuis qu'il a effectué son service militaire. À 20 ans, tous les jeunes gens sont recensés par le conseil de révision qui, au printemps, se déplace de canton en canton. Tout mobilisé possède à partir de ce moment-là une fiche matricule qui désormais l'accompagne. Très peu de soldats sont définitivement exemptés ou réformés pour cause de handicap, de maladie ou de fragilité, ce qui correspond au 10 à 15 % du centre de recrutement de Béziers¹⁴. Parmi les jeunes gens nés en 1893 recensés à Frontignan, on en trouve un seul sur 37. Aucun pour ceux nés en 1898. Cette expérience de la caserne prélude à la formation de la communauté des « classards », la classe représentant l'année des vingt ans d'un groupe de jeunes gens. Ainsi la classe 1892 est celle des hommes nés en 1872, comme Victor Anthérieu. Une fois déclarés *bons pour le service*, ces jeunes gens sont incorporés en octobre de l'année suivant le conseil mais, après la loi des 3 ans votée en 1913, l'entrée à la caserne des jeunes gens nés en 1893 a lieu immédiatement après celle de la classe 1912, à l'automne 1913. Cet encasernement est un temps fort dans la vie de l'homme, aussi le rite est souvent accompagné par un portrait du soldat en tenue militaire et position hiératique, pris en studio, qui orne les buffets ou les guéridons familiaux. Ce service militaire a servi dès lors en partie de répétition générale.

Le territoire terrestre est découpé en 19 régions militaires, correspondant chacune à un corps d'armée. Frontignan appartient à la XVI^e région qui comprend une grande partie du Languedoc-Roussillon et le sud du Massif central. Dans un recrutement qui reste largement régional, ce sont alors les casernes des 81^e RI de Montpellier, 96^e de Béziers-Agde, 142^e de Mende-Lodève, 143^e de Carcassonne-Castelnaudary et 122^e de Rodez qui accueillent de nombreux Frontignonais, incorporés également dans les régiments de la XV^e région dont Marseille est

¹⁴ Jules Maurin, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, 750 p.

la métropole, comme les 163^e, 141^e, 55^e et 58^e RI cantonnés respectivement à Nice ou Bastia, Marseille, Pont-Saint-Esprit et Avignon. En effet, les soldats de la commune sont pour moitié environ affectés dans des corps de fantassins, qu'il s'agisse surtout des RI mais aussi des RIC, de chasseurs à pied, de zouaves ou de tirailleurs. Cette importante proportion reste cependant inférieure à celle d'autres communes du département, reflétant en cela la réalité industrielle de la ville où les ouvriers d'usines sont davantage enrôlés dans des régiments d'artilleurs ou du génie. Certaines affectations spéciales concernent aussi les employés de chemin de fer, des ports et des voies navigables ou des administrations, qui restent à leurs postes civils. Déjà se profile le fait que les identités socio-professionnelles vont déterminer des expériences militaires très différentes les unes des autres.

Les Frontignanais mobilisables composent des classes aux effectifs qui peuvent varier du simple au double, oscillant entre vingt et quarante soldats, cela étant dû aux fortes mobilités géographiques qui caractérisent la ville. Mais beaucoup d'ouvriers en particulier sont renvoyés vers les services auxiliaires suite à des accidents du travail. Ils ont perdu un doigt ou un orteil, souffrent des poumons, souvent aussi sont devenus sourds. Leurs fiches matricules reflètent alors en miroir les rudes conditions de travail dans les usines frontignanaïses. Cependant, plus les hommes sont âgés, plus les exemptions ou réformes sont nombreuses voire supérieures aux incorporations. Ce sont donc, dans ce mois d'août, environ trois cent cinquante à quatre cents fils ou pères jeunes qui quittent brutalement leur foyer et leur ville pour rejoindre leurs casernes. Un nombre à peu près équivalent suivra lors des vagues de mobilisation suivantes. Ces soldats sont dans leur grande majorité des citoyens ordinaires, cultivateurs, artisans, ouvriers ou employés qui n'ont aucun grade, ils deviennent alors simples soldats de rang. On trouve à peine quelques caporaux et sergents parmi eux, grades acquis lors du service militaire. Un zoom effectué sur les classes frontignanaïses 1910 et 1913, c'est-à-dire des soldats nés en 1899 et 1893, permet de prendre la mesure de la diversité de ces futures expériences militaires. À l'annonce de la mobilisation, les classards de 1913 ont moins d'un an de formation militaire mais sont cependant parmi les premiers à se retrouver sur la ligne de front. Le registre matricule contient 37 fiches qui révèlent qu'il n'y a qu'un seul exempté définitif qui a perdu deux doigts de la main. Tous les autres sont mobilisés dans différents corps : l'ingénieur, Georges Armaingaud, qui est par ailleurs le fils du directeur de l'usine la Bordelaise, est détaché dans les services techniques de la 3^e division, il ne connaîtra donc jamais le front : deux soldats, négociants dans le civil, et un propriétaire sont incorporés dans les peu dangereux escadrons de train des équipages, certainement parce

qu'ils savent conduire. Un employé en pharmacie et un étudiant en médecine rejoignent les services infirmiers militaires, cinq cultivateurs ou artisans qui mesurent plus d'un mètre soixante-dix sont affectés dans les hussards, six autres dans l'artillerie et enfin trois ouvriers spécialisés sont incorporés dans le génie. Sans spécialisation technique particulière, la bonne moitié restante rejoint des régiments d'infanterie. La classe 1910 appartient déjà à la réserve de l'armée d'active. Ces jeunes gens sont beaucoup moins nombreux, à peine vingt et un. On compte trois ouvriers spécialisés devenus artilleurs, un mécanicien est enrôlé dans la marine, tous les autres sont affectés dans des régiments de fantassins, zouaves, tirailleurs, chasseurs d'Afrique, RIC de Perpignan et de Toulon et surtout, là encore, des RI.

À la date de la mobilisation, les trois classes 1911, 1912 et 1913 qui forment l'armée d'active sont déjà sous les drapeaux. Pour elles, l'annonce est survenue par paliers successifs. Depuis les dernières semaines de juillet déjà, l'ardeur inhabituelle mise aux manœuvres et aux exercices de tir, les inventaires de tenues, la suspension des permissions, le rappel de certains réservistes ont accredité l'idée chez bon nombre d'entre eux que la situation se tendait inéluctablement. Ainsi, les mitrailleurs de Frontignan, à l'extrême fin du mois de juillet 1914, ont tous été rappelés dans leurs casernes respectives.

Dans beaucoup de communes littorales du Golfe du Lion enfin, des jeunes gens, marins ou pêcheurs le plus souvent, sont inscrits maritimes et donc enrôlés automatiquement dans la Marine de guerre. La ville en compte quelques-uns. L'espace maritime français relève lui de cinq dépôts militaires portuaires dont Toulon, situé en Méditerranée où, ce 2 août, les vaisseaux relevant du 5^e dépôt des équipages de la flotte sont prêts à prendre la mer dans une intense effervescence. La stupeur est la même que partout et la guerre s'impose encore plus brutalement que dans les casernes des villes, en séparant physiquement civils et militaires comme en témoigne la carte envoyée par Jean Gay à son ami Eugène. Elle représente le cuirassé *Le Vérité* sur lequel il embarque :

" Toulon le 2.8.14

Cher copain,

Laisse-moi d'abord m'excuser de mon silence et te raconter les événements en ce moment-ci. Peut-être je te trouve prêt à partir sous les drapeaux. Car depuis, la mobilisation générale est en France et à Frontignan comme à Toulon, ce ne

doit être que bruit de guerre. Lundi la 2^e escadre, nous devons partir au Détroit de Gibraltar, mais on est encore ici. Hier matin, une flottille de torpilleurs et une escadre de sous-marin sont partis pour Menton aller garder les côtes de l'Italie. Hier samedi je me trouvais à terre lorsque à 5 heures le canon se faisait entendre, pas un mais six. Tu aurais vu quelle pagaille. Officiers, marins, tous couraient, les femmes accouraient aux embarcations pour embrasser leurs maris et leurs enfants et à 6 heures tout le monde était à bord. Depuis lors, nous sommes sous les feux, prêts à partir au premier signal. Ton copain qui te la serre, Gay".¹⁵

Dans l'intimité des foyers, à l'abri des regards, le soir, la nuit, c'est l'angoisse de chacun qui peut enfin s'exprimer. Mais que faire ? Peut-être dans le secret des familles cherche-t-on des solutions pour éviter ou simplement retarder le départ, mais faudrait-il qu'elles existent. Alors on se rassure en se disant que la guerre sera courte comme la dernière, mais forcément victorieuse, cette fois. Et puis, si elle arrive, elle est si légitime. N'est-ce pas ce que tous les journaux ne cessent de répéter et l'école d'enseigner ?

Les enfants, en vacances, observent, tentant de se rendre utiles. Les plus âgés se désolent. Les femmes ont été renvoyées déjà à leur rôle traditionnel. Elles s'occupent du linge qu'elles sélectionnent, comptent, vérifient, plient, classent soigneusement comme pour retarder le départ et inscrire leur marque et leur odeur dans le tissu jusqu'au bout de la séparation. Elles préparent aussi les vivres nécessaires au voyage comme du saucisson, des fruits, du chocolat et du fromage avec toute l'efficacité et l'affection dont elles peuvent faire preuve, se conformant plus ou moins scrupuleusement aux recommandations inscrites sur le livret militaire. Elles donnent les derniers conseils, proposent des porte-bonheur ou des images protectrices en pensant peut-être au départ prochain des soldats vers la gare.

Mais, en attendant la feuille de route ou l'ordre de départ, il faut passer ces nuits de transition. Les dernières chez soi, les premières du temps de guerre. Après l'effervescence et l'excitation de la journée, avec sa chaleur, ses bruits et ses communions, dans le silence et l'obscurité de leurs chez eux, les uns et les autres se trouvent enfin seuls face à leurs appréhensions. Pour certains, plus âgés, mariés, chargés de famille, l'appétit n'est pas au rendez-vous, c'est la détresse qui remplit les estomacs. Le sommeil, lui aussi, tarde à venir et lorsqu'il s'installe enfin, dans les heures matinales, il est léger, agité, nullement reposant. Le mot de « guerre » pèse sur les consciences, le cortège de perspectives plus ou moins funestes qu'il entraîne envahit les imaginaires. "Reviendrai-je ou me reviendras-tu un jour ?" se demandent les couples, les parents et les enfants. Les mots qu'ils n'auraient pas osé prononcer en public résonnent dans leurs pensées en un monologue intérieur, pour parvenir quelquefois à se chuchoter

¹⁵ Pour des questions de transcription, l'orthographe de tous les témoignages a été rectifiée et quelques éléments de ponctuation ont été rajoutés mais la syntaxe a été intégralement préservée.

dans l'intimité. Certains hommes qui possèdent quelques biens se sont même lancés dans la rédaction de leurs testaments. Chez les plus jeunes, c'est une forme d'excitation bravache qui domine, surtout lorsqu'ils se retrouvent en groupes dans les rues, tard le soir. Ces grands enfants que la guerre appelle font la tournée des bars qui restent encore ouverts, chantent la Marseillaise, rejouant en bandes les temps du service militaire. Se sentent immortels comme cela est possible à cet âge.

De fait, la nouvelle déstabilise l'ordre habituel des choses. Pour l'écrivain autrichien Stefan Zweig, c'est même *la fin d'un monde*¹⁶, toutefois remplacé immédiatement et partout par une organisation désormais polarisée tout entière sur les départs des hommes. En ce moment décisif, où les classes 1896 à 1910 rejoignent dans les casernes les trois classes d'active à Frontignan comme partout, les quatre gendarmes de la commune, ses trois gardes-champêtres, les élus municipaux avec à leur tête le maire, presque tous en attente de mobilisation, mais aussi Paul Laborde, le commissaire de police, et puis encore le bataillon formé par les dix instituteurs et institutrices, opportunément libérés de leurs obligations professionnelles, jouent un rôle de premier plan dans l'encadrement de la population civile et militaire. Dès le 4 août, le Ministère de l'Instruction publique, relayé par la préfecture et la presse, leur demande d'ailleurs de façon très officielle sur un ton martial, en ces premiers jours de vacances scolaires, de se tenir à disposition des autorités non seulement pour rassurer la population mais aussi pour incarner, où qu'ils se trouvent, un modèle de patriotisme :

*“Le Ministre de l'Instruction Publique est persuadé que les instituteurs qui ne sont pas appelés sous les drapeaux n'hésiteront pas à faire au pays le sacrifice de leurs vacances : ils resteront à leur poste jusqu'à la fin de la crise. Ils offriront leur concours aux autorités civiles et militaires. Tout citoyen trouvera près d'eux des conseils, tout père de famille du réconfort. Ils auront soin de mettre en garde la population contre les fausses nouvelles lui rappelant que seules les dépêches officielles méritent créance. Ils donneront dans chaque commune l'exemple du sang-froid et du zèle patriotique comme leurs collègues plus jeunes donneront dans chaque régiment l'exemple de l'héroïsme”*¹⁷.

¹⁶ Stefan Zweig, *Le Monde d'hier, souvenirs d'un Européen*, traduction de Serge Niémetz, Paris, Belfond, Le Livre de Poche, 1993 (1941).

¹⁷ Journal régional quotidien, *L'Éclair*, 4 août 1914.

Il faut encore ajouter les prêtres, qui n'hésitent pas à joindre leurs efforts à ceux déployés par les instituteurs, en ouvrant leurs églises aux âmes angoissées. Aussitôt la nouvelle publiée, un certain nombre de notables se mettent également au service des autorités, notamment pour aider déjà à la réquisition des chevaux ou transporter jusqu'à la gare des effets exigés par l'armée, comme des couvertures qu'il faut récupérer auprès des particuliers. Tout se passe en effet comme si la gravité de l'heure imposait aux plus nantis, qui de surcroît trop âgés ne partent pas, de faciliter la mobilisation et le départ de leurs concitoyens mobilisés.

Dès le lever du soleil, des chants et des défilés encadrent la foule des premiers départs. Les trains, réquisitionnés eux aussi dès la première heure de la mobilisation, se succèdent en gare. Les familles ou les voisins accompagnent les soldats jusqu'aux quais dans un désordre qui n'est qu'apparent, chacun endossant ce rôle supposé attendu par les exigences de la société en guerre. Les larmes des hommes sont prosrites, celles des femmes à peine tolérées. Mais en restent-ils encore ? Et puis, pourquoi rendre le départ plus pénible ? Quant aux enfants, bien longtemps après, ils sont nombreux à se souvenir qu'ils se retenaient de pleurer car non seulement les départs auraient été rendus plus douloureux, mais les sanctions n'auraient pas manqué de pleuvoir.

Comme partout dans le pays, la mobilisation représente donc ce moment crucial où *les Français ont conscience de basculer de la paix dans la guerre*¹⁸. La déclaration de guerre de l'Allemagne à la France qui tombe le lendemain passe à peu près inaperçue. Alors que son armée d'active comptait déjà environ 700 000 hommes sous les drapeaux, en moins de deux semaines, la République porte ses effectifs à 3 781 000 hommes, dont 2 234 000 combattants¹⁹, parmi lesquels quelques centaines de Frontignanais. La mobilisation est un succès, une prouesse remarquable en matière d'organisation sociale, doublée d'un indéniable succès politique et militaire. En France, moins de 1,5% d'absents ont été recensés, chiffre fort éloigné des 13% d'insoumis redoutés. Les registres matricules des Frontignanais n'en révèlent aucun. Il y a bien Maurice Renard, né en 1883 à Reims, recensé peut-être par hasard dans la commune lorsqu'en 1903 il y était employé de commerce. Déclaré insoumis, c'est finalement le consul de France à Valparaiso au Chili, qui prévient qu'il est décédé en 1914 dans la ville. La certitude, ou l'espoir, d'une guerre courte, nourris par la propagande nationaliste, contribuent de ce départ résigné à défaut d'être vraiment enthousiaste.

¹⁸ Jean-Jacques Becker, *L'année 14*, Paris, Armand Colin, 2004, page 270.

¹⁹ Jean-Jacques Becker, Gerd Krumeich, *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008, p. 135.

3. Faire fronts

Tandis que les hommes se dirigent vers leurs dépôts, le gouvernement français multiplie les déclarations et prend une série de mesures relayées à toutes les échelles par l'ensemble des agents de l'État. Le 4 août 1914, le Président de la République, Raymond Poincaré, s'adresse aux deux chambres en ces termes : *"Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le droit, dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale. Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique."*

Il définit ainsi les règles du jeu politique et de la vie sociale du temps de guerre : une union nationale temporaire qui soutient totalement l'effort patriotique et à laquelle se rallient toutes les forces politiques appelées à gouverner ensemble. Elle est consacrée le 26 août par l'entrée des socialistes au gouvernement, à la politique duquel ils s'étaient ralliés dès le 1^{er} août, alors qu'ils étaient pourtant d'ardents pacifistes et internationalistes avant 1914. Jean Félix, secrétaire départemental de la section départementale de l'Hérault depuis 1912, député-maire SFIO (socialiste) en 1919, justifie ainsi cet engagement qui rompt avec le pacifisme défendu jusque-là par son parti, dans un discours prononcé pour honorer un camarade mort au combat :

"(...) Benjamin Delpont mettait au premier plan, avant la fraternité universelle, la liberté de la patrie. S'il avait affirmé avec nous avant 1914 comme nous l'affirmons encore aujourd'hui qu'un pays se suicide qui se charge d'une armure trop lourde, nous répétons qu'un pays agressé doit se défendre de toutes ses forces et que la classe ouvrière de ce pays doit éviter que l'agression étrangère vienne s'ajouter à l'oppression capitaliste²⁰."

Chaque gouvernement de chaque nation en guerre, persuadé de son bon droit, légitime son entrée dans le conflit au nom de la justesse de son combat et les crédits de guerre sont votés à une écrasante majorité par les parlementaires. Cet état d'esprit trouve ses relais à tous les niveaux de l'échelle administrative et c'est au plus près des citoyen.e.s que, le dimanche 2 août, s'ouvre la séance ordinaire du Conseil municipal, prévue de longue date. Les élus votent à l'unanimité une déclaration qui reprend les éléments de langage et les arguments du gouvernement mis en place pour la durée de la guerre :

"(...) M. le Maire ayant pris la parole dit : "L'Allemagne a déclaré la guerre à la France."

²⁰ *L'Avenir Agathois*, journal local hebdomadaire, 23 janvier 1922.

“(…) Avant même cette déclaration et au mépris des règles du droit international, des troupes allemandes avaient franchi sur plusieurs points la frontière française et envahi les états neutres du Luxembourg et de la Belgique. Cette sauvage agression, que rien ne justifie et que rien n’excuse, oblige la France à défendre son territoire menacé. À la date du 2 août, le gouvernement prenait les mesures de sauvegarde qu’imposait la situation et la mobilisation générale était ordonnée. Notre pays n’a rien à se reprocher, pour conserver la paix il a consenti tous les sacrifices compatibles avec son honneur et sa dignité, il n’a pas voulu la guerre, mais puisqu’on la lui impose, il saura se défendre. Un peuple qui combat pour ses libertés et son indépendance, est un peuple fort. Ayons donc confiance et attendons la victoire du droit et de la justice sur la barbarie.”

Dès lors, le gouvernement français comme tous ses voisins, prend immédiatement des mesures d’exception. Il décrète l’état de siège qui a pour première conséquence de donner sur le champ de larges pouvoirs de justice et de police à l’autorité militaire afin de *“maintenir l’ordre et éviter tout débordement nuisible au bon fonctionnement de la guerre”*²¹. Il entraîne aussi la suspension des élections jusqu’à la fin d’un conflit que l’on envisage très court, ainsi que la réduction des libertés civiles. La liberté d’expression disparaît ainsi en droits et en faits : il devient interdit de tenir des propos hostiles à la guerre tandis que tous les journaux passent sous le contrôle de la censure, qui est appliquée le 5 août 1914. Tandis que les mairies ne doivent afficher que les dépêches officielles, les journaux sont obligés de publier systématiquement les communiqués militaires quotidiens rédigés par le Haut Quartier général. C’est ce que font dans l’Hérault les deux quotidiens les plus lus du département, aussi bien le très conservateur, voire royaliste, *L’Éclair*, que le républicain radical le *Petit Méridional*, qui se transforment pour longtemps en organes de communication des autorités au mépris bien souvent de l’information. La réalité du coût humain des batailles militaires, et en particulier le nombre très élevé de victimes du premier repli des armées françaises en Lorraine, n’est donc jamais affiché dans le but de ne pas effrayer ni de décourager les populations de l’arrière.

La liberté de circulation est également largement limitée. Les télégrammes venus de la préfecture, qui se succèdent à un rythme frénétique au mois d’août, adjoint aux élus de faire respecter l’interdiction de circuler la nuit, de délivrer des sauf-conduits pour la circulation de jour, d’organiser la garde des voies ferrées et terrestres, afin d’accompagner et de sécuriser le départ des soldats, et pour cela de prévoir des gardes civils équipés de revolvers et de brassards, remboursables il est vrai par l’autorité militaire. À chaque préfet revient la délicate mission de lutter contre toute tentative antimilitariste qui tenterait de contrecarrer la mobi-

²¹ AMF, circulaire du préfet, 14 septembre 1915.

lisation. En conséquence, la surveillance est accrue sur l'information comme sur la circulation et sur les lieux publics. En toute logique, par la multiplication des tâches extraordinaires et urgentes qu'ils ont à accomplir, les élus locaux sont donc en première ligne. Quant au commissaire de police, il est chargé de viser et de contrôler les télégrammes au départ et à l'arrivée dans la commune tout en traquant les premiers suspects de germanisme ou de pacifisme - anarchisme étant le mot consacré - dans tous les lieux publics. Dans un élan de patriotisme peut-être excessif, il leur faut même veiller à éliminer du paysage urbain les « réclames » de bouillons Kub aux sonorités un peu trop germaniques, tandis qu'est mise en place l'organisation de la mobilisation de l'arrière. De nombreux Frontignanais sont déjà engagés dans les premiers combats terrestres.

Les régiments méridionaux qui appartiennent au XV^e et XVI^e corps d'armée sont très rapidement engagés en Lorraine afin de ramener la Moselle, perdue depuis 1871, à la France. Dès le 10 août, ils se heurtent à un ennemi qui les attend, bien préparé et surtout bien armé. Le bilan est catastrophique : à Lagarde, au nord-est de Lunéville, deux bataillons du XV^e corps ont 350 tués, 700 blessés et plus de 1000 disparus. Parmi eux, se trouve déjà un enfant de Frontignan, le typographe de Béziers Jacques Bénézech, 25 ans, soldat au 58^e RI. Lisons quelques extraits du témoignage de Louis Nougaret²², originaire de Bédarieux, né en 1891, sergent-fourrier dans le 81^e RI qui appartient au XVI^e corps d'armée, engagé à la suite de la bataille à partir du 11 août. Il a échappé à la première offensive meurtrière qui a déjà eu lieu, mais le soldat en recueille le terrible récit livré par un villageois de Lagarde, qui parvient à conserver un certain optimisme malgré un bilan humain catastrophique : *“Ils se sont battus dans le village et les Allemands ont fait prisonniers plus de 800 Français appartenant au 40^e et au 58^e régiment. Le reste a été décimé. Les morts ont été enterrés dans un champ avoisinant le village. Mais enfin, la victoire a tourné contre les Allemands puisqu'ils ont battu en retraite.”*

En attendant la reprise des hostilités, Louis cantonne dans ce village avec son régiment. En tant que sous-officier - il est en effet sergent - il a le privilège d'être hébergé dans un foyer au lieu de coucher avec la troupe sur la paille des granges. Ses échanges avec les filles de son hôte l'invitent à confronter le contenu de l'enseignement reçu à l'école à la réalité. En effet, il rencontre une situation bien complexe, où se mêlent dans une même personne identités allemande et française, ce qui est peu compatible avec un nationalisme virulent, quel qu'il soit : *“Leur ayant demandé si elles aimeraient être françaises, l'aînée nous dit « enfin, comment voulez-vous que je vous réponde, je suis mariée avec un Allemand que j'adore autant qu'on peut aimer un homme. À ce moment-ci, cette maudite guerre me l'a pris, qui sait si elle me*

²² ADH en ligne, 59 PRI 1, fonds Louis Nougaret/fiche matricule 1R1247-11, recrutement de Béziers.

le rendra ? Il sert au 138^e d'Infanterie bavaroise. Comment voulez-vous que j'aime ceux qui me le tueront ? Après tout ajoutez-elle, je n'ai jamais connu la France, il est vrai que mes parents m'en disent beaucoup de bien mais que voulez-vous, je préfère vivre en Allemagne avec mon mari que d'être française et porter son deuil toute ma vie. Nous n'avons su que répondre car elle avait raison."

Les jours suivants, la division continue d'avancer vers le nord et le 19 août, c'est le XVI^e corps qui est violemment accroché du côté d'Avricourt :

"À la lisière de cette forêt nous nous arrêtons car tout l'espace qui se trouve entre la forêt et le village de Dommange est balayé par les obus. Au bout d'une demi-heure le feu se calme tout d'un coup. Nous profitons de ce moment de répit pour traverser cette zone dangereuse. Nous rencontrons des blessés à chaque pas. Sur le sol aux environs, on aperçoit çà et là des tâches noirâtres, ce sont les cadavres de ceux qui ont voulu s'approcher de trop près. Ils ont payé de leur vie leur bravoure et leur courage."

Parmi ces victimes se trouvent déjà les deux premières victimes frontignanaises, Marius Roussy, boucher dans le civil, et le plâtrier Léon Bonnafous, 20 ans tous les deux, tombés sous la mitraille. Le lendemain, les combats meurtriers continuent sous des pluies d'obus, donnant lieu à des situations d'une violence inouïe : *"Il est impossible d'avancer. Les balles sifflent autour de nous. Nous battons en retraite. Nous traversons au plus vite la forêt qui est sillonnée d'obus. Le capitaine dit que nous sommes perdus. À chaque coup on voit les hommes tomber comme si c'était des capucins de carte."*

Ce jour-là, le 20 août, le régiment de Louis Nougaret a perdu 1300 soldats, le 141^e RI de Marseille 7 officiers et 1237 soldats sont morts, blessés, disparus ou prisonniers. La retraite menée dans un sauve-qui-peut généralisé est effective, les soldats passent à nouveau la frontière et Joffre ne peut qu'ordonner, dès le lendemain, le repli.

"Vendredi 21 août. Sur la route régnait un grand encombrement. L'artillerie, la cavalerie, l'infanterie, tout se confondait. Aligès nous a aperçus. Son régiment le 56^e d'artillerie, n'a pas encore souffert. Il n'y a pas eu de pertes, pas même de blessés."

Ce récit confirme déjà ce qui deviendra une constante de la guerre où les fantassins sont les premières victimes des batailles, et de loin les plus nombreuses, à cause des formes prises par les combats. L'artillerie reste et restera beaucoup moins exposée. Mais dès le 22 août, c'est à Lunéville que les combats reprennent :

"On transforme cette colline en un petit fort imprenable. Au pied de ce monticule, notre

artillerie, cachée dans un champ de blé, bombarde sans pitié la lisière d'un bois d'où les Allemands sortent par centaines. Nos 75 font du bon travail. (...) Mais les canons ennemis voyant reculer notre infanterie se mettent à cracher tant qu'ils peuvent sur ces fuyards. Tous les coups portent, on les voit tomber comme des mouches (...) Mais voilà qu'un obus tombe à 50 mètres. Alors, pris de panique, tous ces officiers montent à cheval et partent au grand galop. Je marchais aussi vite que je pouvais à travers cette pluie de feu et de fer. L'ordre de la retraite arrive, à partir de ce moment, on n'écoute plus les chefs qui d'ailleurs font comme nous. On part en débandade. L'artillerie, la cavalerie, l'infanterie, les hommes, les femmes et les enfants, tous cherchent à fuir dans un désordre épouvantable. Pour passer un pont sur la Meuse, à la sortie de Lunéville, on se bouscule, on se presse (...)"

Fatigués, affamés, dans leur retraite sous les tirs de mitrailleuses et d'obus, les soldats en viennent à dépouiller les cadavres de leurs vivres. Le ton héroïque du récit connaît déjà un tournant et il n'est plus question de bravoure ou de courage. Louis écrit sa deuxième lettre de quatre pages à ses parents le 28 août. Il pense à la mort mais ne l'écrit pas, il veut le cacher mais y parvient mal. Finalement, le 31 août, son poumon est transpercé par une balle et il est évacué. Rétabli, en janvier 1915, il revient sur le front où une balle atteint cette fois son bras, droit le 5 mars, à Beauséjour en Champagne, le blessant grièvement, ce qui lui vaut d'être définitivement réformé en octobre, nanti d'une citation et de deux médailles. Il devient alors affecté spécial à la compagnie des chemins de fer du Midi à Béziers dès 1916, où il retrouve son ancien emploi de facteur.

Dans cette bataille de Lorraine du mois d'août 1914, trois autres très jeunes Frontignanais, Marcel Waltz, Louis Moulins et Samuel Chabaud ont eux aussi déjà perdu la vie.

Tandis que beaucoup de soldats combattent dans des conditions d'une grande dureté, une nouvelle réalité s'impose immédiatement pour ceux qui restent. En effet, le départ aussi massif que brutal de centaines d'hommes, dont le travail représente la source de revenu essentielle du foyer, laisse à l'arrière des populations très souvent démunies. Aussi, déclaration politique prononcée solennellement, ce 2 août 1914, les conseillers municipaux votent pour les secourir, comme dans bien d'autres communes, le principe d'une aide financière de base visant à assurer un soutien essentiellement alimentaire :

"M. le Maire expose, qu'à la suite de l'ordre de mobilisation générale, une très grande partie de la population a été rappelée sous les drapeaux, laissant brusquement sans aucune ressource leurs pères, mères, épouses ou enfants. Il y aurait donc lieu de s'occuper de pourvoir à la nourriture de ces personnes. Aucun crédit n'étant inscrit au budget pour leur venir en

aide, il propose de créer à cet effet des ressources spéciales. La situation de l'État de guerre a pour ainsi dire suspendu la vie communale. De ce fait, il restera disponible d'importants reliquats de crédits budgétaires affectés soit à des travaux d'entretien des édifices communaux, chemins, soit à des secours aux réservistes, etc... Il propose en conséquence à l'assemblée de créer un crédit de 3000 francs, cette ressource devant être largement assurée par les reliquats de crédits devant rester disponibles, afin de subvenir par l'organisation de soupes populaires à l'existence des familles sans ressources."

On voit ainsi se mettre en place la mobilisation de tou.t.e.s non seulement très tôt - dès les premières heures - mais aussi avec une grande rapidité. Les élus actent ainsi déjà, avant même la déclaration de guerre qui n'a lieu, rappelons-le, que le 3 août, que l'action municipale en cours est révolue pour être redirigée vers des objectifs du temps de guerre, peut-être pour longtemps. De fait, les archives municipales conservent une longue liste de 224 noms de bénéficiaires de ces soupes populaires aussitôt mises en place. Elle affiche des noms de beaucoup d'enfants, de nourrissons et de personnes âgées. Certaines familles sont nombreuses. Etienne Ducros, par exemple, laisse à Frontignan cinq enfants âgés de deux à onze ans, son épouse et sa belle-mère. Jules Pouget, quant à lui, quitte six enfants dont le plus jeune est un nourrisson de quatre mois. Des personnes très âgées, comme les parents de Joseph Béqué, auront bien du mal, pendant l'absence de leur fils, à s'occuper de leurs trois petits-enfants. On retrouve aussi dans les archives la trace des achats aux commerçants de la commune et des copies de menus dont les soupes de lentilles, de pois et de haricots composent l'essentiel.

Dès la fin du mois d'août cependant, ces distributions cessent progressivement car la loi du 5 août 1914 octroie une allocation journalière aux familles, qui doivent remplir pour cela une demande en mairie. Celle-ci est ensuite soumise à une commission cantonale de trois membres chargée de donner un avis, après double enquête concernant à la fois les revenus mais également la moralité du demandeur. Une épouse soupçonnée d'infidélité serait ainsi exclue de cette aide. Si l'avis est favorable, le maire transmet la demande au préfet. À l'échelle du département, Le journal *L'Éclair* du 6 août souligne la grande affluence de personnes se faisant inscrire. Certes cette somme, dont le paiement a lieu toutes les semaines à la perception sur présentation de justificatifs, représente un pécule non négligeable de 1,25 franc par jour avec une majoration de 0,50 franc par enfant de moins de 16 ans. Mais elle reste loin de compenser le salaire d'un ouvrier, même agricole, qui dépasse les 3 francs.

Les municipalités sont encore chargées de préparer l'organisation des réquisitions nécessaires au bon fonctionnement des armées sur le front, en sollicitant les

commerçants de la commune pour tout ce qui pourrait s'avérer utile aux soldats. Il en va ainsi de produits aussi divers que des vivres, des draps, des chaussures, des casseroles ou de l'essence. Ainsi, la municipalité annonce l'envoi de 113 puits et de 288 couvertures, indispensables pour passer les premières nuits froides dans les zones de batailles du Nord. Les réquisitions de blé, de pommes de terre, de fer ou de bois pour le front débutent dès le premier jour du conflit. Des pénuries de farine se font alors sentir immédiatement dans un département qui n'est pas autosuffisant.

Les équidés : chevaux, mulets, les voitures à traction animale, les automobiles et camions relèvent eux aussi d'un système de recrutement comparable à celui des soldats. Des soldats qui appartiennent à des compagnies de l'armée territoriale cantonnée à Cette, sont détachés pour effectuer ces levées de moyens de transport qui, ajoutées au départ des hommes, perturbent encore davantage les vendanges qui s'annoncent exceptionnelles. D'autant que les flux habituels de main d'œuvre espagnole sont largement ralentis par les premières mesures de restrictions de la circulation.

De plus, dès le 31 août, le préfet alerte les maires par télégramme qu'un grand nombre de Belges et Français obligés de quitter leur foyers, leurs régions étant envahies, doivent trouver l'hospitalité chez les habitants, de préférence dans des familles non touchées par la mobilisation. Il leur demande de faire connaître télégraphiquement le nombre approximatif de réfugiés que la commune pourrait alors recevoir et en appelle au patriotisme et à la solidarité des habitants. On ne sait ce que répond la mairie, mais la famille de Jean-Marie Bouxin, originaire de Belgique, avec ses neuf enfants, est aussitôt ajoutée à la liste des bénéficiaires de la soupe populaire. Une liste mentionne 208 personnes accueillies à Frontignan en décembre 1914, ce qui représente un nombre considérable puisqu'il correspond à environ 5% de la population. En 1918, ce sont encore 72 personnes qui sont recensées à Frontignan. On trouve sur ces listes, outre leurs noms, la date à laquelle elles sont arrivées ainsi que leur situation, *"si elles sont nécessiteuses, si elles peuvent se suffire à elles-mêmes, ou si elles ont un travail."* Sont mentionnés également l'adresse et le nom de leur logeur, qui peut-être un particulier ou bien un hôtel, comme celui des veuves Miramond, ou Jourdan. Ils possèdent un certificat de résidence où sont notés des éléments d'identité, leur adresse et leur signalement physique détaillé. Le gouvernement leur verse une allocation de 1,50 franc par jour, plus 1 franc par enfant. Certains réfugiés ont fait une demande au maire afin de pouvoir venir vivre à Frontignan, comme Émile Miet-Badré, exilé, qui se trouve dans l'impossibilité de retourner avant longtemps chez lui, dans les Ardennes. D'autres arrivent par convois ferroviaires organisés par les autorités.

La famille Anthérieu, 1872-1932

Victor François Lucien Anthérieu est né le 28 février 1872 à Frontignan. À vingt ans, il est orphelin de père. D'après sa fiche matricule, il mesure 1,72 m, a les cheveux châains clairs, le visage plein, un menton rond, un gros nez, des yeux gris, un front découvert et une petite bouche. Il possède un niveau d'instruction qui correspond en principe au baccalauréat.



Victor devient vite un riche héritier de la bourgeoisie locale. Il a repris très jeune, avec sa mère, la maison de négoce en gros fondée par son père Stanislas en 1862, qui occupe presque tout le boulevard Victor-Hugo. On y fabrique également des vins d'imitation d'apéritifs ainsi que des vins médicamenteux et on les vend. En 1911, l'entreprise compte dix employés de commerce, quinze ouvriers dont un de chais, un charretier et deux tonneliers. Avec son cousin germain Étienne, grand propriétaire et négociant en vin, il devient un fervent défenseur du muscat et le 14 février 1910, ils créent la Société Anonyme de Coopérative de producteurs des Muscats naturels de Frontignan. Pour cela, il a proposé à plusieurs propriétaires viticulteurs de redonner un élan à la production et à la commercialisation du précieux nectar en les regroupant dans une coopérative agricole. Ils sont plus de 105 à y adhérer dès sa fondation, car Victor Anthérieu s'est engagé à leur acheter toute la production moyennant un certain niveau de qualité. C'est un succès et dès 1912, pour agrandir l'entreprise, il remplace sa petite structure de négoce par une société anonyme de vente au capital de 360 000 francs. Son cousin, Étienne en devient le président, tandis que lui-même en prend le titre de directeur gérant. En 1916, à la mort d'Étienne, Victor concentre les deux fonctions de président et de gérant. En 1932, c'est son gendre, Eugène Orsetti, l'époux de sa fille Victoire, qui lui succède à la tête de la société de vente, son fils ayant renoncé pour des raisons de santé.

L'exportation est ainsi relancée partout en France, permettant aux vigneron et négociants de la commune de se partager les bénéfices d'un marché qui entraîne avec lui l'artisanat et les industries de la vigne²³.

Dans le recensement de 1911, Victor habite boulevard Victor-Hugo avec son épouse Rose Chappotin, née en 1876, fille d'une autre riche famille de négociants locaux. Leur premier enfant, Félix, est né

²³ Collectif, *Le muscat de Frontignan, un vignoble entre tradition et modernité*, Frontignan, 2000, 139 pages.

en 1896. Leur fille Victoire ne voit le jour que huit ans plus tard, en 1904. Le couple élève aussi sa nièce Louise, née en 1892, et son frère Stanislas, né en 1894, tous deux orphelins de père. Deux domestiques au moins, Marie Aldebert née à Millau en 1866 et Albanie Naud née en 1876 à Frontignan, servent la famille. Victor est l'un des premiers Frontignanais à posséder une automobile avec laquelle il se rend en villégiature jusqu'à Biarritz.

Le conseil de révision, passé en 1892, affecte Victor au service auxiliaire en raison de son obésité : il pèse en effet plus de cent kilos et ne peut donc être habillé de la tenue militaire. Le 24 septembre 1914, il est mobilisé, à Montpellier, dans la 16^e section des COA (Commis Ouvriers et d'Administration) qu'il devait rejoindre le 20 décembre 1915. Mais en réalité, il reste à Frontignan et, du 24 janvier au 10 février 1917, il est placé en sursis d'appel en tant que maire de la commune et ensuite en tant que président de la commission de réception de Pézenas. De fait, il est présent à toutes les séances du conseil municipal durant la guerre.

Son fils Félix, né en 1896, est mobilisé dans l'artillerie lourde en décembre 1915. Il arrive sur les champs de bataille le 16 mai 1916. Le 1^{er} septembre 1917, blessé par éclat d'obus aux deux jambes, il est hospitalisé jusqu'au 19 août 1918. Réformé, mutilé de guerre, il ne retourne pas sur le front.

Quant à Stanislas, classe 1914, il est d'abord exempté comme son oncle, pour obésité précoce, avant d'être récupéré par le conseil de révision de septembre 1915 pour le service auxiliaire. Du 2^e régiment du génie à l'artillerie, il passe par plusieurs services de l'arrière à Montpellier, Béziers ou Lyon avant d'être réformé définitivement en 1924 pour cardiopathie.

Chapitre II

Combattre

Pendant plus de quatre années, les soldats frontignanais sont mobilisés sur tous les fronts, en particulier sur celui de l'ouest. Certains sont directement exposés au danger, ce qui n'est pas le cas de ceux qui se retrouvent plus à l'abri dans les services administratifs ou d'intendance par exemple. La diversité de ces incorporations détermine des expériences militaires certes très diverses mais dont la plus partagée, même pour un temps très court, reste celle des fantassins de premières lignes, espaces réduits d'où il est quasiment impossible de s'extraire.

1. Les phases de la guerre

Sur le front de l'ouest, alors que les Français entrent en Lorraine en août 1914 dans l'espoir de reconquérir les provinces perdues, l'armée allemande traverse la Belgique et fond vers Paris selon le plan Schlieffen, qui prévoit une victoire rapide sur la France avant que les troupes britanniques aient pu débarquer et que la Russie ait terminé sa mobilisation, évitant ainsi l'étau d'une guerre sur deux fronts. Alors que le gouvernement a quitté Paris pour Bordeaux, la bataille de la Marne, qui se déroule du 5 au 9 septembre et à laquelle les régiments méridionaux, très éprouvés en Lorraine, participent peu, arrête les troupes allemandes. C'est un moment crucial du conflit puisqu'à ce moment-là une guerre courte, qui aurait duré cinq semaines, était possible. Avec un sixième des pertes totales françaises, ces deux premiers mois s'avèrent meurtriers. Cela tient aux conditions des batailles où, après d'épuisantes marches, les infanteries attaquent en rase campagne, exposées au feu des armes modernes : précision des canons de 75 mm français et de 77 mm allemands, longue portée des fusils *Lebel et Mauser*, tir automatique de la mitrailleuse *Maxim*. S'ajoute à ces pertes militaires, la brutalité des combats. Les tentatives de débordement réciproques après la bataille de la Marne entraînent un front continu de la frontière suisse à la Mer du Nord. La guerre de mouvement s'arrête à l'ouest à la fin de l'automne. Le front s'immobilise alors. Six départements français sont partiellement ou totalement occupés, de même que la quasi-totalité de la Belgique, jusqu'en 1918.

Une guerre de siège succède à la guerre de mouvement et commence alors le

temps des soldats couchés qui s'enterrent dans les tranchées. Au départ, les fantassins creusent des trous individuels pour se protéger des tirs ennemis, puis des tronçons de fossés sont progressivement reliés entre eux, consolidés, approfondis, creusés d'abris et bardés de défenses dans lesquelles le barbelé tient une place centrale. Ils sont reliés progressivement à l'arrière-front par un système de plus en plus complexe de boyaux et de galeries formant un certain nombre de lignes. Ce système reste en permanence conçu comme provisoire, surtout par les Français qui veulent libérer rapidement le territoire. L'espoir d'une victoire proche n'est pas totalement abandonné par les belligérants mais aucun résultat militaire décisif, ni même tangible, n'a été obtenu. Simultanément, l'ampleur des pertes contribue à refuser progressivement d'envisager autre chose que la défaite totale de l'ennemi. Les armées des plus puissants belligérants qui se font face déploient alors chacune des efforts considérables pour « percer » comme pour défendre un front militaire formant une ligne de 720 km. Mais les combats meurtriers n'aboutissent à aucun résultat décisif avant le printemps 1918. Les armées enterrées sont séparées par un *no man's land* que les soldats doivent franchir lors des attaques alors que la supériorité des dispositifs défensifs, en particulier le rôle de l'artillerie, rend vain ces assauts meurtriers. Prenant difficilement conscience du problème, les chefs militaires ont recours à des bombardements massifs avant les offensives afin de détruire les défenses adverses, ce qui fait perdre tout effet de surprise aux opérations, l'ennemi pouvant même se replier et préparer la contre-attaque. Même si les positions adverses finissent par être prises, le terrain est tellement bouleversé qu'elles ne peuvent être consolidées par l'apport de matériel et de ravitaillement. Ces données restent inchangées jusqu'en 1918, quelles que soient les nouvelles armes créées - grenades, mines, gaz...- pour tenter de l'emporter.

Pour libérer son territoire, l'État-major français dirigé par Joffre prévoit de gigantesques opérations en Artois et en Champagne en 1915. C'est un massacre de l'infanterie face à une armée allemande de mieux en mieux défendue par son artillerie lourde. L'année suivante, l'Allemagne prend l'initiative en lançant la bataille de Verdun le 21 février. Avec 160 000 soldats français et 140 000 allemands tués en seulement huit mois, son bilan est meurtrier. Cette même année a lieu la bataille la plus meurtrière du conflit, celle de la Somme, déclenchée par les franco-britanniques le 1^{er} juillet 1916 afin de soulager Verdun. L'offensive se prolonge en vain jusqu'en novembre pour un coût humain inégalé de 1,2 million de morts et blessés au total. L'année suivante, Robert Nivelle, le nouveau généralissime français, promet la percée par son attaque sur le Chemin des Dames dans l'Aisne, alors que les Allemands ont opéré une retraite stratégique. L'offensive lancée le

16 avril se traduit par un massacre. Cet échec immédiat fragilise durablement l'armée française qui connaît par la suite des mutineries. C'est dans ces grandes batailles de la guerre de position que plus d'une centaine de soldats frontignanais perdent la vie. En dehors de ces combats, les combattants subissent encore une violence quotidienne due aux bombardements réguliers de la ligne de tranchées par l'artillerie adverse, qui concernent toute la ligne de front.

Tandis que l'allié russe entre en révolution, l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés des Alliés, le 6 avril 1917, bouleverse l'ordre des choses militaires, en particulier lorsque les soldats américains débarquent en nombre à partir du printemps 1918. La deuxième révolution russe, qui provoque la sortie de la guerre du pays, rendue définitive par le traité de Brest-Litovsk signé le 10 mars, reconfigure encore le contexte de l'année 1918. Libérée à l'est, l'Allemagne lance cinq offensives victorieuses au printemps 1918. Mais menées sans réel objectif stratégique, ces offensives ont érodé les effectifs : les soldats sont épuisés, affamés et stoppent leur avancée pour piller les dépôts de leurs adversaires. Les Alliés reprennent l'initiative sous le commandement unifié du général Ferdinand Foch au printemps 1918. Leur contre-offensive est lancée à partir du 18 juillet, s'appuyant sur une supériorité numérique et matérielle, qui est désormais évidente, aboutissant à la signature de l'armistice franco-allemand le 11 novembre.

Mais dès l'automne 1914, afin de débloquer la situation, les belligérants cherchent de nouveaux alliés. Aussi, avec ces nouveaux acteurs, la guerre s'étend géographiquement en particulier à l'Orient. La France engage ses soldats dans l'opération des Dardanelles où, confrontés au piétinement de la guerre sur le front occidental et soucieux de soulager les Russes en grande difficulté, les Français se sont ralliés en janvier 1915 à l'idée proposée par Winston Churchill, de forcer les détroits turcs entre Mer noire et Méditerranée par une attaque navale brusquée en février, puis en mars. Quelques inscrits maritimes frontignanais dont Jean Gay, l'ami d'Eugène Coulet, qui sont enrôlés dans les vaisseaux relevant du 5^e dépôt des équipages de la flotte basé à Toulon, participent à ces opérations. L'échec de cette entreprise conduit les Alliés à entreprendre un débarquement terrestre pour s'emparer des forts défendant les Dardanelles. Mais l'assaut lancé le 25 avril 1915 sur la presqu'île de Gallipoli ne permet pas d'aboutir au but recherché. C'est là qu'est tué Paul Dufour, 20 ans, soldat du 175^e RI, trois jours plus tard. Des mois durant, les hommes s'accrochent au terrain et creusent des tranchées. Malgré d'autres attaques très meurtrières, où disparaît le Frontignanais Lucien Patalano, du 176^e RI, 20 ans lui aussi, le 21 juin, les forts du détroit restent aux mains des Turcs. Finalement, le projet est abandonné à l'automne et le corps expéditionnaire est

transporté en Macédoine pour prêter main forte à la Serbie envahie. Des milliers d'hommes débarquent alors à Salonique et s'installent au camp international de Zeïtenlick situé sur les hauteurs de la ville. Certains sont immédiatement envoyés au secours de la Serbie, alors assaillie par les armées autrichiennes et bulgares, et participent aux derniers combats très éprouvants qui ponctuent, sous la neige, la déroute totale de l'allié serbe. D'autres sont ensuite enrôlés deux ans plus tard dans les opérations de soutien du nouveau gouvernement grec. L'ouvrier agricole Léon Ferrère, né en 1882, décède de maladie le 22 août 1917 à Florina. Louis Tudesq, hospitalisé en même temps qu'Antoine Parent, jeune sapeur de la classe 1916 du 7^e régiment de génie dans le camp de base de Salonique qui meurt de pneumonie grippale (certainement une manifestation de la grippe espagnole), le 5 octobre 1918 soit moins d'un mois avant la fin définitive des combats, relate à son frère la stupéfaction qui est la sienne face à la rapidité de ce décès, dans une lettre datée du 14 octobre 1918 :

"Je suis allé le voir le soir à 5 heures et le lendemain matin j'allais le revoir, mais le pauvre était mort le soir à 6 heures. Donc 1 heure après l'avoir vu."

Ces hommes sont transportés dans des navires qui n'échappent pas toujours à la guerre sous-marine. Ainsi, le 23 février 1916, le vaisseau patrouilleur *La Provence II*, quitte le port de Toulon avec 2000 militaires à son bord, dont un important contingent du 3^e RIC. Le 26 février, au large du cap Matapan en Grèce, il est torpillé à bâbord. La moitié du régiment disparaît, dont le jardinier frontignanais Louis Guglielmo né en 1883, qui laisse une veuve et une petite fille de 3 ans, Thérèse.

L'importance considérable des victimes dans les premiers mois de la guerre prend de court les états-majors. La certitude d'une guerre longue, à partir du printemps 1915, oblige alors le gouvernement à mobiliser de plus en plus d'hommes. Aussi, tandis que les premiers morts sont plus ou moins enterrés, que les nombreux blessés s'entassent dans des hôpitaux souvent de fortune, que les prisonniers sont emmenés définitivement vers l'Allemagne, de nouvelles vagues de soldats sont appelées pour les remplacer. Cette recherche permanente répond également aux demandes de la société, autant civile que sous l'uniforme, qui aspire à une juste répartition des risques dans l'effort de guerre. Elle s'en prend violemment, verbalement au moins, à ceux qui s'y soustraient ou tentent de le faire et la figure de « l'embusqué » devient alors la figure honnie du temps de guerre²⁴.

Il y a ceux pour lesquels l'incorporation était bien prévue à cette date, c'est à dire les hommes appartenant aux classes les plus âgées. Ainsi, arrivent entre la fin de l'année 1914 et le début de 1915, dans la zone des armées, les soldats nés

²⁴ Charles Ridet, *Les Embusqués*, Armand Colin, Paris, 2007, 380 pages

entre 1872 et 1875. La classe 1892, appelée à partir d'octobre, est celle du maire Victor Anthérieu. En 1892, elle comptait trente inscrits, qui dans le civil étaient maçons, cultivateurs, ouvriers de chaix, tonneliers, commis ou négociants mais en 1914, six sont déjà morts, soit un sur cinq. Trois sont définitivement réformés pour obésité, surdité totale et tuberculose. Huit rejoignent les services auxiliaires, souvent pour surdité. Un soldat rejoint l'artillerie, un autre le génie, un troisième le 16^e C.O.A²⁵. Les dix restants sont incorporés dans des RIT, en particulier le 322^e de Lunel. Ces unités sont destinées en principe à rester à l'arrière des premières lignes pour effectuer divers travaux d'intendance, de surveillance ou de transport par exemple. Dieudonné Valibouse, 41 ans, mobilisé dans le 122^e, ne monte au front qu'en janvier 1915, rassurant ainsi sa belle-sœur, Joséphine Bascou, dans une carte datée du 13 janvier :

"Nous sommes toujours loin du front et attendons le moment de nous en rapprocher. Pour le moment, nous ne risquons rien je me trouve aux environs de Paris. Dimanche, j'y suis allé 24 heures."

Parfois, ces soldats creusent des tranchées la nuit ou bien ravitaillent les lignes. Mais ils peuvent ponctuellement être appelés sur les champs de bataille. Dans ces circonstances, une dizaine de Frontignanais trouvent la mort, dont deux appartenant au 322^e RIT, lors d'une attaque allemande à Cappy, dans la Somme, le 29 janvier 1916.

Mais dès septembre, l'armée appelle également par anticipation d'une année les plus jeunes classes. Ce mois-ci, la classe 1914 est incorporée et ces soldats se retrouvent sur le front à peine trois ou quatre mois plus tard. Eugène Coulet est l'un d'eux. En mai il avait passé le conseil de révision dont le résultat provoque l'admiration de son camarade Jean, le marin, qui s'extasie le 30 mai : *"Tu me dis qu'on ne te recrute pas pour la biffe²⁶ ni la Marine. Aurais-tu réussi à avoir de la veine ?"* Pourtant, face aux nécessités, c'est bien finalement dans le 55^e RI que le jeune homme est mobilisé. Durant tout le conflit, ces jeunes gens sont enrôlés de plus en plus tôt. Ils ne sont donc plus mobilisés à vingt ans mais bien à dix-neuf voire dix-huit ans, comme Marcel Bascou, le cousin d'Eugène, né le 31 décembre 1916, celui que sa mère appelle encore son *petit Marcelou* si *"grand, obéissant et raisonnable"*, dont le comportement au feu lui vaudra l'obtention de cinq citations. Leur service militaire, qui devrait durer trois années, se déroule en quelques mois avec des moyens et un encadrement extrêmement réduits, avant de rejoindre très rapidement le front. Mal et peu préparés, ils représentent des cibles encore plus faciles et leur mortalité sur le front est extrêmement élevée. Eugène a un tout petit peu

²⁵ Commis Ouvriers militaire d'Administrations. Il en existe une unité par corps d'armée

²⁶ L'infanterie

plus de chance. Il est gravement blessé. En effet, au mollet gauche par un éclat d'obus le 30 juillet 1915 lors des terribles combats de l'Argonne, ce qui entraîne, en plus d'une citation à l'ordre du régiment, une affectation en service auxiliaire, où il continue dès lors la guerre dans les secrétariats de différents régiments. Par ailleurs, des conseils de révision spéciaux se réunissent chaque année dès le 9 septembre 1914 afin de récupérer les hommes des classes 1899 à 1912 jusque-là ajournés, réformés ou exemptés. À l'issue de ces conseils, les trois quarts d'entre eux qui avaient échappé pour diverses raisons, en particulier médicales, au service militaire rejoignent les casernes à partir du printemps 1915. La guerre dure et cela ne suffit pas, d'autant que la loi Dalbiez votée en août 1915 a pour conséquence de retirer des milliers de soldats du front afin de faire fonctionner les usines. Mais en contrepartie, elle s'intéresse alors aux sursitaires en particulier ceux qui font tourner les administrations, comme le secrétaire de mairie de Frontignan, qui pourraient être remplacés par des retraités, des femmes ou des réformés. L'armée appelle également, au printemps 1915, les soldats de la réserve territoriale, soient les hommes nés entre 1868 et 1871 qui ont donc jusqu'à 47 ans. 48-49 ans devient alors l'âge commun de la démobilisation. Des pères et des fils se retrouvent désormais couramment mobilisés ensemble sous les drapeaux. L'année 1917 est un autre temps fort de la quête de nouveaux soldats après les pertes considérables subies à Verdun et dans la Somme en 1916, mais aussi au Chemin des Dames au printemps 1917, et après que les soldats appartenant aux classes les plus anciennes sont renvoyés à l'arrière, souvent comme détachés agricoles. L'armée s'intéresse en particulier au sort des étrangers éventuellement mobilisables. Les Italiens étant enrôlés dans l'armée italienne depuis l'entrée en guerre de leur pays en mai 1915, le gouvernement se tourne vers les Espagnols, communauté la plus nombreuse dans le pays et a fortiori dans le département, d'autant plus intéressante qu'elle est composée de nombreux hommes jeunes. La loi du 3 juillet 1917, effective pour la durée de la guerre, donne automatiquement la nationalité française à tous les fils d'étrangers nés en France, qui ont entre 18 et 22 ans, ce qui entraîne *de facto* leur convocation sous les drapeaux tricolores. Le refus reste toujours possible, mais la procédure s'avère très dissuasive. Le centre de recrutement militaire de Béziers ouvre alors un registre spécial contenant 400 noms environ d'étrangers enrôlés cette année-là. Malheureusement, le registre équivalent du centre de Montpellier, qui pourrait donner des informations sur le parcours des combattants étrangers de Frontignan, n'est pas accessible. Cette noria permanente des soldats, due au terrible coût humain des batailles, explique en partie que peu de soldats aient combattu en permanence durant la totalité de la guerre.

2. Les expériences combattantes terrestres

Comme tant de leurs camarades, la majorité des conscrits de Frontignan sont confrontés aux conditions de la guerre moderne. Le quotidien du plus grand nombre de combattants de 1914-1918 ressemble désormais bien peu à ce qu'ils imaginaient en quittant leur ville dans une ambiance de fête sous le soleil estival. La découverte de la réalité des combats, d'abord en mouvement, puis dans l'inertie d'une guerre de position qui s'éternise, a marqué pour toujours la mémoire des poilus.

Les récits des témoins soulignent combien, pour eux, l'arrivée au front représente un choc. Avant même de participer au combat, ce sont d'abord leurs sens qui sont pris d'assaut. Pour beaucoup, la proximité du front se manifeste d'abord par sa bande sonore. Les nouveaux sons agissent comme des flèches qui transpercent par endroits la bulle de l'imaginaire, la carapace bâtie de sédiments de discours, à épaisseur variable selon les témoins. Moins concrets que la perception visuelle, ils sont particulièrement propices au déclenchement de grappes de représentations, suscitant une forte charge émotionnelle, teintée de peurs, d'angoisses, d'appréhensions de ce qui se dérobe au regard, du caché, de l'inconnu. Le bourdonnement des balles et le grondement des armes à feu constituent aussi la première trace indéniable de la présence de l'ennemi, dont l'invisibilité première désoriente et déconcerte les novices, accroissant leurs inquiétudes. Le bruit des tirs en est le premier élément matériel, la première preuve de la réalité du passage de la vie de caserne, qui n'est pas fondamentalement différente du service militaire obligatoire en temps de paix, au cœur de la violence des combats réels, des combats qui blessent, qui mutilent et qui tuent. Au plus près de l'épicentre de la violence, ce sont encore les sons qui accueillent les hommes envoyés à l'attaque. L'ouïe, avant la vue, détermine ainsi la première perception, la première impression et, en conséquence, la première réaction face au danger. Ce n'est pas par hasard, que ces bruits percutants de tirs, d'explosions de tout genre, de roulements permanents de l'artillerie, ces cris aussi de ceux qui tombent, qui accompagnent les hommes pendant leurs longs séjours au front, restent gravés de façon indélébile dans leurs mémoires, lorsqu'ils entament la rédaction de leurs souvenirs, même des années après.

La confirmation visuelle des images mentales nées à partir des sons ne fait qu'amplifier la dimension terrifiante du combat moderne. En fonction des avancées et des reculs spécifiques dans chaque secteur du front, le regard de nombreux témoins croise tout d'abord un panorama de désolation qui s'ouvre sur

les lieux ravagés puis désertés par les troupes en mouvement. Ainsi les destructions de bâtiments emplissent les champs visuels. Les tombes des soldats morts aux combats, souvent rapidement creusées, ou leurs simples dépouilles déjà en décomposition, forment autant d'épouvantails à l'accès des terres à assaillir. Il est vrai que dès le début, le conflit a provoqué de très nombreuses pertes puisque dans les deux premiers mois de la guerre, août-septembre 1914, 235 000 soldats français ont été tués.

Gaston Rigal, combattant frontignanais décrit ses impressions d'un théâtre d'opération ainsi : *"Chères amies, Je profite d'un moment de tranquillité pour vous envoyer de mes nouvelles qui sont très bonnes. Nous sommes en ce moment en une position vraiment superbe. L'on domine tout le coin qui barde le plus et l'on assiste aux attaques comme au théâtre dans une loge, sauf qu'on reçoit des bombes à main et que l'on craint qu'on nous fasse sauter comme des poissons avec les mines."*

Sans perdre de vue le désir de rassurer avant tout *ses chères amies* sur sa sécurité, ce poilu dévoile l'ambiguïté des réponses émotionnelles au spectacle funeste des combats, qui fascine quand l'abri est sûr mais effraie quand il s'agit d'y participer, tout cela le temps d'un moment suspendu. Hormis les repères visuels de paysages redessinés par les opérations militaires, le spectacle qu'offrent aux nouveaux arrivés, les soldats vivants ayant déjà participé aux combats, participe fortement de la prise de conscience de la gravité et de la dangerosité de la nouvelle vie qui s'annonce. Deux mondes distincts se rencontrent : celui des « initiés » qui ont déjà vécu leur baptême du feu, au cœur du danger, et celui des « novices ». L'aspect physique inquiétant des premiers où se mêlent corps boueux, vêtements informes, visages hâves et épuisés, regard mornes, témoigne du pouvoir aliénant du quotidien du front. Finalement, c'est le combat lui-même qui, souvent après un premier avertissement sonore, submerge et sature le champ visuel de ces combattants débutants.

Les autres sens ne sont pas épargnés. L'odorat est ainsi lui aussi fortement sollicité par les traces olfactives typiques du front. La fumée des explosifs, l'odeur de la terre retournée et celles, bien plus effrayantes encore, du sang et des corps animaux et humains en putréfaction sont autant de marques des territoires où se déroulent les combats. Le goût ensuite, participe à la construction d'un réseau de perceptions sensorielles reliées à l'espace du front, au combat, à la guerre. En effet la qualité de l'eau potable est altérée ainsi que celle des différentes denrées alimentaires disponibles et de leurs succédanés divers. Le soldat mange froid le plus souvent, quand il mange, et fréquemment la nourriture prend un goût de terre

quand la boue se mêle sans cesse aux aliments. Le toucher enfin peut être relié à la perception des conditions matérielles. L'inconfort et l'insalubrité de la vie quotidienne impactent la santé et l'état d'esprit des combattants, faisant alors l'objet de nombreuses récriminations. Pour les témoins des tranchées, le froid, la pluie, la boue et les poux sont autant d'ennemis coriaces que les Allemands d'en face.

Sur le front occidental notamment, l'installation dans une guerre de siège, marquée par une immobilité quasi parfaite des positions occupées par les adversaires, a en effet succédé aux mouvements rapides des premières semaines. Le système des tranchées atteint une telle envergure qu'il devient le symbole de la Première Guerre mondiale. Aussi ce type de guerre change-t-il la façon de vivre et de combattre au front et impose une révolution complète de la pensée militaire²⁷. Soldats couchés, les fantassins ont peu de prise sur le déroulement des batailles. Désormais, leur quotidien se ressemble, rythmé par la rotation plus ou moins régulière des unités selon la situation, de périodes en première ligne, en réserve ou au repos.

Louis Barthas (1879-1952), un des témoins languedociens les plus connus dont le profil socio-professionnel - tonnelier dans le civil - et le parcours en guerre - combattant d'infanterie affecté successivement dans les 125^e RIT, 280^e RI de Narbonne, 296^e RI de Béziers et enfin le 248^e RI de Guingamp - sont similaires à celui de nombreux Frontignanais, en livre le fonctionnement dans ses carnets²⁸ : *“Sur huit jours de tranchées ma section devait d'abord en passer quatre en réserve et nous vîmes nous installer à tâtons dans des petits trous creusés contre un talus. Avec mon ami Courtade, nous nous blottîmes dans l'un d'eux et, forcément serrés dans cette incommode couchette, fraternellement roulés dans nos couvertures nous passâmes la nuit ainsi. Les suivantes, il fallut aller travailler quatre heures à creuser une tranchée. Après avoir passé quatre jours ainsi en réserve nous allâmes à nuit close occuper une position en première ligne. Il fallut pour cela parcourir trois ou quatre cents mètres en terrain découvert et battu par les balles, on eût cru traverser un champ de tir un jour de tir à la cible. Ah ! Il n'y avait pas besoin de menaces pour faire marcher les trainards.”*

Le moment fatidique où se déroule la sortie de la tranchée, aussi imparfait qu'il soit, pour se présenter à découvert devant les armes à feu ennemies, demande des efforts surhumains. Pourtant, des milliers de soldats l'ont fait et beaucoup l'ont payé de leurs vies. Le séjour en première ligne ne dure en principe que quelques jours, sauf en cas de grande bataille, le retour en réserve étant vital pour permettre aux soldats de récupérer, surtout si le secteur est agité. Or ce sont ces longues périodes d'une inertie relative, entre deux grandes batailles, sans

²⁷ Michel Goya, *La Chair et l'acier. L'invention de la guerre moderne (1914-1918)*, Paris, Tallandier, 2004, p. 315.

²⁸ Louis Barthas, *op. cit.*, rééd 2013.

combats imminents, qui ont donné son caractère spécifique à la Grande Guerre. Louis Barthas poursuit son témoignage en évoquant les rigueurs de la vie dans les tranchées. Les creuser soi-même représente une corvée supplémentaire s'ajoutant à la fatigue des marches, des exercices ou des combats. Conçues comme provisoires par les responsables militaires français qui, fidèles à leur doctrine offensive, entendaient rapidement en sortir pour libérer leur territoire, les conditions matérielles qu'elles proposent sont déplorables. Couchés à même la terre, entassés dans la boue, sans vrai toit, manquant souvent d'objets d'hygiène élémentaires, par moment coupés des relais d'approvisionnement, les poilus doivent lutter autant contre la précarité de leurs abris que contre l'ennemi.

"Cette nuit nous parut interminable. Enfin le jour parut, il nous semblait être délivré d'un danger terrible. Mais un autre ennemi survint, la pluie, contre laquelle celle-là nous étions sans défense : on n'avait même pas encore de toiles de tentes !"

Comme le souligne le tonnelier audois, comme tant d'autres de ses camarades, les difficiles conditions climatiques et les intempéries affectent autant que les attaques allemandes.

Cependant, au front, comme le déplorent d'ailleurs de nombreux témoins, les conditions de vie ne sont pas les mêmes pour les soldats et les officiers. Louis Barthas, par exemple, s'offusque de l'exigence de son commandant Lanas, *"homme d'un grand courage par ailleurs, mais qui s'était fait aménager là une petite cabane qui nous paraissait être un palais comparée à notre taupinière"*. Les gradés et surtout les officiers des tranchées, jusqu'au grade de commandant, bien qu'ils vivent au contact des hommes qui leur sont confiés et qu'ils commandent, jouissent de nombreux avantages matériels : soldes bien plus élevées, meilleure nourriture, abris bien plus élaborés, absence de corvées ou de travail manuel, soldats-ordonnances à leur service. Malgré de nombreuses similitudes, l'expérience de guerre n'est donc pas identique pour tous les soldats. Des différences notables sont liées aux diverses affectations dans la guerre, elles-mêmes largement déterminées par les statuts sociaux de la vie civile du temps de paix qui définissent, du moins en partie, le devenir des citoyens devenus soldats. L'affectation dans les trois armes et leurs différentes unités, le grade, le lieu de déploiement, modulent le quotidien des appelés. La situation sociale ainsi que la profession exercée, avant leur mobilisation par les uns et les autres impactent également la façon dont ils vivent et interprètent leur périple militaire. La structure hiérarchique des armées reproduit globalement l'organisation sociale. Ainsi, seuls les bacheliers - la France de 1914 n'en compte guère que 2 % environ - peuvent prétendre au grade d'officier. Ils

perpétuent leur rôle de cadre et de surveillants du temps de paix. Inversement, ceux qui n'ont aucune compétence particulière ont toutes les chances de se retrouver en première ligne, surtout s'ils sont de petite taille.

Une quarantaine de soldats de Frontignan sont par ailleurs capturés par l'armée allemande. Ces prisonniers appartiennent avant tout aux corps de fantassins. Ils font partie des quelques 600 000 prisonniers de guerre français, dont presque 5000 Héraultais, ce qui représente 7,5 à 7,8% des mobilisés. Bien plus encore que l'ensemble des soldats, ces captifs sont presque tous des soldats du rang qui font partie des unités qui ont combattu dans les grandes batailles du front de l'ouest. Parmi eux se trouve Aimé Brel, un autre cousin d'Eugène, menuisier à Bouzigues, mobilisé comme soldat dans le 8^e RIC, présent sur le front dès décembre 1914, pour ses 20 ans. Il est capturé dans les terribles combats de Massiges un mois plus tard, certainement lors de sa première montée aux tranchées. Interné au camp de Limburg pour la durée du conflit, il n'a pas pu vraiment chasser *les Alboches* du pays comme il l'écrivait à son cousin en octobre, soit juste un mois après son incorporation.

Si les conditions de la capture peuvent être entachées de suspicion de lâcheté voire de trahison, les récits des acteurs concordent sur ses étapes. Ils mettent tous en avant la reddition du groupe survenue après un moment de résistance, vaincu par la supériorité, souvent numérique, de l'adversaire, ce qui apparaît comme un acte militaire éminemment stratégique et humainement judicieux. Ainsi Valentin Fournier, soldat au 96^e RI, à Languemark en Belgique à l'automne, raconte que : *“C'était le 30 octobre à la pointe du jour, un violent combat s'est commencé, les canons ronflaient, les mitrailleuses tiraient et les fusils faisaient répéter les échos. Une compagnie de notre gauche étant chargée d'assurer cette ligne qui n'a pas pu tenir alors que notre ligne a été prise de flanc. Après quelques heures de résistance les quelques hommes que nous restions nous avons été pris. De tous les côtés nous avons des balles et des obus qui arrivaient de partout et tout à un coup nous avons vu venir les Allemands derrière et devant nous il a été impossible de nous défendre à cause que nous étions pas assez nombreux et nous avons fini les munitions. Alors nous avons été obligés de nous rendre prisonniers, c'était 4 heures et ½ du soir. Ils nous ont pris, nous avons traversé les secondes et dernières lignes allemandes (...)”*

Il n'y a pas de récit de reddition sans quelque résistance, qu'elle ait eu lieu ou pas, car les soldats savent ce qu'il peut en coûter. Se rendre mais quand ? Trop tôt et ce n'est rien de moins que le risque réel de se retrouver face au peloton d'exécution. Trop tard c'est la mort assurée. Une fois pris, dans la confusion de la bataille,

l'évasion reste cependant possible. Le Frontignanais Jules Arnaud, 24 ans, soldat dans le 58^e RI, est capturé à Lagarde le 11 août 1914, puis repris six jours plus tard par les Français. Il reste l'exception des fiches matricules. Une fois le champ de bataille quitté, c'en est fini. Pas de gloire, pas d'épopée. Restés à l'arrière des lignes pour y travailler ou internés dans de multiples camps allemands, dans lesquels commence un long exil lourd d'ennui, d'angoisse et de solitude, presque tous les prisonniers ne reviennent qu'entre l'hiver 1918 et la fin de 1919. Ainsi Pierre Huillet, soldat du 122^e RI, Emile Panis du 15^e RI ou Louis Jean Sadre ne sont libérés qu'en novembre 1919. Le sort exact réservé à ces prisonniers par l'ennemi est ignoré en France durant les premiers mois de la guerre. Autant de camps, autant de régimes particuliers qui sont peu à peu connus grâce aux lettres, même censurées, et aux inspections de la Croix Rouge relayées par la presse. De fait, l'émergence massive récente de témoignages de prisonniers, par leur publication ou leur mise en ligne, a mis en avant l'extrême variété de situations. En effet, l'extrême dureté de leur condition est plus grande dans certains camps, dans certaines circonstances et à certains moments que dans d'autres. Marcellin Gauthier, soldat au 3^e RI, meurt le 21 juillet 1916 de maladie dans un hôpital allemand. Un autre prisonnier meurt en 1918 après l'armistice. Cette année-là, l'Allemagne soumise à l'arme du strict blocus des Alliés, a instauré le rationnement dès 1916 et a bien davantage de mal à nourrir sa population. Ces morts tragiques restent pourtant des exceptions numériques.

Assez vite en effet, la captivité devient objectivement pour tous les acteurs un horizon d'attente positif, lorsqu'il devient clair que le risque encouru n'alterne, pour un fantassin, qu'entre l'emprisonnement, la blessure plus ou moins mutilante ou la mort, à défaut d'espérer le miracle. Le statut de prisonnier devient d'abord, en cas de disparition, un espoir possible auquel les familles peuvent s'accrocher. Après tout, il existe bien des exemples miraculeux comme celui de Joseph Goudet, soldat au 44^e RIC, qui a été officiellement déclaré décédé à Chauvancourt le 18 novembre 1914, avant qu'il ne soit tout aussi officiellement déclaré interné au camp de Grafenwohr le 19 février 1916. Il semble que la grande majorité des familles, utilisant leur micro-réseaux de connaissances pour faire circuler l'information, depuis les multiples camps allemands jusqu'au littoral méditerranéen, soit au courant des faits bien avant et au-delà des communiqués officiels. Et les chiffres confirment ce que disent ces courriers et ce bouche-à-oreille : être prisonnier est une situation moins dangereuse qu'être au front. De fait, plus de 22% des fantassins de l'infanterie de ligne sont morts dans la guerre, cela va jusqu'à 35% pour certaines classes, ils ne sont que 5,33% des prisonniers à mourir en

Allemagne. Objectivement, ces derniers sont donc bien moins en danger de mort que les soldats. À l'arrière et à l'avant, cela se sait, rassure les familles et offre peut-être des possibilités stratégiques aux soldats.

Mais dans ce domaine aussi, les conditions de captivité varient selon le lieu mais surtout selon le grade du soldat. À la différence des officiers, tous les hommes de troupes sont astreints au travail en détachements agricoles ou industriels dans les mines, les aciéries, les forêts et les fermes. Ce labeur est plus ou moins imposé et parfois accompli avec réticence. Il permet aux prisonniers de toucher un petit pécule, mais en général les journées sont très longues et les conditions épuisantes. Malgré la censure, certains parviennent à se plaindre dans leur courrier, du froid, de la fatigue, de l'isolement, voire de la faim. Pendant ce temps, non seulement les officiers sont davantage à l'abri dans des hébergements moins précaires et moins collectifs, mais ils peuvent par exemple avoir accès à des bibliothèques.

La difficulté à vivre la longueur de la séparation d'avec la famille, le pays et les proches reste, comme au front, parfois compensée par l'importance de la camaraderie, du courrier, des envois de nourriture notamment, mais aussi par la découverte des us et coutumes des soldats des autres nations en guerre. Mais plus que sur le front, les conditions de vie dépendent des liens avec l'arrière. En effet, la nourriture étant très souvent insuffisante, le colis au prisonnier obéit alors à une autre logique que celle du poilu puisque, plus que d'agrémenter l'ordinaire, il doit souvent assurer la survie du soldat. Une logistique nourricière est mise en place à partir de 1915, à l'échelle départementale, par des organismes d'entraide. Mais ce sont surtout les familles qui sont sollicitées et ce colis de plus se charge d'une forte valeur symbolique, qui prouve que le prisonnier n'est pas oublié. Dans toutes les correspondances, commandes, inventaires et commentaires des contenus tiennent beaucoup de place, parfois toute la place.

Interdits bien évidemment de permissions, plus éloignés de leur foyer encore que les soldats du front, à l'abri des obus, les prisonniers vivent l'absence des leurs comme une des épreuves les plus cruellement ressenties. Les indispensables échanges épistolaires sont soumis à de très nombreuses contraintes fixées par des règles internationales. Le nombre de correspondances est limité, la place autorisée sur les cartes ne comporte que quinze lignes, dont le contenu reste largement soumis à la censure. Enfin, le courrier, dans un sens ou dans l'autre, arrive avec de très longs retards et, à partir de la fin de 1917, il met souvent plus de deux mois pour atteindre la France, car la frontière ferme souvent. L'éloignement génère aussi un certain nombre de problèmes administratifs : une liste dressée en 1919 en mairie contient quinze noms de prisonniers frontignanais qui n'ont perçu "*ni salaire, ni émoluments*".

3. Les ressorts plus ou moins autorisés de la ténacité

Passée la vague d'euphorie originelle et face à un conflit qui se prolonge, générant un sentiment d'infini pour ses acteurs, le premier défi des soldats de toutes nations devient de rester en vie le plus longtemps possible. Pour cela, ils tentent d'instaurer diverses stratégies légales leur permettant de minorer l'exposition au feu pour éviter le danger. Ainsi, la façon de faire la guerre, qui voit les armées ennemies très proches les unes des autres ne pas s'affronter durant longtemps, a généré des moments particuliers, souvent insolites. Des ententes tacites de non-agression naissent, par exemple, entre des soldats se faisant face dans les tranchées pendant de longues journées voire des semaines. *Ce système de vivre et de laisser vivre*, décrit en détail par un historien britannique²⁹ peut revêtir des formes variées. Le cas le plus connu- la trêve de Noël 1914 - n'a pu être répété les autres années, tant le commandement veillait. Mais apparaissent par-ci par-là, dans différents secteurs du front qui s'y prêtent, des fraternisations ponctuelles qui peuvent même prendre la forme de matchs de football. Mais plus fréquemment, des arrangements concernant les périodes et les cadences de tirs laissent à l'ennemi le temps de secourir ses blessés, d'enterrer ses morts, d'aller chercher de l'eau ou de partager une rivière pour la toilette ou la lessive voire simplement de « souffler » un peu. Sans exagérer leur portée, ces actions spontanées visant à limiter les risques et les morts, font partie intégrante de l'expérience du front pour de nombreux combattants.

Les soldats cherchent également à tenter de sortir, du moins temporairement des endroits les plus exposés. Beaucoup recherchent « le filon », qui peut parfois consister en un changement d'affectation dans une arme moins dangereuse que l'infanterie. Ainsi, Marcelou Bascou est heureux d'annoncer, le 24 février 1919, à son cousin Louis, qu'il bénéficie d'un double filon. En effet, non seulement il entre en « Bochie » (ici en Alsace) avec les troupes d'occupation, ce qu'il considère comme un grand spectacle, voire un privilège, mais il passe surtout d'un régiment de zouaves aux conditions de vie très précaires, même si le danger est écarté désormais, au service auto des E.T.E, escadrons des trains des équipages, comme secrétaire à l'essence et à l'huile. Mais ce filon peut consister simplement en l'obtention d'un poste plus abrité bien que toujours dans l'infanterie, comme grenadier, armurier, cuisinier, brancardier - trois postes successivement occupé d'ailleurs par Louis en Orient -, ou bien encore musicien. D'autres, comme Eugène, sont volontaires pour des formations, de mitrailleurs par exemple, susceptibles de les éloigner un temps des premières lignes ou de leur faire passer quelques jours

²⁹ Ashworth Tony, *Trench Warfare 1914-1918. The Live and Let Live System*, Pan Books, 2000 (1980).

dans les dépôts. Les blessures représentent également des occasions bienvenues pour profiter d'un peu de répit à l'arrière. Peut-être même peut-il y avoir à la clef une convalescence prolongée, voire une réforme définitive. Rien d'étonnant alors qu'Albert Bascou demande à sa tante Joséphine le 28 juillet 1918 :

“Je te prierai d'abord de bien vouloir faire un « Pater » pour que ma blessure guérisse le plus doucement possible. Malgré que je n'aime pas trop le plumard, je me trouve bien mieux que d'être allongé sur la terre et d'entendre péter les obus. Je n'en mourrai pas de celle-là quand même.”

Mais celle que les poilus appellent couramment la fine ou bonne blessure, c'est-à-dire celle qui est réelle mais non invalidante à long terme, espérée parfois par tant de soldats jusqu'à en faire un thème de carte postale humoristique, n'est que la pointe visible de l'iceberg formé par tous les traumatismes physiques, autant que moraux, vécus par les soldats. Certains doivent endurer des souffrances multiples avant que le conseil de révision ne leur octroie cette réforme tant souhaitée.

Par exemple, le jeune soldat Hippolyte Marius Rey, matricule 581 au centre de recrutement de Montpellier, est né le 20 mai 1892, et il appartient donc à la classe 1912. Lorsqu'il est appelé, c'est un jeune homme aux cheveux châtain foncé qui encadrent son front moyen et proéminent sous lequel brillent deux yeux marron. Son nez rectiligne et son menton à fossettes sont des signes distinctifs de son long visage. Le 8 octobre 1913, parce qu'il est en pleine santé et qu'il exerce la profession de journalier dans la commune, donc sans aucune spécialité, il entame son service militaire dans le 141^e RI de Marseille, où il passe soldat de 2^e classe, sa seule promotion durant ses longues années de service. Lorsque la guerre est déclarée, il a 22 ans et, au lieu d'un retour prochain à une vie civile, il est envoyé combattre dès le 2 août 1914 en Lorraine. Il est immédiatement blessé au mollet droit, par balle, à Coincourt, le 11 août 1914. Il est alors évacué et convalescent pendant trois mois. Son second séjour au front, à partir du 6 novembre 1914, est plus long mais se termine par une autre blessure, encore par balle, au genou à Bethincourt, le 31 mai 1915. Après un mois de convalescence, il remonte aux tranchées pour la troisième fois. Il y reste cette fois-ci plus de deux ans, malgré une troisième blessure à la jambe, toujours par balle, en 1916, qui n'entraîne pas d'évacuation. Le 7 mai 1917, une dernière balle traverse sa main gauche à Montspein. Le front est terminé pour lui. Après plusieurs mois de convalescence et devant la perte du pouce, le conseil de révision de Montpellier est obligé de le reconnaître inapte au service armé et le renvoie, le 15 février 1918, dans ses foyers qu'il rejoint deux jours plus tard. Sa guerre est finie, presque un an avant

la démobilisation de la majorité de ses camarades valides, mais au prix de quatre blessures dont une définitivement invalidante. Hippolyte aura consacré à l'armée et à la défense de son pays six longues années mais pour cela, il n'a reçu ni citation ni décoration, ni élévation en grade. Ses efforts semblent être restés sans récompense, son corps reste définitivement mutilé. Aussi, si la bonne blessure est souvent évoquée et invoquée dans leurs écrits, très peu d'hommes risquent de s'exposer inutilement.

La maladie peut jouer également ce rôle de filon. Louis Tudesq est ainsi d'abord mobilisé dans le 4^e RIC de Toulon, où il est encore en septembre avant de monter sur le front. Dès avril 1915, il est hospitalisé dans l'Allier, et au mois de mai, on le retrouve en convalescence à Frontignan, chez lui. Dans une carte envoyée à son frère le 15 décembre, il se félicite d'avoir réussi à tirer 8 mois et demi. Sa fiche matricule ne le déclare pourtant évacué malade qu'à partir du 7 octobre 1915. Il enchaîne dès lors les passages dans les hôpitaux et les centres de convalescence, dans le Puy de Dôme notamment. Il reste toujours conscient de sa chance, écrivant à sa mère en avril 1916 : *"Je ferai tout mon possible pour rester ici le plus longtemps possible car nous ne sommes que cinq malades ou blessés dans l'hôpital. Tu vois si on y a fait une rafla."*

Il travaille alors assidument à faire prolonger la situation de diverses façons et, dès le 22 juin 1915, il a précisé : *"J'ai fait voir mon bulletin à la supérieure pour les oreilles et m'a dit de le dire au [médecin] major. Je lui ai dit de ne rien dire que je le lui dirai quand il y aura un peu plus longtemps que je serai à l'hôpital car cela prolongera un peu plus car sur qu'il faudra qu'il m'envoie à Clermont Ferrand voir un spécialiste."*

Envisageant la suite, espérant éviter de remonter au front et rester à Toulon, où il serait alors possible d'arrondir ses maigres fin de mois, Louis essaie simultanément de trouver un poste plus technique, donc plus protégé, et pour cela il demande encore à sa mère : *"N'oublie pas de dire à l'oncle Victor qu'il fasse son possible auprès du directeur pour qu'il me fasse un certificat comme quoi j'ai travaillé à l'usine comme chauffeur car sitôt que j'aurais le certificat j'irai passer un examen à l'arsenal et après je pourrai gagner quelques sous."*

S'il finit tout de même par rejoindre le 35^e RIC en Orient, à partir du 12 septembre 1916, il le quitte à nouveau malade, dès la fin du mois de novembre, pour un hôpital temporaire de Salonique d'où il est même rapatrié à bord du paquebot « La France », réquisitionné pour servir de navire hôpital, le 24 décembre 1916. Il repart rejoindre le 22^e RIC en février 1917, toujours en Orient, mais là, grâce peut-être à ce fameux certificat, il est versé dans le génie et multiplie les postes

au dépôt, dans la maintenance des trains, et il peut annoncer à son frère le 7 novembre 1911 : *“Je te dirai qu’en ce moment je suis chauffeur et fais le manœuvre comme au début. Je m’exerce à conduire ce qui me fait plaisir. Je suis rentré comme frappeur, j’ai fait le chaudronnier, le monteur, l’ajusteur, le visiteur. Comme dit le proverbe, 12 métiers, 36 misères, mais je ne me plains pas. Il y en a de plus malheureux et de plus heureux.”*

Mais, encore malade, il est hospitalisé à partir du 22 septembre 1918 dans l’hôpital temporaire n°7 de Salonique d’où il rassure son frère, le persuadant dans une lettre s’en être sorti en bonne santé. Lors des conseils de révision d’après-guerre, en 1921 et 1922, les médecins mettent en doute l’importance de ses symptômes. *“Sujet qui manque de sincérité, ne présente pas de reliquat de paludisme ou de rhumatisme comme il le prétend. Bon état général”*, est-il écrit au bas de sa fiche matricule, tout en reconnaissant qu’il souffre bien d’une otite chronique à l’oreille gauche, dont il exagèrerait la gravité sur son audition.

Ce qui paraît certain, c’est que durant toute la guerre, Louis s’est retrouvé face à l’ennemi moins de six mois, ce qui lui a permis certainement d’être le seul des hommes mobilisés de la famille élargie à s’en être sorti indemne. En effet, pour eux, le bilan est lourd. Un est mort, quatre ont été réformés pour graves blessures et deux sont prisonniers.

Une autre façon encore, entièrement légale, d’esquiver en partie le danger, passe par l’engagement volontaire, qui permet au soldat le choix de l’arme d’affectation. En effet, le danger encouru n’est pas égal selon les armes et leurs différentes unités. Ce sont en priorité les régiments d’infanterie qui occupent les premières lignes. Ce sont aussi les fantassins qui sont envoyés à l’attaque ou sommés de défendre leurs tranchées sous le déluge de feu et d’acier. Ils représentent environ la moitié des huit millions d’hommes mobilisés au total en France en 1914-1918 et, avec 22 % de morts, ils sont donc les plus exposés au danger. Leur guerre est ainsi très différente de celle des artilleurs par exemple, comptant 8 % de morts dans leurs rangs ou encore des hommes du Génie, dont 6 % perdent la vie, ou des unités spéciales, comme les escadrons des trains des équipages, atteignant un taux sept fois moins élevé de 3%. Impensés au tout début de la guerre, ces faits sont rapidement connus, compris et diffusés par les soldats et leurs familles. L’analyse de l’évolution des engagements volontaires en présente un indicateur révélateur. En effet, en août 1914, les engagés volontaires se recrutent majoritairement parmi les intellectuels où les jeunes gens gagnés par la vague d’enthousiasme patriotique et les représentations romantiques et idéalisées de la guerre. Puis, devant la violence des combats, en 1915 et 1916, les engagements

diminuent fortement. Enfin, progressivement, dans les années qui suivent, les hommes s'engagent massivement et peu de temps avant leur appel, pour faire valoir le droit au choix de l'arme. Très peu visent alors l'infanterie. Les autres armes, nettement moins exposées, deviennent au contraire fortement convoitées. Les jeunes classes de Frontignan ne font pas exception à la règle. Leur préférence pour les affectations moins dangereuses se lisent dans les statistiques comparant le nombre d'hommes affectés dans les différents types d'armes chez les conscrits et ceux qui ont précédé l'appel en se portant volontaires. Alors que dans la classe de 1915, à peine deux jeunes, sur les 31 enrôlés, se sont portés volontaires, dans les deux dernières classes appelées avant la fin de la guerre, celles de 1918 et 1919, 40 % d'hommes, respectivement 14 sur 35 et 15 sur 38, ont tenté de prendre leurs destins en main en se portant volontaires, avec une nette préférence pour l'artillerie lourde et la marine. Or, ces deux corps d'armée représentent des affectations bien moins coûteuses en vies humaines, donc « plus sûres » pour les soldats, qui le savent et adaptent leur attitude face à la mobilisation, d'où une quasi absence d'engagements dans l'infanterie à la fin du conflit. Comme le souligne Jules Maurin : *“Ces soldats de devoir sont aussi des soldats par devoir (...) Plus que l'insoumission, plus que la désertion, c'est l'engagement volontaire qui marque le refus, un refus sans risque et sans déshonneur”*³⁰.

Pour échapper à la guerre, quelques hommes optent cependant pour des solutions plus radicales, illégales et donc sévèrement punissables. Les mutilations volontaires sont ainsi une pratique avérée. Dans les fiches matricules des soldats, le nombre des doigts coupés et des blessures bénignes aux membres inférieurs augmente en fonction de l'allongement des mois et années passés sur les champs de bataille. Peut-être même Hippolyte Rey en a-t-il fait l'expérience. Aussi douloureuse que risquée - l'automutilation est proscrite et sévèrement punie par le code militaire - le recours à cette pratique difficile à prouver, témoigne pourtant bien de l'ampleur de la détresse et du désespoir ressentis par les soldats, prêts à sacrifier volontairement une part importante de leur intégrité physique.

D'autres hommes refusent d'obéir. L'insoumission et la désertion présentent les deux cas où les hommes ne veulent plus ou pas assumer leurs obligations militaires. L'insoumis ne répond pas à l'appel, tandis que le déserteur quitte sa condition de soldat. Or, les deux options, qui demandent autant de courage ou de détermination que d'organisation du soutien nécessaire, sont très risquées, passibles de la cour martiale : six soldats héraultais au moins ont en effet été exécutés pour désertion, voire pour simple refus d'obéissance entre 1914 et 1916³¹. Afin de fuir les poursuites, l'insoumis ou le déserteur doit disparaître de son lieu

³⁰ Jules Maurin, op. cité, page 558.

³¹ http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/arkotheque/client/mdh/fusilles_premiere_guerre/

de résidence habituel, de sa région, voire du pays, laissant derrière lui sa famille et ses proches, ses biens, renonçant à sa vie civile d'avant-guerre. Peu d'hommes se lancent alors dans cette existence de hors-la-loi. Le jeune - il appartient à la classe 1917 - ouvrier de chaix Jean Baudet tente l'aventure. Le 17 juin 1917, il manque à l'appel du 288^e RI où il a été affecté en avril après deux autres régiments et deux blessures. Il est alors déclaré déserteur mais est arrêté une semaine plus tard par les gendarmes. Si les listes établies par les autorités de l'Hérault sont longues, le nombre de désertions définitives réussies reste donc infime durant toute la guerre. Les fuyards sont rapidement repris. Seules quelques régions frontalières à relief montagneux permettent ces départs non autorisés dans le pays voisin neutre, notamment en Espagne ou en Suisse. Dans la réalité, la désertion consiste le plus souvent en quelques jours supplémentaires de permission ou en une retraite cachée chez des proches avant de reprendre les armes³².

L'insoumission concerne également les Italiens installés en France quand l'Italie entre en guerre aux côtés des Alliés en 1915. Un accord, signé le 12 mars 1916, délègue aux autorités françaises l'arrestation des déserteurs italiens. Ainsi, Joseph Zini, Antonio Viola nés tous deux en 1896, ou encore Pierre Elleon, Salvatore Capuazzi ou Adelino Bisquetti sont déclarés insoumis de l'armée italienne et alors traqués, arrêtés par le commissaire de police de Frontignan ou par la gendarmerie et remis aux autorités italiennes qui versent en échange une prime de 25 francs à l'agent français qui a réussi la capture³³.

Malgré les conditions de vie difficiles et la violence extrême des combats, au front, le refus d'obéissance collectif ouvert est plutôt rare jusqu'en mai-juin 1917, où l'armée française connaît une vague massive de refus de la guerre. Un faisceau de facteurs événementiels provoque ces mutineries, qui concernent alors deux tiers de régiments dont les soldats s'abstiennent de remonter aux tranchées, plus ou moins longtemps, plus ou moins fermement. Les modalités en sont fort différentes selon les unités, allant de pétitions pacifiques, comme celle du 298^e RI signée par un millier d'hommes, en passant par des abandons de poste non autorisés, des graffitis pacifistes dans les trains, des chants antimilitaristes ou révolutionnaires, dont *l'Internationale*, entonnés vaillamment, des drapeaux rouges brandis, des désobéissances de compagnies entières, jusqu'à des comportements violents à l'égard des officiers. Une répression inflexible, un dosage raisonné de compromis et de punitions selon les circonstances et les unités, associées aux difficultés liées à l'organisation improbable d'un mouvement social dans une armée en campagne, conduisent à la fin de la révolte au bout de quelques semaines³⁴.

³² André Loez, *1914-1918, La Grande Guerre*, op. cit., p. 58-59.

³³ ADH, 2R836, Désertion et insoumissions des étrangers.

³⁴ André Loez, *14-18, les refus de la guerre : une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, 2010.

Pour tenir au quotidien, l'écrasante majorité des hommes s'efforce de concilier le mieux et le plus longtemps possible, devoir militaire et intégrité physique, voire mentale. Simultanément, sur le front, des dispositifs sont instaurés afin d'aider à maintenir le moral des troupes. Le courrier joue un rôle particulièrement important. L'essor inouï des échanges épistolaires dès les premières semaines de la guerre le confirme. Aussi, la Poste aux armées est-elle rapidement réorganisée au début de 1915, en particulier par la création de secteurs postaux sur le front. Certes, la censure officielle instaurée dès 1914 et l'autocensure qui en découle alors, corsètent l'expression en proscrivant certains sujets liés à la guerre. Ainsi, Louis écrit à Eugène le 19 février 1918 : *"Quant à ce que tu me dis de ce qui se passe où tu es ne m'en cause plus vu que souvent mes lettres sont ouvertes par la censure et il ne faudrait qu'une fois pour que cela cherche des ennuis. Nous sommes bien restons-y."*

Mais elles ne freinent pas la correspondance pour autant, et ce, jusqu'au bout, tant le courrier a bien d'autres fonctions que l'information sur des lieux stratégiques ou l'expression d'éventuelles contestations politiques. En effet, les historiens s'accordent pour avancer que dix milliards de lettres ont été envoyées en France pendant la durée du conflit. L'écriture quasi quotidienne - tous les trois jours, précise Louis à sa mère - aide les familles à maintenir les relations affectives, et ces lettres attestent d'abord de la puissance des sentiments qui en lient très souvent les membres, s'astreignant alors à « un pacte épistolaire » constitué d'engagements réciproques à la densité, la véracité, la régularité du courrier. Peut-être plus que tout, la lettre sert de preuve de vie dans le contexte tragique de la guerre. C'est bien ce rôle que joue celle envoyée par Eugène à son frère Louis, qui lui répond aussitôt le 9 février 1918 : *"Ta lettre m'a rassuré. Comme je vois sur les journaux les bombardements où tu es, cela me travaillait un peu surtout depuis quelques temps que je n'avais pas de tes nouvelles (...)"*

Aussi, Eugène, en fils aimant et prévenant, qui sait qu'il va monter en première ligne dans un secteur très agité de l'Argonne, où il se trouve depuis la fin de l'automne 1914, anticipant l'anxiété de sa mère à l'absence de courrier, la prévient le 29 juin 1915 de ne pas s'inquiéter si elle ne reçoit rien durant quatre à cinq jours. Or, deux jours après, un autre soldat Héraultais mobilisé dans le 44^e RIC, Paul Loubet, écrit à sa femme à propos de cette même bataille : *"Ma chère Marie. Je t'écris, ces quelques lignes pour te rassurer sur mon état de santé qui est fort bon. Depuis quatre jours que nous sommes en première ligne nous avons reçu un choc épouvantable de la part des Allemands. Ils ont jeté tout ce que l'on peut imaginer sur nous : bombes, marmites, grenades, pétards... Et surtout des obus qui dégagent des gaz asphyxiants, c'est terrible"*³⁵.

³⁵ Ch. Delpous et V. Gascon, *Nous ne nous serions jamais séparés, correspondance d'un couple de jardiniers agathois, 1915-18*, Éditions du Mont, Cazouls-les-Béziers, 2016, 250 pages, p 98.



Eugène Coulet, assis à gauche (Coll. André Coulet).

Le présent Livret, contenant quarante pages, appartient à :

Nom : **Seguin**
 Prénoms : **Marius Joseph Guillaume**
 Date de naissance : **14 Octobre 1888**
 Lieu de naissance : **St. Mandé**
 Département de naissance : **Seine**
 Profession : **ouvrier**
 Service militaire : **1^{er} Régiment de Tirailleurs**
 Classement : **1^{er} Classe**
 Numéro de livret : **58**

Extrait du livret militaire de Seguin Marius (Coll. Guy Forestier).

Le présent Livret, contenant trente-quatre pages, appartient à :

Nom : **Coulet**
 Prénoms : **Eugène**
 Date de naissance : **26 Janvier 1896**
 Lieu de naissance : **St. Mandé**
 Département de naissance : **Seine**
 Profession : **ouvrier**
 Service militaire : **1^{er} Régiment de Tirailleurs**
 Classement : **1^{er} Classe**
 Numéro de livret : **5839**

SIGNALEMENT.
 Cheveux : **bruns**
 Yeux : **bleus**
 Nez : **droit**
 Visage : **long**
 Taille : **1 mètre 58 centimètres**
 Taille reculée : **1 mètre cent**

Extrait du livret militaire d'Eugène Coulet (Coll. André Coulet).



Conscrits de la classe 1914 devant la mairie. Eugène Coulet est au 4^e rang au centre.
(Coll. André Coulet).



En 1914, au camp de Carpiagne, Hippolyte Rey tient le panneau pour le 141^e RI
(Coll. Claude Rey).



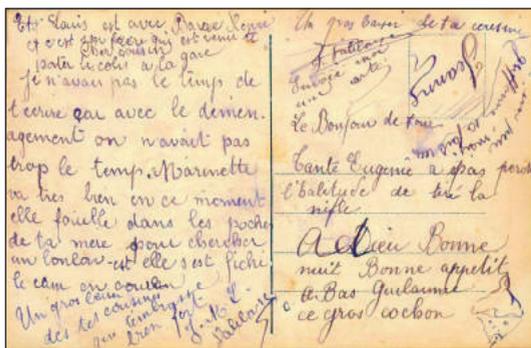
Affiche de la Journée de l'Hérault 1916 (Coll. André Coulet).



Attribution de la Croix de Guerre à Stanislas Capdeville (Coll. Christophe Montesinos).



Carte d'identité de travailleur industriel de Mandato Félix (Archives municipales Frontignan la Peyrade).



Carte de Jeanne Valibouse à son cousin Louis : "À bas Guillaume, ce gros cochon." (Coll. André Coulet).



Les infirmières de la Croix Rouge à l'hôpital de Frontignan (Coll. Maurice Nougaret)..



Hôpital de Frontignan 1915. Casimir Delhon est sur la photo. Mais où ? (Coll. Michel Sala).

Monuments aux Morts de La Peyrade, après 1923. Aujourd'hui disparu (Archives municipales Frontignan la Peyrade).



Inauguration du Monument aux Morts de La Peyrade, 1923 (Coll. Jacques Arnaud).



Monument aux Morts,
place Jean-Jaurès, après 1924
(Coll. Michel Sala).



Inauguration du Monument aux Morts de Frontignan 1922 (Archives municipales Frontignan la Peyrade).



Jean Bonnecaze - 1893-1915
(Coll. Claude Chiantella).



Groupe de militaires frontignanais. 1^{er} rang : Bernard et Bonnecaze. 2^e rang : Carrière, Gautier et Bonnafous
(Coll. Jean Valette).



Carte de combattant d'Auguste Antoine
(Coll. Jean Antoine).

Hommage de la Nation à Pierre Valette
(Coll. Jean Valette).

Et de fait c'est là, au bois de la Gruerie, où il aurait pu disparaître comme un autre Frontignanais, Joseph Jauffre, né en 1885 et mobilisé dans le même régiment que Paul Loubet, qu'Eugène est gravement blessé au mollet gauche par un éclat d'obus, le 30 juin 1915.

La fonction de la lettre comme preuve de vie, voire de simple information susceptible de nourrir les sociabilités de l'arrière, peut s'étendre à la rue, au quartier à la ville, faisant circuler l'information sur les uns et les autres non seulement entre le front et l'arrière, mais également entre les secteurs du front et les familles de l'arrière. Ainsi, dans sa carte du 30 octobre 1917, Louis a le souci de nommer ceux qu'ils rencontrent avec précision : *"Le soir à Salonique au souper nous étions six de Frontignan : les deux frères Seguin, Paul et Marius, Ausсенac Antoine, Combette Jacques, Maurice Bénézech. Ils ont envoyé une carte au maire où nous sommes tous signés."*

Avec de telles précautions, voilà autant de familles, voire un bourg entier, assurés d'être renseignés et rassérénés sur le sort de six de ses poilus en une seule carte. Louis tente aussi de rassurer ses proches de sa bonne santé. Ensuite, il s'enquiert à son tour du sort de ses parentes. Finalement, et malgré la censure, les lettres offrent un espace pour partager les espoirs d'une fin de guerre proche.

"Bien chère mère et tante Eugénie, C'est avec un grand plaisir que je viens de recevoir une lettre d'Eugène me disant qu'il était auprès de vous. Il me dit que toi tu vas bien et que tante Eugénie est un peu fatiguée. Je comprends la fatigue qu'elle doit avoir. C'est le travail. D'après les journaux je vois que cette guerre ne peut durer encore longtemps et que nous serons sous peu auprès de vous deux pour vous soulager et vous reposer un peu car vous aurez mérité d'avoir un peu de repos et cela sera à nous de vous remplacer pour le turbin. Vivement que cette paix arrive. Pour laisser cette saloperie d'Orient. Mes amitiés à toute la famille et aux voisins, Votre fils et (neveu), Recevez chères mère et tante, mes meilleures caresses, L.Tudesq."

Dans cette lettre, rédigée le 17 décembre 1917, à Escissou en Grèce, Louis exprime son inquiétude à propos de la santé de sa mère et de sa tante, déjà âgées, en charge du foyer et peut-être des vignes de la famille. Au bout de plus de trois ans de guerre, l'absence de la force et de l'expertise de la jeunesse masculine se fait davantage ressentir à l'arrière. L'évocation de la « fatigue » n'est probablement qu'un euphémisme pour exprimer l'épuisement accumulé par les deux femmes âgées. Le besoin de rentrer à la maison s'impose alors comme une urgence et le désir de voir la guerre s'arrêter - enfin - trouve une justification plus noble peut-être que l'ennui généré par sa propre vie de soldat en Orient. Ce thème revient alors de façon récurrente. Dans une autre lettre, datée du même jour mais

destinée à son frère, le rêve du retour est réitéré. La proximité des fêtes de la fin d'année, traditionnellement consacrées au cercle familial, amplifie encore la douleur de la séparation :

“Bien cher frère, C'est avec un grand plaisir que je viens de recevoir de tes nouvelles du 29 novembre. Donc tu me dis que tu compte être pour la Noël à la maison. Je voudrais bien y être aussi, mais que veux-tu... Cela peut être pour le prochain... Je profite de l'occasion pour te souhaiter une bonne année, et que cette guerre finisse au plus tôt, et que nous n'ayons plus à nous souhaiter des bonnes années de loin. Quant à Hubert, je ne le vois guère passer... Mes meilleures caresses. Ton frère L. Tudesq.”

Quelques mois plus tard, le Frontignanais est encore plus explicite dans un autre courrier à sa mère : *“(...) Quant à moi, je ne m'y fais pas si ce n'est qu'il me tarde que la guerre finisse au plus vite pour retourner à la maison (...)”*

Si les échanges épistolaires, souvent accompagnés de photos ou de fleurs, maintiennent le lien social en permettant aux hommes, envoyés pour de longs mois dans des contrées éloignées, de ne pas être complètement coupés de ce qui se passe chez eux, à l'inverse, l'absence ou la réception irrégulière des lettres est un facteur important du désarroi et des frustrations des poilus. Dans leurs écrits, les plaintes sur ce thème sont fréquentes. Louis est lui aussi victime des irrégularités dans l'acheminement de ces preuves précieuses d'affection. En effet, pour les soldats comme lui envoyés sur les fronts plus éloignés, les jours d'attente paraissent interminables et l'absence de lettres alimente les pires soupçons et craintes : *“Bien chère mère, C'est avec plaisir que je t'envoie de mes nouvelles qui sont toujours très bonnes. A l'instant je viens de recevoir de tes nouvelles donc cela m'a donné un peu le cafard, vu que je n'avais rien reçu depuis celle daté du 8 décembre. Et la dernière que j'ai reçue d'Eugène est datée du 9 décembre. Je me demande : où passent les lettres ?! Le cousin Benjamin de Bouzigues vient de m'envoyer me disant qu'il m'a écrit et je n'avais encore rien reçu depuis que je suis en Orient.”*

Avec la correspondance, les permissions jouent un rôle primordial pour préserver l'ancrage des soldats dans leurs vies civiles. Imprévu en août 1914, ce dispositif s'impose progressivement comme réponse à l'allongement du séjour au front. Lorsqu'il apparaît évident que la guerre ne sera pas l'affaire de quelques semaines, les soldats-citoyens commencent à revendiquer le droit à prendre des congés pour rentrer chez eux. Dans une situation où la présence de chaque homme est nécessaire sur le front, cette requête provoque des débats houleux entre responsables politiques et militaires. Le droit à permission est finalement accordé et codifié en 1915-1916. Le système prévoit une semaine de repos tous

les quatre mois, mais dans ce cas aussi, il est bien plus favorable pour les officiers. Le retour chez soi est attendu avec impatience par les combattants. Pourtant, il n'est pas synonyme de repos ou de loisir. Tout au contraire, de nombreux combattants profitent de ces quelques jours qui leur sont octroyés pour reprendre leur travail civil afin de gagner quelques sous, comme Eugène, qui reprend son poste d'employé de bureau chez P. Cros, négociant en vins. Ils viennent aussi soulager leurs proches qui sont débordés sur les exploitations, dans les ateliers ou les commerces. Ils sont également priés d'aller apporter l'information, voire des paquets ou cadeaux, chez les uns et les autres et d'ailleurs leur visite est souvent préparée et espérée, comme par Louis, prévenant sa mère le 15 août 1917 que *"(...) Hier est passé Bouldoire Louis, le neveu d'Aussenac, le cousin de Ribette qui vient en perm et m'a promis de venir te voir."*

Hormis l'effet bénéfique pour les corps et les esprits épuisés des combattants, ces séjours, aussi brefs soient-ils, assurent aussi la médiation entre leur expérience, souvent du feu, et celles de l'arrière. À l'abri de la censure, les conversations privées sont des occasions d'échanger les impressions, jugements et espoirs des uns et des autres. Comme pour la correspondance, les pannes dans la rotation des départs en permission deviennent la source de vexations, voire de désespoirs. Le sentiment d'inégalité dans les attributions des autorisations créent des tensions et des jalousies au sein de la troupe. Ainsi, le retard des départs en permission est une des causes du mouvement de contestation massif du printemps 1917.

Diverses autres permissions offrent aux soldats la possibilité de revenir au pays. Dans des localités agricoles comme Frontignan, il est possible, lorsqu'on est cultivateur, d'obtenir du maire un certificat permettant de revenir pour les vendanges et autres travaux agricoles, sur des durées pouvant atteindre 10 à 15 jours. Les archives municipales contiennent des centaines de lettres adressées dans ce sens par les poilus au maire, parfois, un seul poilu en écrit plusieurs le même jour. Mais c'est l'armée qui les octroie, avec parcimonie et sans véritable règle claire. Pourtant, beaucoup de soldats ont des terres qu'ils exploitent et qui ont besoin d'eux. Les femmes, et les parents trop âgés pour partir au front, submergés par le travail, aident alors leurs maris et parents à faire les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes. Mais s'ils sont propriétaires, mieux vaut pour eux que leur activité principale soit l'agriculture et qu'ils aient suffisamment de terres pour être indispensables. S'ils sont ouvriers agricoles, leur employeur fait souvent la demande pour eux.

De retour sur le front, la camaraderie aide aussi les combattants à mieux supporter l'éloignement forcé de leurs lieux de vie et de leurs proches. Face aux condi-

tions difficiles dans les tranchées, les liens sociaux se resserrent souvent. Au sein des petites unités que représentent les escouades, rassemblant en général une douzaine d'hommes, les repas sont pris en commun, les activités du quotidien partagées³⁶. Souvent, les amitiés du front prolongent les sociabilités préexistantes du temps de paix. Les citations, comme celle reçue par le soldat brancardier Cyrille Rouvier le 24 août 1917, "*brancardier très dévoué s'est porté en avant du réseau de fils de fer pour aller chercher sous la fusillade un camarade mortellement blessé*", laisse deviner jusqu'où peut aller cette solidarité. Le recrutement régional permet d'abord que des hommes du même pays se retrouvent. Ils parlent le même patois, entonnent les mêmes chansons, racontent les mêmes blagues, jouent aux mêmes jeux de cartes, conservent les mêmes traditions, évoquent parfois les mêmes personnes et plus encore peut-être, partagent les denrées au goût du pays que contiennent leurs colis. Mais rapidement, après la catastrophe d'août 1914, les régiments sont fondus. Alors, au contact d'hommes venus d'horizons géographiques divers au sein d'une armée nationale, des identités régionales se cristallisent et se distinguent. Divers préjugés et stéréotypes se diffusent alors. La mauvaise réputation des combattants des « Midis » est un exemple d'une telle représentation qui n'a aucun fondement dans les faits.

³⁶ Alexandre Lafon, *La Camaraderie au front 1914-1918*, Paris, Armand-Colin / Ministère de la Défense, 2014

Chapitre III

Rester

Simultanément, à Frontignan, tous ceux et toutes celles qui restent, ainsi que ceux qui arrivent, assurent la continuité des activités quotidiennes, tournées de plus en plus vers l'effort de guerre. C'est dans une longue attente pétrie d'angoisse, et sous un contrôle et une surveillance qui s'accroissent dans la durée du conflit, qu'ils tentent de continuer à vivre.

1. La mobilisation de l'économie et de la main d'œuvre : vers la guerre totale

Guerre de soldats, le conflit nécessite un ravitaillement permanent des hommes sur le front, dans lequel le vin languedocien tient une place centrale. Cette monoculture intensive s'inscrit toute entière dans l'adaptation de l'économie régionale à l'ampleur imprévue du conflit :

“Le vin a retrouvé une antique renommée. Demain, si vous le voulez, il ira vers le front soutenir l'ardeur de nos soldats. Ceux du Nord, d'Angleterre et de Belgique apprendront à le connaître, ceux du Midi seront joyeux de le reconnaître. Le triomphe du vin accompagnera la victoire de la France³⁷.”

C'est ainsi que, dès le début du conflit, le préfet de l'Hérault mêle habilement la fierté viticole régionale au patriotisme national pour inciter les viticulteurs à céder gracieusement à l'autorité militaire une partie de leur récolte, destinée en priorité aux soldats des XV^e et XVI^e corps et aux hôpitaux qui les soignent. Les viticulteurs voient bien là également un bon moyen d'écouler les stocks et d'assurer la promotion de leur vin partout en France. Mais dès le 27 novembre le représentant de l'État se plaint auprès du Ministre de l'intérieur de dons insuffisants, malgré la quantité exceptionnelle livrée à la veille de Noël. Pourtant, l'organisation administrative et logistique se révèle imposante si l'on en croit ce courrier reçu de la préfecture par le maire, le 19 mars 1915 :

*“Monsieur le maire,
J'ai l'honneur de vous informer que le service de l'intendance vient de donner l'ordre au président de la Commission de réception de vous faire expédier de suite, en gare de Frontignan, les wagons-réservoirs nécessaires à l'enlèvement des vins offerts par les viticulteurs de votre*

³⁷ ADH 8R35, Journal des communes du 17 novembre 1914, circulaire du préfet aux maires du département.

commune. Je vous serais donc obligé de vouloir bien, dès maintenant, prendre les dispositions utiles pour faire porter en gare de Frontignan les quantités de vin que vous avez indiqué à la commission qui vous a rendu visite mercredi dernier.”

Quoiqu'il en soit, le vin est distribué désormais quotidiennement dans des tranches où il joue un rôle majeur de compensation aux conditions de vie terriblement difficiles vécues par les soldats. La ration alcoolisée y est passée de 50 cl en 1916 à 75 cl en 1917 et les dons sont devenus insuffisants. Aussi, des réquisitions sont opérées par l'armée dès les vendanges de 1915. Mais tandis que la demande augmente, et après la récolte exceptionnelle de 1914, la production connaît des baisses importantes dues à la fois aux intempéries, au manque de produits cryptogamiques ainsi que de main-d'œuvre. L'État prélève alors impérativement, à partir de 1916, chaque année, pour chaque exploitation, un cinquième des productions qui dépassent 30 hl, puis 15 hl seulement à partir de 1917, sur lesquelles le prélèvement atteint désormais le tiers des quantités. Les archives municipales conservent de longues listes de ces contributeurs. Ils sont 187 en 1916, 269 en 1917, année où le nombre d'exploitants susceptibles de voir leur récolte prélevée augmente considérablement, 92 seulement en 1918. Les propriétaires récalcitrants risquent des amendes équivalentes à deux fois la valeur de la réquisition. L'armée rétribue bien les viticulteurs mais ces derniers, par l'intermédiaire du maire, sont de plus en plus nombreux à se plaindre des retards de paiement. Il reste cependant difficile, voire impossible d'évaluer quelles quantités sont alors soustraites aux déclarations de récoltes.

La guerre devient également une guerre de matériel³⁸ qui exige une mobilisation industrielle sans précédent, à laquelle participe le territoire frontignanais, dont les usines sont mises à disposition de l'effort de guerre. À ce titre les sites de production industrielle sont dûment recensés par la préfecture. La Compagnie Industrielle des Pétroles, ainsi que la société de produits chimiques la Bordelaise travaillent désormais pour la Défense nationale. Ce qui signifie d'abord que l'usine de soufre tourne à plein régime pour servir la chimie de guerre. La société pétrolière, quant à elle, ravitaille en carburant le front terrestre, mais également la Marine. C'est en particulier à partir de 1916 que son activité s'accroît. En effet, un temps limités, les approvisionnements en pétrole reprennent, grâce aux déplacements des navires qui s'effectuent désormais en convois protégés en Méditerranée, tandis que des sous-marins protègent le trafic du port de Cette. Le pétrolier de la compagnie, le *Radioleïne I*, avait été racheté par la Marine et rebaptisé *Rhône* dès avant la guerre mais le *Radioleïne II*, livré en 1912, est réquisitionné immédiatement. Torpillé le 23 juillet 1917 à la tombée de la nuit par le sous-marin allemand U-96³⁹, au large de

³⁸ 1 milliard 389 millions d'obus sont tirés entre 1914 et 1918.

la côte des Cornouailles, il parvient à gagner le port de Queenstown au sud-est de l'Irlande, où il est réparé et peut reprendre du service. Le premier bateau à moteur diesel de la flotte française, la *Motricine*, livré en 1914 est immédiatement réquisitionné à son tour. Il est coulé le 19 mai 1918 par le sous-marin U-55⁴⁰. Si l'équipage, indemne, est abandonné et récupéré par un torpilleur du combat, son capitaine, Joseph Damiani, né en Corse, est interné au camp de Karlsruhe en Turquie, puis en Allemagne. Après la guerre, il rejoint le Canada, pour y suivre le chantier d'un nouveau vaisseau, où il meurt d'épuisement en 1921. La société pétrolière donne alors son nom au nouveau pétrolier, le *Capitaine Damiani*. Suivirent le *CIP* et le *Motrix*, tous trois exploités jusqu'en 1939. Le site pétrolier de Frontignan est considéré comme site de guerre classé sensible, ce qui implique une surveillance et une protection accrues face aux risques d'attaques. Des rondes y sont organisées par la gendarmerie nationale. Des commissaires spéciaux y effectuent des inspections inopinées. Les ouvriers y sont soigneusement fichés, voire sélectionnés, et la circulation y est interdite sans papier d'identité. L'espionnage et le risque de sabotage sont des sujets d'inquiétude permanente.

Sur ces deux sites industriels, les conditions de travail sont transformées par la militarisation. Le contexte social y était déjà avant-guerre extrêmement tendu. En septembre 1910, les 146 ouvriers, hommes, femmes et enfants, y avaient mené un conflit très dur qui avait abouti à des augmentations de salaires. Un an plus tard, un nouveau conflit avait éclaté entre la direction et les 158 ouvriers à propos du travail des enfants. Il avait duré presque deux mois. En vain. Plus de la moitié du personnel avait été licencié et leur syndicat dissous⁴¹. La guerre aggrave encore la situation. Ainsi, les accidents, déjà fréquents, se multiplient avec l'intensification du travail. Le repos dominical est également remis en question, les limitations horaires volent en éclats, le droit de grève est fortement restreint, dans un contexte où toute contestation est assimilée à de la trahison. De plus, les femmes et les enfants, bien plus nombreux qu'auparavant à y travailler, restent, en dépit des nécessités du temps, toujours bien moins payés que les hommes. Les bénéfices de l'entreprise s'accroissent. Financer ces activités industrielles et la recherche qu'elles nécessitent représente alors un enjeu crucial. Il faut, en effet, d'une part payer les importations de matières premières, d'autant que les régions productrices de fer et de charbon sont occupées, et d'autre part, acheter de plus en plus d'armes, de matériel militaire pour les fronts.

La guerre permet alors d'abord de faire accepter l'impôt sur le revenu, dont le projet avait eu tellement de mal à passer depuis 1907. Il est finalement voté au Sénat le 3 juillet 1914 et perçu pour la première fois à partir de 1916. Si la

³⁹ La marine allemande numérote ses sous-marins, à la différence de la Marine française, qui les nomme.

⁴⁰ <https://forum.pages14-18.com>

⁴¹ Alain Degage (sous la direction de), *op cité*, Page 193-194.

majorité du financement du conflit provient des prêts de la Banque de France et des alliés américains et britanniques, cela ne suffit progressivement pas. Aussi, le gouvernement fait appel à la générosité des Français, invités à échanger leur or contre des billets de banque, qui augmentent considérablement afin d'augmenter le stock du pays. Pour ce faire, toutes les catégories sont sollicitées, y compris les élèves par le biais de leurs enseignants. Mais la collecte est encore insuffisante et l'État a alors recours à l'emprunt, à partir du mois d'octobre 1915, par le biais du lancement de bons de la Défense nationale. Chaque année désormais, il lance cet emprunt à grand renfort de cartes postales, d'affiches, de slogans aux messages injonctifs et culpabilisants. *"Qui pouvant souscrire, ne souscrit pas, trahit"* n'hésite pas à lancer ainsi Georges Clémenceau, dès 1915. Si le total des quatre emprunts s'élève à la somme considérable de 76 milliards de francs, le succès diminue pour le 4^e (octobre-novembre 1918). Le Ministre de la guerre donne alors l'ordre aux généraux, Commandants des Régions militaires, d'organiser de grandes fêtes patriotiques, auxquelles est donnée une importante publicité afin de relancer la ferveur nationale des donateurs. Ainsi, le tirage de cartes postales relatives à cette seule journée dépasse le million et demi d'exemplaires. L'aide aux soldats est en particulier largement prise en charge par des initiatives caritatives encadrées, dont les bénéficiaires visent tout entier à supporter l'effort de guerre. Ainsi, dès 1915, tous les trimestres, la préfecture impose des journées nationales aux communes, la journée de l'Hérault ayant chaque année le plus de succès, comme pourrait en témoigner la trace de la participation de la famille Tudesq-Coulet à la tombola, sous la forme d'une carte postale qui représente une allégorie de l'Hérault en Bacchus, assis sur un tonneau de vin, qui chasse le Prussien - phylloxera. Lors de ces événements, on chante, danse, joue, vend et achète des drapeaux, des insignes et autres objets.

Par ailleurs, trois œuvres de guerre semblent concentrer, à partir de 1915, les dons municipaux annuels. Il s'agit de l'Œuvre des Mutilés de l'Hérault, du Comité Départemental de Secours aux Prisonniers de Guerre et surtout de l'Œuvre Méridionale des Orphelins de Guerre, à laquelle le conseil municipal accorde annuellement une subvention de 300 francs dont la dernière le 4 décembre 1918. Le maire rappelle à cette occasion qu'un certain nombre d'orphelins de la guerre nécessitent de la ville bénéficient de cette œuvre. Mais une multitude d'autres sociétés d'entraide se créent au fur et à mesure, comme partout en France, telle la Société de secours mutuels de l'union ouvrière espagnole de Frontignan, composée de 12 membres et destinée à secourir les blessés. Il y a aussi L'alliance lapeyradoise, la Familiale, la Fraternelle et l'Union frontignanaise, qui, toutes, demandent des subventions à la mairie, qui leur répond favorablement.

Enfin, dans ces marchés dont le dynamisme exponentiel est exacerbé par la guerre qui dure, des entreprises engrangent des profits considérables quel que soit le secteur. Des critiques s'expriment de toutes parts pour condamner à toutes les échelles ces profiteurs de guerre, qui accumulent ces gains inattendus. Le Parlement vote alors, le 1^{er} juillet 1916, une loi qui prévoit une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés en 1916⁴² qui n'exclut pas les viticulteurs ou négociants en vins. L'Hérault compte soixante et une entreprises concernées, dont la compagnie pétrolière de Frontignan.

Les belligérants n'ont pas préparé la mobilisation économique, tellement ils pensaient la guerre courte. Dès septembre 1914 pourtant, il faut relancer partout la production et pour cela trouver toujours plus de main-d'œuvre, alors qu'une seconde vague importante de soldats se préparent à monter au front.

En 1914, beaucoup d'hommes, ajournés, exemptés, sursitaires ou trop jeunes ou vieux, ne sont pas encore mobilisés, beaucoup d'ouvriers agricoles espagnols sont par ailleurs arrivés, comme tous les ans, dès juillet et les vendanges très abondantes parviennent à se réaliser. Ceux et celles qui restent ont des journées plus longues qui s'étalent sur une durée plus longue. Il faut attendre ainsi le 27 octobre pour que Nancy, une amie d'Eugène dont le mari est mobilisé, ne lui dise pas autre chose : *"Tu voudras bien m'excuser de notre retard, la vendange nous a donné un travail fou n'ayant pas Marin. Tout est terminé ce n'est pas malheureux."*

Mais, les années suivantes, le contexte n'est plus le même. Il manque beaucoup d'hommes mobilisés et l'état de guerre contrarie l'arrivée habituelle de main-d'œuvre espagnole. Les mobilités le long du Golfe du Lion, et plus largement tout déplacement sur le territoire, nécessitent désormais des sauf-conduits et des laissez-passer. Ainsi, Manuel Rippolés, ouvrier espagnol, reçoit un procès-verbal pour avoir quitté Lyon sans autorisation, afin de venir travailler à La Peyrade. Cependant, face à la nécessité, les travailleurs espagnols reviennent massivement dès la fin de 1916 et surtout 1917, seuls ou en famille, par l'intermédiaire de réseaux amicaux ou familiaux ou par le biais de compagnies de recrutement. Mais bien plus qu'avant, ils sont en butte à la méfiance non seulement des autorités, mais également des populations qui acceptent mal leur présence quand les hommes risquent leur vie au front. Ils doivent déclarer à la police leur arrivée et leur départ.

Si la préfecture instaure par ailleurs un service de la main-d'œuvre agricole et si l'armée octroie au coup par coup des permissions agricoles allant de 10 à 15 jours, cela s'avère toujours insuffisant. Le 26 juin 1915, la chambre des députés adopte la loi Dalbiez afin de pallier le manque de travailleurs spécialisés à l'ar-

⁴² François Bouloc, *Les profiteurs de guerre*, Paris, Complexe, 386 pages, 2006.

rière, surtout dans l'industrie. 350 000 soldats, anciens ouvriers spécialisés, sont ainsi rappelés pour être affectés dans les usines d'armement, 150 000 rejoignent les usines métallurgiques, les mines et les entreprises travaillant pour la Défense nationale. Pierre Talagrand, né en 1883, surveillant de l'usine de produit chimique avant-guerre et mobilisé dans le génie, est ainsi détaché dans son ancienne usine dès le 25 septembre 1915. On trouve aussi un électricien, un mécanicien et d'autres techniciens, eux aussi détachés dans les usines de Frontignan. Mais la loi concerne aussi des postes d'artisans irremplaçables comme les électriciens, les charrons, les forgerons, les bourreliers. Tous travaillent sous le statut militaire d'affecté spécial. À partir de 1917, le phénomène s'accroît car les vieilles classes, celles concernant les hommes nés en 1869-1871, sont détachés comme travailleurs agricoles. S'ils sont ouvriers, ils sont détachés catégorie B et peuvent être affectés n'importe où dans le pays, mais s'ils sont propriétaires, ils deviennent catégorie A et peuvent rentrer chez eux.

Tous ces travailleurs restent des militaires, ce que leur rappelle le port obligatoire du brassard ainsi que la faiblesse de leurs rémunérations, qui correspond à un quart environ de celles du temps de paix, et à ce titre, qu'ils soient détachés ou affectés spéciaux, ils restent étroitement encadrés par les autorités et surveillés en permanence par leurs officiers contrôleurs. Ils doivent de plus circuler avec une carte d'identité de la Défense nationale. Gare à l'étourdi qui oublie car le moindre écart est puni. Ainsi Fernand Cadet, Marius Rossignol, Marius Adolphe, Marcellin Bompard et Jules Daurès écotent tous d'un blâme pour avoir été rencontrés en ville sans autorisation. Un blâme aussi pour Jacques Macarelli, Amédée Trémelat et Jules Nespoulet qui ont été vus sans leur brassard. Pour le même délit, constaté le 22 juin 1918 sur la route de Balaruc-le-Vieux, Gabriel Pautel est condamné à deux jours de prison avec sursis. Les peines sont plus lourdes pour ceux qui sont accusés de fraude. Ainsi, ce sont quatre jours de prison qui sont infligés à Paul Carayon, qui a travaillé à une profession connexe à l'agriculture sans autorisation et dans une commune où il n'était pas détaché. C'est une peine de quatre jours effectifs d'enfermement, avec demande d'augmentation et renvoi au dépôt, à laquelle est condamné Pascal Valentin car il était, avant la mobilisation, employé de chais et qu'il ne s'occupe donc pas régulièrement d'agriculture. De plus, ce dernier a très mauvaise réputation dans sa localité et a plusieurs affaires de justice. Accusé d'avoir menti sur sa profession, on voit aussi qu'il est de surcroît victime du contrôle social qui s'est abattu sur lui. Pour une raison similaire, le récidiviste Amédée Trémelat passe huit jours en prison car ne travaillant pas régulièrement à sa propriété, ne fournit pas l'entr'aide, et a trompé l'autorité militaire en se faisant

détacher à l'agriculture, alors que sa profession principale était employé de commerce. Pierre Roques connaît également quatre jours de prison car il a fait usage d'un certificat contenant des énonciations fausses. Il n'est pas renvoyé sur le front, puisque l'armistice a été signé, mais il est intégré à l'usine de pétrole.

Quelques mobilisables encore obtiennent des sursis de mobilisation. Joseph Aureille est sursitaire car réparateur de machines agricoles à Frontignan. Reconnu apte après son passage devant le conseil de révision de septembre 1915, le secrétaire de mairie Alquier reste pourtant à son poste après l'intervention du maire qui, le 11 novembre 1915, écrit au préfet, inventoriant dans une longue lettre la multiplication des tâches nouvelles liées au conflit, qui rendent indispensable au bon fonctionnement de la commune ce maintien.

D'autre part, les autorités françaises n'avaient pas prévu que cette guerre ferait des bataillons de prisonniers allemands et même turcs. Ils sont pourtant nombreux dès la bataille de la Marne en septembre 1914 et, dès lors, dispersés sur tout le territoire. Le premier train arrive en gare de Montpellier dès le 17 août. Il faut attendre le printemps 1915 pour que se constituent deux camps dans l'Hérault. Le plus proche de Frontignan se trouve à Cette. Ils ne sont au début que 16 officiers et leurs ordonnances dans le fort Richelieu. Ils ne travaillent donc pas, avantage que leur confèrent leurs grades. Un an plus tard, ce sont 266 hommes de troupes et 33 sous-officiers qui sont internés dans une caserne au-dessus de la ville. Une commission départementale a commencé la répartition, à définir des conditions d'emplois et de salaire afin de combler les manques de main-d'œuvre. Organisés en commandos de travail, on les retrouve essentiellement dans la Compagnie de Chemin de fer PLM, sur le port et les canaux à décharger des navires et dans les domaines viticoles, dont celui de la Compagnie des Salins du Midi, comme sauniers ou ouvriers agricoles, où ils n'ont pas un jour de repos.

Les femmes représentent cependant la main-d'œuvre la plus importante, y compris dans les vignes ou les jardins, dans lesquels elles travaillaient déjà beaucoup avant 1914. Elles y travaillent désormais encore plus, bien que les situations économiques et sociales soient variables, selon leur âge et leur situation familiale. Quelques-unes profitent de l'absence des hommes pour prendre plus de responsabilités, comme l'embauche des ouvriers, la partie marchande de l'exploitation ou la vinification, jusque-là réservées aux hommes. Mais pour les très nombreuses journalières agricoles, la guerre semble avoir figé certaines inégalités de genre au travail, en particulier en ce qui concerne les rémunérations. En 1918, les salaires journaliers des hommes peuvent atteindre 12 francs, mais ceux des femmes seulement 6, la situation revient à la règle initiale où les ouvrières sont payées deux

fois moins que les ouvriers. Pourtant, avant 1914, les lignes avaient commencé à bouger, en particulier après les grèves victorieuses de 1904 et 1905, le salaire des brassiers était de 2,50 francs plus le vin pour des journées de 7 heures, celui des journalières de 1,50 franc, inférieur, certes, mais pas de « moitié prix » pour des journées de 6 heures. Par ailleurs, ce sont les hommes qui effectuent traditionnellement les tâches créatives et les mieux rémunérées comme le greffage, la taille ou la vinification. Durant la guerre, elles sont davantage confiées aux étrangers qu'aux femmes. Longtemps, la question de l'émancipation des femmes a été au cœur des débats historiographiques sur 1914-1918. Les historiens, et surtout les historiennes, ont depuis largement nuancé les réponses, en fonction des conditions sociales et maritales, de l'âge des femmes et du contexte de leurs activités économiques, pour en complexifier la réponse. Mais si autonomie il peut y avoir en l'absence des hommes, elle reste toute relative, tant pour les femmes, que pour la majorité de ceux qui restent, la guerre représente avant tout une épreuve très dure.

2. Dans l'épreuve

“Les dirigeants des sociétés en guerre les rêvent unies, confiantes et résistantes mais le conflit a des effets ravageurs : il suscite des divisions et des tensions. La guerre est avant tout pour la majorité des individus et des groupes sociaux une épreuve très lourde⁴³.”

Parce que le maire se trouve au cœur des relations entre autorités militaires, gouvernementales et administrés, Victor Anthérieu qui a passé toute la guerre à Frontignan, a été durant le conflit, le réceptacle des nombreuses plaintes de Frontignanais. Cette masse de courrier représente aujourd'hui une quantité considérable de témoignages sur la vie quotidienne des habitants pendant le conflit. Souvent véritables appels au secours, les lettres révèlent non seulement l'extrême état de dénuement dans lequel la guerre a jeté beaucoup de populations civiles, personnes âgées, enfants, épouses en particulier, mais aussi le profond climat d'angoisse dans lequel la séparation les a précipitées :

“Monsieur le maire,

Vous m'excuserez si je me permets de vous écrire. On a fait sortir mon mari de l'hôpital depuis la guerre et en ce moment, je suis dans une misère affreuse. Nous n'avons rien à manger. Les conseillers de La Peyrade peuvent vous le dire. Nous sommes trois, mon mari, mon petit fils et moi sans rien pour manger. Veuillez être assez bon, mon cher monsieur, de me venir en aide. (...)”

⁴³ André Loez, *La Grande Guerre*, Editions La Découverte, collection repères, 125 pages, p. 61

“Parti le premier jour de la mobilisation, père de deux fillettes qui n’ont que mes bras pour leur venir en aide, et abandonnées par leur mère, moi-même étant privé de toute ressource, j’espère Monsieur le Maire, que mes enfants lesquels j’ai laissé sous la garde de ma belle mère seront être assistés. Firmin Martel (...)”

“Monsieur le maire,

Me trouvant absolument sans ressources, mes deux fils étant partis pour la guerre, la récolte de 1913 m’ayant totalement manquée et ma douloureuse maladie me privant de l’usage de mes membres, je m’adresse à vous, espérant que vous ne m’abandonnez pas dans la triste situation où je suis réduite. (...)”

“Madame veuve Armand sollicite l’indulgence pour les soins urgents que nécessitent ses yeux. Elle a ses quatre fils mobilisés et de plus élève sa petite fille. De ce fait, sa situation est bien précaire. (...)”

“Je vous informe que je ne touche aucune allocation et qu’étant en plus orphelin, je ne peux recevoir d’argent de personne. Je ne comprends pas pourquoi certains de mes camarades perçoivent des allocations ou indemnités et pas moi. Michel Mathieu (...)”

Ces plaintes qui abondent soulignent la détresse de nombreuses familles dépourvues de ressources financières. Il semble que, souvent, les allocations arrivent mal ou avec retard. Rien non plus n’est d’abord prévu quand le soutien de famille, fils ou époux, revient mutilé du front et ne peut plus travailler.

Et puis il y a la situation des familles qui ne parviennent pas à obtenir des nouvelles. Quelques lettres en provenance de Béziers, de Corrèze, des Hautes Pyrénées ou de Bretagne révèlent des états de profonde inquiétude quant à la disparition de leurs proches. Ainsi, un homme cherche son fils qui aurait été camarade avec un jeune homme de Frontignan. Une femme a appris que son frère était prisonnier mais qu’il était également l’homonyme d’un soldat frontignanais, qui peut donc lui aussi être ce prisonnier. Auquel cas où serait ce frère ? Une famille entière recherche des proches qui auraient eu des relations avec des gens d’ici. Certains encore tentent, de loin, d’apporter une aide dérisoire, comme Louis Reboul, qui écrit au maire le 20 août 1915 :

“Avez-vous dans votre commune une famille Sabatier qui serait sans nouvelle de leurs fils Frédéric du 1^{er} d’infanterie de Marine ? S’il est ainsi, veuillez leur dire que les Bôches ont jeté un journal allemand dans les tranchées du 311^e et après l’avoir lu nos soldats ont remarqué une liste de noms de soldats qui d’après le journal seraient prisonniers derrière les lignes et entre autres Sabatier Frédéric, 1^{er} d’infanterie de marine, de Frontignan. Je serais heureux si cela pouvait tranquilliser une famille.”

Alors que les ouvrières subissent une aggravation sans précédent de leurs condi-

tions de travail, les très nombreuses cultivatrices, quant à elles, sont progressivement surchargées de tâches dans les exploitations souvent dépourvues des chevaux réquisitionnés. Elles subissent d'abord les intempéries climatiques violentes des hivers 1915 à 1918. Dans les vignes, elles exécutent désormais tous les travaux, lors de journées qui semblent n'avoir de fin que grâce à la tombée du jour. Du creusement des échauds à la chasse à la pyrale, en passant par les vendanges, la levée des bûches, la mise en barriques du vin, il faut toujours faire quelque chose, d'autant que dans les arpents, souvent éparpillés aux quatre coins du terroir, il s'agit de se dépêcher pour gagner la récolte contre le gel ou la pluie. Elles effectuent également toutes les démarches administratives nécessaires comme le paiement des créances. Le froid non plus n'épargne pas les corps. Il cause des engelures, car le bois de chauffage, qui manque déjà en temps de paix, manque encore plus en temps de guerre, comme le charbon, qui devient de plus en plus rare.

La guerre oblige encore beaucoup de jeunes femmes et leurs enfants très jeunes à un retour chez les parents, ce qui entraîne une situation ambiguë. Elles peuvent compter sur la solidarité familiale mais passent également sous un contrôle infantilisant accru. D'autant que, par l'intermédiaire du courrier quotidien, les maris veillent également de loin, orientant en permanence toutes les activités de l'épouse au travail ou au foyer. Mais ce contrôle dépasse le cadre conjugal ou familial, les voisins et les autorités veillent aux bonnes mœurs. Quand les familles ne peuvent compter sur la solidarité familiale ou nationale, c'est la prostitution de rue qui peut représenter le dernier recours des femmes.

Dans les foyers les obligations féminines se multiplient. Certaines jeunes mères doivent désormais assumer seules les charges familiales que représentent l'éducation des enfants et leur scolarisation. Il faut également prendre soin à distance des fils et des époux, en adaptant les devoirs traditionnels à la séparation. Elles s'occupent alors de la rédaction et de l'expédition régulière du courrier. Parfois, cette entrée en écriture nécessite des efforts importants de graphisme ou de rédaction, comme en attestent les compliments que fait Eugène à sa mère le 4 décembre 1917 : *"Je viens de recevoir ta lettre me donnant des détails de Frontignan : fiançailles, morts, etc... ainsi que la photo de Louis avec sa nouvelle barbe. Je suis très content de tous ces détails et je te félicite car je comprends bien ta lettre."*

Ce sont bien souvent en effet les femmes qui maintiennent le lien familial par la circulation d'informations régulières et celle de photographies, substituts rares et chéris de l'absent.e. Véritables « agents de liaison », elles répondent aussi au courrier des camarades des soldats ainsi qu'à celui de tous les parents mobilisés.

Et surtout, conscientes que c'est bien là un des moyens les plus efficaces pour assurer le confort, voire la survie, de leurs hommes, elles expédient quand elles le peuvent de l'argent, par petites coupures de trois, cinq, dix, exceptionnellement vingt francs, comme Joséphine à Eugène ou Louis, et surtout le plus de colis possible. Joséphine envoie à ses deux fils du chocolat, du saucisson, du fromage et du cassoulet en boîte pour améliorer l'ordinaire des tranchées. Une logistique organisée progressivement en système, nourrie par l'expérience, qui se perfectionne parfois. Les mères ou épouses comptent et numérotent alors les lettres et les paquets, tiennent à jour des agendas et des cahiers qui permettent d'anticiper leur envoi et leur arrivée, puis d'en vérifier le contenu. Pour cela, beaucoup fournissent efforts et sacrifices financiers alors que les obstacles s'amoncellent : il devient difficile en effet de trouver certaines denrées mais aussi des contenants ou de la simple ficelle. Chaque colis expédié par la poste ou la gare peut contenir jusqu'à cinq kilos de pain, denrées et produits divers. Alors, une véritable « culture des colis » se constitue dans la durée de la guerre : de plus en plus d'aliments secs, non périssables, mais aussi des chaussures, du savon et de petits outils de couture, comme des ciseaux ou du fil, les composent, pour ne rien laisser perdre en ces temps de pénurie.

Progressivement, la fatigue causée par ces tâches harassantes qui s'enchaînent s'installe durablement. Les personnes âgées souffrent aussi. Pour aider leur fille ou remplacer leurs fils, elles se remettent au travail, alors qu'atteignant un âge conséquent, elles se seraient enfin reposées. Ces dernières peuvent parfois compter sur la solidarité familiale. Ainsi, Eugénie Bascoul vient vivre chez sa sœur Joséphine ou l'invite régulièrement chez elle, pour l'aider, mais peut-être aussi pour se sentir moins seule. La séparation dans ce contexte tragique représente un autre aspect crucial de cette vie à l'arrière. L'angoisse et la peur du danger s'installent plus ou moins tardivement pour certains, mais de plus en plus massivement, et s'intensifient dans la durée du conflit. La petite société frontignanaise baigne assez vite dans un univers de deuil. Les semaines sont rythmées par les cérémonies religieuses aux corps absents des soldats décédés. Dans l'église Saint-Paul, ou l'église des Pénitents ou celle de La Peyrade, chaque dimanche ou peut-être même plus souvent, le curé fait succéder les *remembronços*, cette liste des noms confiés par la famille, qui est lue à haute voix au moment de la prière des défunts. Ces noms, le curé les répète inlassablement en demandant à ses ouailles de penser aux leurs⁴⁴.

C'est que, rapidement les pertes sont nombreuses : dès la fin de 1914 ce sont

⁴⁴ Jules Maurin, *opus cité*, page 10.

presque trente soldats de la commune qui sont déjà tombés sur les champs de bataille. D'abord des fils, les premiers à être partis, ou de très jeunes parents, mais les corps ne reviennent pas, les annonces officielles sont toujours tardives. Les disparitions se multiplient. Alors, entre inquiétude et espoir d'un retour, ou de l'annonce d'un emprisonnement, vécu dans ces circonstances tragiques comme une chance ou un moindre mal, l'attente est interminable. Les actes de décès, qui donnent leur caractère officiel à la disparition des soldats, parviennent au compte-goutte à la mairie. La première transcription n'apparaît ainsi dans le registre d'état civil que le 2 décembre 1914, elle émane du maire de Joigny, dans l'Yonne, qui annonce que François Ferrier, 29 ans, soldat au 281^e RI né en 1885, orphelin, est décédé à l'hôpital de sa commune. Il laisse une veuve, Marguerite et trois orphelins. Ils sont pourtant à cette date une vingtaine de Frontignanais à avoir disparu aux combats.

Quand le drame survient, c'est aux autorités civiles ou religieuses qu'il échoit d'annoncer les terribles nouvelles. Prévenu par un télégramme des autorités militaires, le maire ou un élu, voire le gendarme ou le prêtre, se chargent de prévenir la famille. Chacun.e redoute cette arrivée. Parfois, quelques temps après la disparition, les objets personnels du défunt arrivent en mairie pour être restitués aux familles. Dans l'intimité du foyer, on pleure et on élève de petits autels, au centre desquels trône la photographie du soldat dont la famille était si fière. Elle est désormais entourée d'objets lui ayant appartenu, voire de médailles, diplômes et autres citations délivrés à titre posthume, censés prouver l'utilité du sacrifice et la reconnaissance de la nation. Le deuil privé se fait autant qu'il est possible dans le secret des maisons, où quelques proches sont parfois invités à venir se recueillir.

Dans la commune, ce deuil, par sa dimension massive, devient pourtant très tôt une affaire publique et, dès le 13 novembre 1914, les élus décident de l'encadrer symboliquement, décrétant en conseil qu'*“émus par les morts glorieuses des compatriotes tués à l'ennemi et pensant à celle qui malheureusement peuvent survenir encore, sera organisé un hommage officiel et collectif à ses premiers morts et à tous ceux qui suivront. Sur une de nos places publiques, sera élevé un monument aux morts pour la Patrie, une plaque commémorative sera placée dans le vestibule de la mairie au lieu le plus apparent. Cette plaque sur laquelle seront gravés les noms de ceux de nos concitoyens morts au champ d'honneur, portera en exergue les vers de la première strophe de l'Hymne à la France de notre grand poète Victor Hugo :*

“Ceux qui pieusement sont morts pour la Patrie

*Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie
Entre les plus beaux noms, leur nom est le plus beau
Toute gloire près d'eux, passe et tombe, éphémère
Et, comme ferait une mère,
La voix d'un peuple entier, les berce en leur tombeau."*

"Enfin, chaque fois que la mort d'un habitant de la commune sera annoncée officiellement, « le drapeau de la mairie sera mis en berne, comme faible hommage à la fois de nos regrets et de notre admiration."

Il s'agit bien là déjà d'individualiser des morts pour leur rendre l'hommage de la communauté, palliant l'absence des corps, dans un contexte de disparitions dont l'ampleur s'annonce inédite. Privé de véritables cérémonies funèbres, comme en compensation, le maire se replie alors avec une attention toute particulière sur les quelques soldats du centre de mitrailleurs morts dans la commune. Ainsi c'est en partie par procuration que les Frontignanais peuvent dire adieu à leurs soldats décédés.

Léon Morin remercie, depuis Blois, Monsieur le maire, pour les derniers honneurs rendus à son fils Maurice, décédé à l'été 1916, qu'il n'a malheureusement pas pu accompagner à sa dernière demeure, y associant les habitants de Frontignan qui, dans ces circonstances, ont tous tenu à le remplacer. Le parisien Alexis Lesné, du 126^e RIT, en détachement au centre des mitrailleurs, inhumé au cimetière le 19 mars 1917, a visiblement eu droit à un hommage public. Le 18 juin 1917, le maire invite les conseillers à assister aux obsèques de deux tirailleurs algériens qui se sont noyés accidentellement la veille. Le site *Mémoire des hommes* ne garde la trace que d'Adoui Sahnou ben Salem, 20 ans peut-être, né dans un douar de la province de Constantine et mobilisé dans le 2^e régiment des tirailleurs algériens. Le 25 mars 1918, le capitaine Deiss, directeur du centre d'instruction, remercie ainsi le maire de sa présence aux obsèques du soldat créole Mazarelli, du 81^e RI, qui s'est noyé accidentellement dans le canal de Frontignan : *"La présence de la majeure partie des membres de la municipalité a été particulièrement remarquée par tous les militaires de la place et ils ont été très sensibles aux témoignages de sympathie que vous avez bien voulu donner à leur infortuné camarade."*

Avec l'arrivée par le train de convois de blessés de guerre, les nouvelles du front se font plus précises. L'ampleur du nombre des victimes et la vue des traumatismes subis par les soldats mutilés, qui commencent à rentrer en 1916 après avoir été réformés, contribuent à susciter une mobilisation volontaire massive des civils qui va bien au-delà de tous ceux qui doivent déjà produire pour l'effort de guerre. La charité, l'hébergement des réfugiés, l'envoi de colis qui dépasse bien

souvent le cercle de sa propre famille, l'implication des femmes comme mairaines de guerre, les dons aux multiples œuvres créées pour soutenir soldats et prisonniers, sont autant de manières d'impliquer l'arrière, ce qui participe encore de la totalisation du conflit. Ainsi, Pierre et Lucrèce Bonnet, qui tiennent le café du Centre à La Peyrade, ont deux filles ainsi que trois fils mobilisés : Antoine dans le 3^e régiment d'artillerie, dont le dépôt se trouve à Carcassonne, Baptiste qui est caporal-boulangier de la 16^e section COA de Montpellier et Pierre, visiblement le plus jeune, qui a *un peu perdu ses sens* au combat. Joséphine et Alphonsine, sans peut-être bénéficier du statut quasi officiel de « mairaines de guerre », entretiennent une correspondance fournie avec une vingtaine de poilus lapeyradois, dont Célestin Arnaud, futur 1^{er} adjoint de la municipalité et futur responsable de l'association des anciens combattants.

Guerre psychologique, la guerre en appelle à la mobilisation culturelle, à la mobilisation des esprits pour soutenir l'effort de guerre jusqu'à la victoire. Bien au-delà de la censure, à toutes les échelles encore, d'immenses moyens sont déployés qu'il s'agisse de la presse, mais aussi de l'affiche, du cinéma, et peut être plus encore de la carte postale, qui atteint une production inégalée, devenant un vecteur quotidien de l'« union sacrée ». L'ensemble compose une véritable arme de guerre supplémentaire. Les crimes, vrais ou faux, de l'ennemi, devenu le « Barbare », sont dénoncés, les doutes fustigés comme défaitistes. Toutes les productions présentent une guerre aseptisée et idéalisée, dans laquelle la baïonnette tient souvent une place centrale dans des combats forcément propres et victorieux, en dehors de toute réalité. Les artistes, les pédagogues se mettent au diapason et diffusent des modèles de patriotisme. Les divertissements, les exercices scolaires, les chansons ne sont pas en reste. Rédactions et exercices de morale soulignent les vertus nationales et stigmatisent les « crimes » de l'ennemi. Sensible à ces discours semble-t-il, la petite Jeanne Valibouse envoie à son cousin Louis un dessin représentant le visage de l'Empereur allemand avec cette légende : *« À bas Guillaume, ce gros cochon. »*

En 1916, le préfet demande à toutes les municipalités d'acheter pour leurs écoles publiques un grand nombre de brochures à destination des enfants intitulées « *Leurs crimes* », ce dont elles s'acquittent sans broncher. Cette omniprésence de la guerre relève des comportements volontaires pour tous ceux qui ne combattent pas mais qui, justement parce qu'ils sont abrités et préservés, entendent se montrer à la hauteur du sacrifice des soldats. Tel était bien le message du Ministre de l'instruction publique aux instituteurs dès la mobilisation. L'hôpital temporaire auxiliaire 109, d'une capacité de 20 lits, qui fonctionne jusqu'au 19 décembre 1918⁴⁵, est

un exemple concret de ces efforts des populations de l'arrière. Suite à la demande de l'œuvre de l'assistance aux convalescents militaires, émise au conseil municipal le 14 avril 1915, les élus organisent la création d'une de ces formations sanitaires. L'armée l'installe en réquisitionnant un immeuble de 1180 m² sans occupant, appartenant à la famille Cantagrel, qui se situait sur une partie de l'actuelle place Jean-Jaurès. La direction en est confiée au lieutenant major Rec et Rose Anthérieu, épouse du maire, en préside l'administration tandis que de nombreuses femmes et jeunes filles issues de la bourgeoisie de la commune s'enrôlent comme aides-soignantes bénévoles par l'intermédiaire de la Croix Rouge. C'est bien aussi ce type de processus de participation intense sur le front intérieur qui anime Victor et Rose Anthérieu. Leur fils est blessé au front tandis qu'eux, à Frontignan, ne ménagent pas leurs efforts, lui dans sa mairie, elle à l'hôpital, sans jamais oublier de faire prospérer le négoce de vin et la société de vins de Muscat, dont Victor devient aussi gérant en 1916. Tous les deux participent évidemment aux dons gracieux de vin aux armées et achètent des bons de la Défense nationale.

Rien d'étonnant alors que, dans un premier temps, les soldats qui rentrent en permission à partir de l'été 1915 témoignent tous du mur d'incompréhension qui s'est dressé entre les militaires et les civils, ignorants des souffrances subies et des conditions inhumaines de la guerre. Mais comment l'information aurait-elle circulé ? La poste aux armées est, au début de la guerre, si mal organisée qu'elle est menacée d'apoplexie face au nombre impressionnant de courriers. La censure, voire l'autocensure, pour ne pas inquiéter la famille ou ne pas risquer de se faire confisquer le courrier, règnent en maîtres.

L'omniprésence du conflit induit par ailleurs un comportement moral spécifique dans tous les espaces publics et privés, fait de discrétion et de contrôle. Ainsi, les loisirs anciens restent mais encadrés, comme la consommation d'absinthe, qui est interdite en 1915. Les cafés et débits de boisson connaissent des horaires restrictifs qui freinent les sociabilités habituelles, en particulier le soir. Les bals sont interdits. Les fêtes autres que patriotiques disparaissent. Comme sur les grands sites industriels, la surveillance policière se renforce dans la rue, les cafés et aussi dans les trains, à la recherche notamment des espions, des insoumis ou des déserteurs. Certaines catégories, comme les étrangers, sont particulièrement visées. Ainsi Philippe Heindeirich, citoyen allemand de 64 ans qui vivait à Frontignan, où il travaillait à la raffinerie de soufre, voit ses conditions de résidence redessignées par le conflit. La préfecture demande en effet au maire : *"Pour quelles raisons cet individu a été dispensé de se rendre au camp de concentration des étrangers de Béziers dès le début de la mobilisation et si la municipalité lui a délivré un permis de séjour car il*

⁴⁵ François Olier et J.-L. Quénec'hdu, *les hôpitaux militaires dans la guerre*, France sud-ouest tome III, 336 pages.

rentrerait dans une des catégories prévues pour en bénéficier.”

Ce centre de détention de Béziers a ouvert dès août 1914 pour accueillir les Alsaciens et Mosellans capturés et dont on se demande quel est le degré de patriotisme - Français ou germanique. On ne sait ce qu'il advint de Philippe Heindeireich à Frontignan, mais ce courrier témoigne bien de la suspicion dont les Allemands sont victimes de la part des autorités, jusqu'au fond du Midi.

De même, le 18 août 1916, le commissaire spécial de Cette, représentant le Ministère de l'intérieur, demande au maire : *“J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire dresser d'urgence, afin que je fasse établir leur carte de main d'œuvre, les papiers d'identité et photographies des coloniaux ou sujets étrangers résidant dans votre commune et qui y exercent une profession manuelle. Vous voudrez bien faire mentionner sur les papiers de chacun d'eux, le nom de leur employeur.”*

De plus, les Espagnols sont particulièrement visés par la loi de septembre 1916, qui oblige les logeurs, aubergistes et hôteliers à tenir un registre des entrées relevé régulièrement par les agents de police. En 1917, la carte d'identité devient obligatoire pour tous les étrangers. À ces migrants habituels du travail, plus nombreux certes dans la durée du conflit, se sont rajoutés, en vaguelettes continues, les réfugiés venus des régions envahies et de Belgique, voire de Pologne, comme ces hommes, âgés de 17 à 45 ans, dont les archives municipales gardent la trace. Monsieur Van de Put, citoyen belge, reçoit de la mairie une avance de 25 francs sur une allocation que le consulat de Belgique s'engage à rembourser. On apprend qu'il faut attendre le 12 avril 1919 pour qu'Emile Robyns, son épouse Marie et leur fille Anna, puissent retourner chez eux, dans le Brabant. Les conditions de leur accueil ont été variables selon leurs hôtes, mais accueillis dans l'enthousiasme de la victoire prochaine en août 1914, ils finissent par encombrer. Leur présence est moins bien tolérée face aux difficultés quotidiennes croissantes. En atteste une lettre envoyée au maire qui souligne la pression particulière subie par certains réfugiés, d'autant plus forte qu'il s'agit de jeunes femmes célibataires : *“Jeune fille de 24 ans, je vous informe que je vis dans une situation déplorable, sans ressource, sans travail, sans famille, malade, dans une chambre sans feu et sans avoir de quoi se couvrir du froid. Je sais, monsieur le maire, que malheureusement nous sommes mal considérés, regardés avec dédain. Pourquoi cela ? Parce que nous sommes des réfugiés ou rapatriés. Les mauvaises langues ne se gênent pas pour salir la réputation d'une honnête personne.”*

Dans un contexte de natalité qui chute de moitié dès 1915, les mœurs - et les ventres - des jeunes femmes, d'où qu'elles viennent, sont désormais scrutées au travers d'une loupe extrêmement intrusive. Les rumeurs d'immoralité ne les

épargnent pas, surtout en l'absence des maris.

3. Le bousculement du consensus national

Dans un conflit qui s'éternise, les difficultés matérielles, notamment concernant le ravitaillement, s'accroissent et exacerbent alors des tensions sociales de toutes natures. Dès le début de la guerre, la commune, comme toutes celles de la plaine languedocienne, a connu des difficultés d'approvisionnement en farine, auxquelles la préfecture et les municipalités ont répondu par l'achat de stocks dans d'autres régions françaises, notamment le Lauragais, facilement accessible par la voie fluviale. Mais la pénurie de certains produits s'installe de façon récurrente, en raison à la fois de l'occupation des principales régions productrices de farine et surtout de sucre et des difficultés de transports terrestres, fluviaux et maritimes, en grande partie réquisitionnés pour la guerre. L'inflation est très marquée à partir de 1916. Les Frontignanais, comme tous les Français, connaissent dès lors l'instabilité de la monnaie et la vie chère. Ainsi, de 5 francs en 1915, la valeur d'un colis expédié vers le front peut passer à 16 en 1918, ce qui correspond à peu près au seul montant de l'allocation journalière touchée par les familles en une semaine. Beaucoup renoncent alors progressivement, faute de moyens, à cet envoi, au moment souvent où les soldats en ont le plus besoin. Durant l'année 1918 surtout, les conditions matérielles s'aggravent à l'arrière car les prix de certaines denrées, comme les macarons explosent et d'autres aliments, comme le sucre, se font rares, voire disparaissent. Des cartes de pain sont instaurées en février 1918 et il est interdit de fabriquer des pâtisseries. La viande n'est plus vendue que deux à trois fois par semaine en quantité rationnée. Pour la majorité des habitants, l'inflation se traduit par une baisse des revenus, dont sont épargnés en grande partie les producteurs de vin et les industriels, qui travaillent pour l'effort de guerre car *"s'il vaut mieux être éloigné de la ligne de feu pour survivre, il est en revanche préférable d'être plus près de l'économie de guerre pour subsister"*⁴⁶. Dans la commune comme ailleurs, la farine, le charbon et d'autres denrées telles que les légumes secs, les pommes de terre, commencent à manquer. Ces difficultés de ravitaillement opposent alors consommateurs et commerçants. Les plaintes se multiplient en forme de dénonciations, qui ne sont pas toujours anonymes. Elles concernent des familles auxquelles il est reproché de frauder pour toucher davantage d'allocations. Mais ce sont surtout des commerçants qui sont visés : des épiciers qui vendraient des produits de contrebande, des boulangers qui font payer trop cher, ou qui négocieraient avec les Espagnols avant de prétendre aux

⁴⁶ André Loez, op cité, page 71.

Français qu'ils n'ont plus rien en magasin. Pour se défendre des accusations de marché noir portées à son encontre, Raymond Etienne, chargé de la distribution du tabac, répond au maire dans une longue lettre très argumentée. Par ce biais encore, l'étranger devient une cible privilégiée des ressentiments. Les commerçants sont également accusés d'*amuser* la population en émettant des tickets en papier et des jetons en fer blanc pour remplacer la monnaie de pièces de cuivre et d'argent, qu'ils accaparaient. En fait, par un dispositif très contrôlé, la ville de Cette, face à l'absence de numéraire nécessaire aux petites transactions, a passé commande à l'État d'un million de jetons en zinc, qui équivalent à 5 ou 10 centimes, correspondant à 100 000 francs déposés à la banque de France. De telles initiatives exceptionnelles contribuent à créer un imaginaire de guerre dans lequel se développe l'image récurrente du petit profiteur de guerre, qui affame la population. Ce sont ces modèles qui servent d'ailleurs de sujet à la pièce de théâtre du député héraultais socialiste Emile Barthes, *Les profitaires*, écrite en occitan et jouée en 1922⁴⁷. Prenant quelques précautions, la préfecture envoie tout de même plusieurs courriers pour rappeler qu'aucun titre ne peut être substitué à la monnaie d'appoint légale.

Les élus locaux municipalisent à leur tour le ravitaillement pour diminuer les tensions. Dans sa séance du 31 décembre 1916, le conseil municipal vote une somme de 10 000 francs et se charge de commander, pour le compte de la commune, quelques-unes de ces principales denrées. Cela s'avère insuffisant et entraîne le rajout supplémentaire de 20 000 francs, qui permettront de prendre les mesures propres à préserver les souffrances, et peut-être les troubles, qui pourraient résulter du défaut des principales denrées nécessaires à l'existence.

Car il s'agit bien de cela, le risque de « troubles ». En 1915, en Allemagne ou en Russie, des émeutes de la faim ont éclaté et le gouvernement français redoute de telles explosions, susceptibles de remettre en question un consensus national péniblement obtenu et de plus en plus fragile.

La vie en ville change aussi. C'est l'ambiance de la guerre. Bien des volets restent clos désormais. Faute de professionnels ou de clients, beaucoup de boutiques ferment. Les femmes ou les parents essaient un temps de maintenir l'activité mais s'épuisent souvent. La fermeture des cafés, cabarets et débits de boissons, fixée à 10 heures par le préfet dès août 1914, instaure un silence précoce. Le matin, certaines odeurs agréables, certains bruits, certains lieux disparaissent : le nombre de boulangeries, en effet, diminue fortement, par manque de farine. Les rues, privées de toute l'animation qui débordait des chais, des ateliers et de la batellerie, se désolent. Une sensation de « vide » s'en dégage alors, à partir

⁴⁷ François Bouloc, *Les profiteurs de guerre*, Paris, Complexe, 386 pages, 2006.

de 1915 surtout. Seuls les jeux des enfants livrés à eux-mêmes, les promenades de quelques soldats convalescents ou de mutilés réformés, apportent un peu de vie. Les chiens, privés de leurs maîtres, errent de plus en plus nombreux, nécessitant des arrêtés municipaux pénalisants. Faute d'utilité, le fumier traîne plus longtemps et encombre des points de ramassage de moins en moins fréquentés. Ces amas insalubres nécessitent une prise en charge active par une municipalité qui manque pourtant de bras, mais aussi de chevaux et de charrettes, largement réquisitionnés par l'armée. Pour pallier ces difficultés, elle tente de composer avec la valse des employés mobilisés⁴⁸, qui génère de longs temps de vacances. Ceux qui restent, parce que plus âgés, assurent plus de charge, comme Jean Barré, né en 1866 qui, le 1^{er} novembre 1914, remplace comme garde-champêtre à la fois Jean Aillaud et André Dauzou, mobilisés. Le 1^{er} mai 1916, c'est l'agent de police Félix Pouget qui doit remplir cette fonction en plus de la sienne. À La Peyrade, elle échoit la même année à Zuchi Francisco Orsola, né le 9 avril 1882 à Aubagne, réformé à la suite de blessures de guerre. Les odeurs nauséabondes finissent alors pas envahir l'espace et témoignent elles aussi de l'anormalité du temps de guerre. Des changements graduels interviennent néanmoins progressivement pour tenter, y compris à l'arrière, d'échapper à la guerre. Les Journées de la Victoire attirent de moins en moins de monde, les divertissements changent de nature : on cherche, comme avant la guerre, l'aventure ou la comédie. Les films de Charlie Chaplin projetés à Cette remportent un grand succès. Les débits de boissons prolongent à nouveau leurs horaires puisque dès juillet 1916, le préfet laisse aux maires des communes de plus de 5000 habitants le soin de reporter leur fermeture à 10 heures et demi, ce que fait immédiatement Frontignan. Les permissionnaires ont de plus en plus à cœur, lors de leur « échappée belle », de reprendre un mode de vie civil où se mêle distractions et travaux dans les vignes. Dans les écoles, les distributions de prix, qui ont été interrompues un temps au profit des dons aux œuvres de guerre, reprennent.

Les soldats en formation sont de plus en plus mal supportés par la population et là encore, les tensions se multiplient. Dès 1915, la municipalité est sommée par l'inspection académique de trouver une solution pour faire évacuer les mitrailleurs logés dans les écoles de la commune. Des pourparlers sont engagés avec les autorités militaires pour qu'elles trouvent d'autres locaux. Au terme d'un accord, il est finalement convenu que la commune prenne à sa charge toute les fournitures de matériaux nécessaires pour l'installation de la troupe ailleurs, l'armée acceptant en échange de fournir gratuitement la main-d'œuvre de déménagement. En janvier 1916, les écoles sont réparées et désinfectées et les soldats sont dispersés

⁴⁸ AMF, 2D2, registre des arrêtés municipaux.

en divers lieux de la commune, ce qui posent de nouveaux problèmes. En effet, Madame Tempié se plaint de ne pas recevoir les loyers qui lui sont dûs. Une habitante de Villeveyrac, qui avait laissé aux militaires son jardin, à la condition que ces derniers l'entretiennent, le retrouve en friche et demande une indemnisation. Monsieur Miou, berger, a prêté sa bergerie de la carrière aux mitrailleurs, mais les exercices de ces soldats empêchent ses moutons de pâturer. Un autre cultivateur loge 20 hommes qui, tous les jours, prennent son cheval pour aller chercher des vivres à Frontignan. Il n'a pu conserver que de vieilles bêtes réformées, les autres ayant été réquisitionnées, et il a besoin de ce cheval pour sa charrue. La cohabitation devient plus tendue. Bien qu'auréolés du titre de défenseurs de la patrie, et peut-être justement à cause de cela s'ils en profitent, ces soldats sont critiqués pour leur comportement en ville. Monsieur Boniface, originaire de Cette se plaint à Victor Anthérieu en ces termes : *"J'ai eu besoin d'envoyer mes fillettes à Frontignan pour aller me faire une commission qu'elles ont fait et revenues à 6 heures du soir, lorsque des soldats qui sont à Frontignan se sont permis de les entourer et y faire des mauvaises manières, alors je me demande ce que ce doit être à 9 heures du soir : on doit pas pouvoir sortir !"*

Autre genre de problème plus pragmatique : le magasin communal de l'Aire sert de mess et ses abords sont transformés en urinoir, ce qui pousse le conseil municipal, le 16 janvier 1916, à faire installer des WC sur le quai du bassin. Pourtant les autorités militaires cherchent des compromis. Ainsi, dès le 4 septembre 1914, le vétérinaire Achille Baudran avait remplacé aux abattoirs Frédéric Domergue, mobilisé, mais à son décès, en janvier 1918, et faute de candidat, c'est le commandant de la 16^e Région militaire qui met à la disposition de la mairie A. Grimal, aide-major du centre de mitrailleurs.

Les efforts des États pour maintenir le consensus social et national jusqu'à la victoire sont, de plus, fortement mis à mal, surtout à partir de 1917. En effet, cette année-là, un pacifisme parvient plus facilement à s'exprimer et surtout à s'organiser plus ouvertement, acquérant un début de légitimité. En France, les trois députés socialistes Blanc, Raffin-Duggens et Brizon refusent, dès le 16 décembre 1916, de voter les crédits de guerre, première étape avant la sortie du gouvernement des ministres socialistes, un an plus tard. Or justement, Pierre Brizon fait l'objet de rapports du commissaire de police de Cette et de celui de la brigade mobile, au début du mois de novembre 1917. Ce dernier traque régulièrement les anarchistes et les déserteurs qui empruntent le train vers l'Espagne, où s'est visiblement organisé un réseau d'évasion, avec d'ailleurs, semble-t-il, un certain succès. Le commissaire assiste à une longue plaidoirie du député de l'Allier, qui critique la politique du

gouvernement en ce qui concerne la guerre, qui ne profite qu'aux capitalistes. Le policier ne sait manifestement pas à qui il a affaire, puisque c'est sur la carte que l'intéressé lui a remise qu'il lit le nom de l'élú, qu'il consigne.

D'autres citoyens relaient la proposition de « paix blanche » de l'Allemagne, ou celles du président des États-Unis, W. Wilson. Des catholiques diffusent le message de paix du pape Pie XII de l'été 1917. En Russie, la révolution bolchévique organise, en octobre 1917, la paix immédiate, qui est signée en mars 1918 et trouve de larges échos en Europe. Après trois ans de guerre, la lassitude et le refus de la guerre s'expriment plus ouvertement, y compris dans les lettres. Quand le tragique s'installe dans le quotidien, la correspondance devient l'espace d'expression d'une colère qui peut se teinter de contestation politique, partagée entre le front et l'arrière, concernant le coût humain du conflit, comme dans cette carte expédiée par Louis à sa mère en juin 1917 où, cette fois le soldat ne semble pas préoccupé par la censure : *“C'est le pauvre Frédéric que l'on ne sait pas encore de ses nouvelles. Tu me dis que cela est cher cela est facile à comprendre malheureusement, que c'est le pauvre bougre que cela touche et si cela touchait les gros cela serait fini.”*

En France, ces refus trouvent leur débouché sur le front, dans la vague de mutineries des mois de mai et juin 1917. Mais à l'arrière, ce sont des manifestations et des grèves qui s'organisent dès 1917 à Paris et essaiment dans tout le pays, pour contester la hausse des prix, et donc l'insuffisance des salaires. Ces mouvements civils, une fois satisfaction obtenue, s'arrêtent rapidement. Tous les gouvernements sont alors confrontés à un choix : aller jusqu'au bout ou entamer des négociations de paix. En septembre, après que les socialistes, refusant d'avaliser les projets d'annexions, soient sortis du gouvernement, le nouveau président du Conseil, Georges Clémenceau, fait museler violemment les oppositions et continue la guerre, en ressoudant autour de sa personne le centre et la droite politique.

Chapitre IV

Se retrouver, peut-être

“Il était midi quand la nouvelle nous parvint à la caserne de Vitré. Il ne resta pas un seul soldat dans les chambres. Ce fut une dégringolade endiablée par les longs couloirs et la ruée vers le poste de police où l’on venait de placarder un télégramme annonçant en deux lignes laconiques, la délivrance de millions d’hommes, la fin de leurs tortures, leur retour prochain à la vie civilisée. Que de fois on avait songé à ce jour béni que tant d’autres n’auront pas vu⁴⁹.”

Sur le front, l’intensité des émotions qui saisissent Louis Barthas à l’annonce de l’armistice se lit de façon récurrente dans les témoignages de poilus. Comme le tonnelier languedocien, les soldats survivants sont nombreux à exprimer une joie immense, mêlée de gravité et de tristesse d’avoir perdu tant de camarades sur les champs de bataille. C’est un tout petit peu plus tôt que, ce 11 novembre 1918, à 11 heures du matin, les cloches de l’Hôtel de Ville, celles de l’église Saint-Paul et celles de La Peyrade sonnent à l’unisson de toutes celles du pays pour faire connaître - enfin - l’arrêt des combats. Armistice fragile mais qui est bien comprise comme la fin de la guerre. La liesse succède certes à la stupeur, et la ville connaît à nouveau les attroupements et les scènes de rue. Mais il y a de la retenue, car soldats mais aussi civils, la guerre fait un tel nombre de victimes qu’il devient parfois difficile de les compter, voire de les nommer. La paix tant espérée qui revient enfin ne signifie pas pour autant la fin du chagrin. Trop de morts, trop de blessés. Trop d’incertitudes aussi sur le sort de soldats qui ne donnent plus de nouvelles, et dont on sait qu’ils ont participé aux dernières offensives si meurtrières. Trop d’épouses, de parents et d’enfants restent sans nouvelles de leur mari, de leur père ou de leur fils. Sept soldats frontignanais encore décèdent après l’armistice. Comme pour les départs, les retours s’effectuent par vagues, classes d’âges pour des raisons d’équité, donnant le sentiment que cette fin tant espérée n’arrive décidément pas. Mais à la différence du départ brutal et massif de la première semaine d’août, ces vagues sont plus égales et plus diffuses, bien moins redoutées aussi. Il faut encore faire avec une dernière épreuve, la grippe espagnole, qui soudain décime militaires et civils. À l’heure du bilan, la catastrophe a bien eu lieu mais la vie reprend, dans une société où les marques de la guerre restent omniprésentes sur les corps, dans les têtes et les paysages et où les victimes restées vivantes s’organisent.

⁴⁹ Louis Barthas, op cité, page 550

1. Une catastrophe qui n'en finit pas

À la différence de bien d'autres communes du département et de France, à Frontignan, la crise démographique est évitée de justesse. La commune ne connaît pas en effet de baisse de population entre 1911 et 1921. Celle de La Peyrade s'accroît même légèrement. Les données de l'état civil montrent que les énormes trous démographiques engendrés par les séparations de la guerre sont entièrement comblés par l'installation de jeunes étrangers, espagnols en particulier, surtout à partir de 1917, et que les naissances de leurs enfants représentent désormais entre un tiers et la moitié du total des naissances. Ils étaient déjà nombreux avant-guerre, puisqu'ils représentaient 10,5 % des habitants en 1911, ils le sont encore plus après, où ils en représentent le double soit 20,5 % en 1921. Cette part passe même, à La Peyrade, de 15% en 1911 à 31 % dix ans plus tard, ce qui représente un habitant sur trois. Ce sont bien des ouvriers seuls ou en couple qui sont venus répondre à la demande de main-d'œuvre et fonder des familles dans la commune.

Le pic de mortalité de la population civile du premier quart du siècle est atteint dans la commune, en 1918, où les décès augmentent de 60% par rapport à l'année précédente, passant de 59 en 1917 à 95 en 1918. Ce pic s'étale jusqu'en 1920. Il trouve sa source dans la « grippe espagnole », par référence à l'épidémie qui, en 1890, a tué 200 000 personnes en Espagne. En France, c'est sur le quart sud-est que la grippe s'abat avec la plus grande rigueur, cette région s'intégrant dans une vaste zone à forte mortalité qui comprend la Suisse, le nord de l'Italie et le nord-est de l'Espagne. Alors que l'on pensait la guerre finie dans ses offensives les plus meurtrières, cette pandémie affecte, en 1918, la totalité des pays de la planète et se manifeste en trois temps, dont le plus tragique se déroule à l'automne. Les journaux commencent à parler de grippe à l'été 1918 mais les offensives militaires meurtrières ayant repris, les médecins ont bien d'autres préoccupations, d'autant qu'en juillet, le virus semble en voie d'extinction. Mais, alors que l'on constate une diminution du nombre total de grippés, il s'avère que les cas dits « compliqués » y occupent une part croissante. Durant le seul mois d'août, 65 grippés décèdent dans la seule ville de Montpellier. C'est à la fin du mois de septembre que l'inquiétude commence à investir la presse, ainsi qu'à gagner les populations, et que les journaux médicaux se saisissent de l'affaire. Les manifestations cliniques de la maladie et son évolution brutale vers une résolution parfois létale n'y sont pas étrangères. Le 20 septembre, les rapports des médecins militaires évoquent la diffusion massive d'une grippe meurtrière, marquée par

une forte poussée fébrile aussi brutale que peut l'être sa déferescence après 3 à 5 jours. La maladie défie tout pronostic. Un cas qui, au premier jour, semblait bénin, connaît une évolution fatale trois ou quatre jours plus tard. La densité des germes est donc extrême et leur pouvoir de diffusion foudroyant. Le faciès du mal est par ailleurs terrifiant : sueurs intenses, grandes douleurs, pneumonie, cyanose du visage et des extrémités, complications œdémateuses, asphyxie. Ce qui frappe encore les esprits, c'est qu'à la différence des précédentes, cette grippe présente aussi un caractère imprévisible, en tuant massivement dans une commune et en épargnant sa voisine. Autre nouveauté, elle s'attaque aux personnes jeunes, hommes et femmes, mais elle épargne les enfants. Ainsi, on l'a vu, à l'hôpital de Salonique, le Frontignanais Louis Tudesq, est stupéfait de la rapidité du décès du jeune Antoine Parent, à peine 19 ans, le 5 octobre 1918.

La guerre crée de multiples facteurs d'aggravation. La grippe survient d'abord au milieu de l'épuisement général des populations, conséquence du conflit. Elle ne se contente pas non plus de faciliter la dissémination du fléau par la faiblesse des conditions d'hygiène et la grande promiscuité au front. Le déplacement, permanent et massif, des troupes et des malades d'un centre de soin de l'arrière à l'autre, provoque son extension de la ligne de feu jusqu'au centre des villes. La médecine officielle est désarmée. Dans les hôpitaux civils et militaires, la médication à base d'antiseptiques et de tonicardiaques est violente et peu efficace. Chacun expérimente. À la prophylaxie individuelle s'ajoute la prophylaxie sociale, plus difficile à imposer. Dans certaines villes de province, les écoles ferment et à Montpellier, le plancher des salles de spectacle qui restent ouvertes, est lavé au grésyl tandis que les passagers voyagent librement dans les trains. Les alliés ont entamé leur offensive victorieuse, et c'est en cet instant de grande espérance que l'intruse semble prendre le relais du feu et du fer ! Dans le public, un imaginaire prend corps. On incrimine les moustiques ou les boîtes de conserves venues d'Espagne et empoisonnées par les Allemands. Mais d'où vient le fléau ? Dans le public, ce sont l'Orient ou l'Espagne qui se retrouvent sur le banc des accusés. Certains médecins désignent l'Allemagne. Pour d'autres, la pandémie aurait éclaté aux États-Unis dans les camps militaires installés dans les ports, d'où elle aurait gagné la France et l'Europe, portée par l'armée américaine. C'est aujourd'hui la thèse la plus fréquente. En France, la grippe, et dans son sillage la sinistre pneumonie, ont tué 210 000 personnes en huit mois, autant que la guerre pour une même période. Ils sont, selon toute vraisemblance, dix-huit soldats frontignanais à en mourir dans les hôpitaux du pays, en captivité en Allemagne ou chez eux, réformés ou permissionnaires. En quelques endroits, l'épidémie s'étend jusqu'au

premier trimestre de 1919. Il semble même que Frontignan, ville de fort passage, ait connu un prolongement jusqu'en 1920. Si, dans le pays, la grippe a tué sept fois moins que la guerre, les Français n'avaient nul besoin de cette *tragédie dans la tragédie*⁵⁰.

La longue liste des soldats disparus vient s'ajouter à celle des civils de l'année 1918. Pour retrouver à la fois l'identité et le nombre des soldats morts dans la guerre, les sources abondent, puisqu'à la faveur des commémorations du Centenaire, et bien avant parfois, des mises en ligne qui favorisent les recherches se sont multipliées à toutes les échelles. Ce que peut nous apprendre aujourd'hui leur consultation et leur utilisation, c'est qu'il est quasiment impossible de savoir combien de jeunes gens de la commune ont disparu et lesquels avec exactitude. En effet, confronter les résultats des cinq bases nominatives les plus accessibles⁵¹, oblige à se rendre compte très vite de l'impossibilité d'établir une liste précise. En effet, si la grande majorité des noms s'y retrouve, une partie, non négligeable aussi, diffère d'une source à l'autre. Tout converge alors pour affirmer que la liste des morts est bien plus longue que celle des monuments aux morts, conclusion à laquelle parviennent aujourd'hui certains historiens pour les 1,3 à 1,4 million de disparus français⁵². Le monument aux morts de Frontignan a préservé la mémoire de 131 soldats, que l'on retrouve pour certains sur le monument de La Peyrade. Nous avons choisi d'en rajouter une cinquantaine, soit parce qu'ils étaient nés à Frontignan, soit parce qu'ils y avaient été recensés, soit parce que l'acte de décès y était parvenu, indiquant qu'il s'agissait-là de leur dernière adresse connue. La première liste est donc fournie par les deux monuments, sur lesquels sont en principe gravés les seuls noms des soldats « Morts pour la France », mention devenue, dès le 2 juillet 1915, obligatoire dans les registres de décès et de naissance de l'État civil, à côté du nom du soldat décédé. Il s'agit déjà d'individualiser les décès dans une mort de masse.

Leur nombre varie d'une classe à l'autre en fonction du nombre de mobilisés - Les classes 1905 et 1910 ont peu de victimes car peu de mobilisés - mais il varie surtout en fonction de l'exposition au danger. Le plus âgé, qui a 60 ans, représente donc une exception. En effet, Louis Berne est un militaire des services de l'administration qui décède en mars 1919 de maladie, à Montpellier, où il était affecté. En 1918, la même cause emporte aussi le plus jeune, Joseph Fioretti, né en 1899, ainsi que plus de la moitié des plus âgés, qui appartiennent à l'armée territoriale ou à sa réserve. Les victimes les plus nombreuses sont jeunes, elles sont nées entre 1879 et 1893. Ainsi, parmi les dix-sept soldats de la classe 1913

⁵⁰ Darmon Pierre. *Une tragédie dans la tragédie : la grippe espagnole en France (avril 1918-avril 1919)* dans *Annales de démographie historique*, 2000-2. *Famille et parenté*. pp. 153-175

⁵¹ Les inscriptions des deux Monuments aux morts, les registres matricules militaires, les registres d'état civil de la commune, le site internet du ministère de la Défense, *Mémoire des hommes* et *memorialgenweb.org/*

⁵² Antoine Prost, *Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918*, *Le Mouvement Social* 2008/1, n° 222, p. 41-60.

mobilisés dans des régiments de fantassins, le seul qui ne soit ni mort (il y en a douze en tout), ni réformé pour cause de grave blessure, ni prisonnier, a été ajourné jusqu'en 1916. Les plus jeunes classes, qui arrivent plus tard sur le front, mais vite et mal formés, au moment des batailles meurtrières de Verdun et de la Somme, en 1916 notamment, payent également un très lourd tribut.

Si, on l'a vu, les Frontignanais ont principalement été enrôlés dans des régiments régionaux de fantassins - presque un sur deux pour la classe 1913 - ces fantassins représentent 83% des morts, soit proportionnellement beaucoup plus. Proportionnellement encore à leur nombre total, les soldats appartenant aux régiments de tirailleurs, de chasseurs et de zouaves sont particulièrement touchés, car souvent envoyés aux avant-postes. Ceux de l'infanterie coloniale ont aussi davantage participé aux offensives meurtrières que les autres, car souvent appelés en renfort. Dès le mois d'août, chaque offensive a fait son lot de victimes, en particulier quand le front de l'ouest se fixe, dans les premiers mois de la guerre, mais quatre soldats décèdent également en Orient et un au Maroc, témoignant des engagements militaires de la France outre-mer. À plus de 80% encore, ces soldats sont tués à l'ennemi, morts des suites de leurs blessures ou disparaissent totalement sur le front, victimes des bombardements de l'artillerie adverse qui, avec la mort par balles, représentent de loin l'essentiel des facteurs de mortalité. Le gaz cause très peu de victimes immédiates mais accélère, dans les années trente, les décès des soldats rescapés. Le palud contracté en Orient a, pour beaucoup de Languedociens engagés massivement en Orient, les mêmes conséquences. La mention « Mort pour la France » s'accompagne deux fois sur trois d'une citation qui entraîne l'octroi de médailles. Les traces matérielles de ces gratifications symboliques ont été largement conservées dans les familles, ce qui laisse penser qu'elles ont été à même d'atténuer, en partie du moins, la douleur des proches et de donner aussi du sens aux expériences effroyables des vivants, qu'elles concernent également.

Deux frères morts pour la France

Joseph et Noël Salacroup sont frères. En 1914, l'aîné a 28 ans, et le cadet 25. Ils sont nés respectivement en 1886 et en 1889. Joseph a vécu à Rouen et à Lille, Noël a fait la campagne coloniale du Maroc de septembre 1912 à septembre 1913, mais quand la guerre éclate, ils vivent tous les deux à Frontignan avec leur mère, Lucile, veuve depuis cinq ans déjà. Emile, leur père, est décédé l'année des vingt ans de Noël. Leur petite

entreprise familiale de tonnellerie fait vivre la famille.

En raison peut-être de leur bonne condition physique, ils sont mobilisés tous les deux dans des régiments parmi les plus exposés. Joseph a effectué son service militaire dans le 7^e bataillon de chasseurs à pieds. Mais en avril 1914, comme beaucoup d'autres, il est incorporé dans le 4^e RIC de Toulon, où il est arrivé le 4 août 1914. Il meurt dans la bataille de la Somme le 20 juillet 1916.

Noël est incorporé le 3 août 1914 comme soldat dans le 7^e bataillon de chasseurs à pieds. Il acquiert ses galons de sous-officier sur les champs de bataille où, dès septembre 1914, il devient caporal et en octobre, sergent. En novembre 1914, il est blessé à Ypres en Belgique, mais c'est dans les terribles combats d' Hartmannwillerkopf, « Le Vieil-Armand », qu'il disparaît le 9 février 1915. Cet éperon rocheux alsacien des Vosges était surnommé « La mangeuse d'hommes ou la montagne de la Mort » par les poilus. L'avis officiel de décès n'est envoyé que le 14 juillet 1916.

Joseph a reçu trois citations, la première à l'ordre de la brigade, le 4 août 1915 :

"Sur le front depuis le début de la campagne. Volontaire pour les missions périlleuses. Excellent grenadier a, dans la nuit du 7 au 8 juillet, contribué énergiquement à la protection d'un barrage dont tous les défenseurs venaient d'être mis hors de combat."

La deuxième l'est à l'ordre du Régiment, le 10 octobre 1915 :

"Le 6 octobre, à la tranchée de Souain, a fait preuve de beaucoup de courage en se portant au secours de deux de ses camarades puis sous un éboulement et, grièvement blessés, a aidé à leur transport vers l'arrière sous un violent bombardement."

La dernière enfin, à l'ordre de la Division est délivrée à titre posthume :

"A fait preuve de beaucoup de bravoure et de sang froid dans l'attaque des tranchées ennemies, a pénétré dans l'une d'elle en coupant les fils de fer et ramené des prisonniers."

Noël est lui cité à l'ordre de l'armée le 21 mars 1915, à titre posthume :

"Le 4 septembre 1914, il a entraîné toute la ligne par son énergie, a tué un sous-officier, l'avait fait prisonnier malgré une première blessure."

N'a cessé de se faire remarquer par son zèle, son entrain à la tête de sa section d'éclaireurs. A été grièvement blessé au cours d'une reconnaissance exécutée dans les réseaux de fils de fer et les abatis ennemis."

Aucun des deux corps n'a été rapatrié à Frontignan. Celui de Noël a disparu et on ne sait où Joseph a été inhumé.

2. Faire le deuil et se souvenir : une affaire publique

Si les deuils sont avant tout d'abord des drames privés qui se déroulent dans l'intimité, leur nombre démesuré transforment très tôt leur gestion en affaire publique, y compris dans le traitement des corps décédés. Sans corps, sans cercueil, il s'avère terriblement difficile pour les proches de faire le deuil. Or, aucun corps ne revient du front et très vite, les familles expriment leur inquiétude d'autant qu'elles n'ont que bien peu d'informations officielles ou pas⁵³ et que les autorités paraissent débordées devant l'ampleur de la catastrophe. Le 13 novembre 1914, le conseil municipal avait décidé de rendre un hommage public aux enfants de la commune décédés, mais ne savait exactement combien ils étaient, en tous cas déjà au moins vingt-six à cette date.

Pourtant, dans tout le pays, dès les premières semaines du conflit, des familles demandent à récupérer la dépouille du défunt pour l'enterrer près de chez eux. Des autorisations sont accordées avec parcimonie. Mais les transferts dans la zone des armées sont officiellement interdits le 19 novembre 1914 par le général Joffre, bien qu'autorisés, avec de nombreuses restrictions, dans la zone de l'intérieur. Germain Ciffre ou Antoine Tudès ont été inhumés dans leur ville de Frontignan pendant la guerre, parce qu'ils étaient morts tous deux de maladie à l'arrière. La situation change radicalement à partir de 1921 puisque, sous la pression de la population, le gouvernement français décide du rapatriement des corps des soldats vers leur commune d'origine. Finalement, non seulement les corps peuvent être rapatriés, mais la loi de finances du 31 juillet 1920 permet que, sur demande des veuves, ascendants ou descendants, leur exhumation, mise en bière, restitution et transfert jusqu'à la commune de l'inhumation soient désormais pris en charge gratuitement par l'État. Les formulaires sont distribués par les préfetures via les mairies. 41 parents frontignonnais, pères ou bien veuves, demandent alors le retour de leurs soldats décédés⁵⁴.

Les corps reviennent par convois ferroviaires à Montpellier, où un élu local doit

⁵³ Le journal quotidien *l'Eclair* publiait toutes les fins de semaine une liste officielle des soldats du département morts au front.

⁵⁴ ADH 1M 675.

être présent. Les retours de la zone de l'intérieur succèdent à ceux de la zone des armées à partir d'octobre 1922. La même année, arrivèrent les convois d'Orient puis ceux de l'étranger, y compris d'Allemagne⁵⁵. Quinze convois numérotés ramènent chacun à Frontignan un ou deux cercueils entre avril 1921 (convoi n° 3) et juillet 1923 (convoi n° 38), avec une interruption de la circulation en août et septembre⁵⁶. L'essentiel des transferts se déroule en 1921-1923, c'est-à-dire au moment de la prise en charge gratuite des restitutions. Au total, 20 corps de soldats reviennent, ce qui représente 20% des soldats décédés sur le front. La moitié des demandes des familles n'a pu être satisfaite. Mais peut-être d'autres corps rentrent-ils par des circuits moins officiels ? Ces cercueils sont ensuite inhumés à Frontignan dans le carré militaire du cimetière vieux, ou bien dans les tombes privées. Des cérémonies d'obsèques solennelles visent à faire accéder les dépouilles des soldats au statut de héros. Très ritualisées, elles rassemblent beaucoup de monde autour des discours des élus ou d'autres personnalités. Les protocoles diffèrent peu d'une commune à l'autre : le premier hommage est rendu parfois directement à la gare, comme c'est le cas pour François Scopel, décédé en 1916 à Verdun, le 9 mars 1922. De là, un cortège se dirige à pied vers l'église pour une messe puis au cimetière, où Célestin Arnaud, l'adjoint délégué à La Peyrade, prononce l'éloge. Le convoi peut aussi démarrer devant la maison du défunt. Ainsi, les obsèques de Georges Valat, qui ont lieu le samedi 3 décembre 1921, réunissent des délégations des diverses associations devant la maison familiale, boulevard de la République où le cercueil a été ramené le temps d'une veillée funèbre privée. Le jeune soldat, décédé dans l'Aisne, le 4 novembre 1918 avait tout juste 21 ans. Il s'agit avant tout, à travers l'un d'entre eux, de rendre hommage à tous les soldats et à leurs faits de guerre, même ceux dont les corps ne reviendront pas. La présence de la foule des habitants à chacune de ces cérémonies atteste en partie de l'immense douleur, mais aussi du réconfort trouvé dans cette forme de deuil collectif. Toutefois, à ce dernier, s'est superposé un deuil plus individuel. Certaines familles ornent de plaques émaillées ou de pierres gravées les tombes familiales témoignant encore, 100 ans plus tard, d'un deuil prolongé et d'un refus de l'anonymat. La photo du soldat encadrée dans un médaillon associée à la mention « Mort pour la France » vient rappeler souvent sa jeunesse. Il arrive même que la plaque soit scellée à la tombe. Souvent, le décès du fils est associé au décès du père, quelques années plus tard, de chagrin peut-être. Il n'est décidément pas dans l'ordre des choses qu'autant de pères enterrent leurs fils. Si le cimetière devient après-guerre, le témoin privilégié de la tentative de transformation des soldats frontignanais décédés au front en héros, la majorité des corps des soldats ne rentrent pas. Soit parce que leur corps a disparu soit parce que les

⁵⁵ Béatrix Pau, *des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois*, éditions du Mont, Cazouls les Béziers, 2013, pages 169-192.

⁵⁶ *Ibidem*, page 217.

familles l'ont préféré. Certains sont donc enterrés dans les carrés militaires des villes où ils sont morts. Ainsi, Louis Cabanel dispose d'une tombe individuelle dans le cimetière de Châlons-sur-Marne. Sur le front, lorsque les plaques militaires ont permis d'identifier les corps, les dépouilles ont pu rejoindre des tombes individuelles creusées à partir de la loi de 1915, dans de gigantesques nécropoles nationales. Tel est le cas de Paulin Fages, dans la Somme. Et puis, s'il ne reste que trop peu de traces du soldat, elles sont placées dans leurs ossuaires, comme celles de Marcel Waltz à Dieuze. Là alors, parfois, les familles, si elles en ont les moyens, peuvent venir se recueillir après un très long voyage.

Face à l'ampleur du nombre des victimes et à la peur de morts définitivement anonymes, c'est la société toute entière qui prend en charge l'hommage aux soldats décédés, le fait sans trop se demander s'ils sont « Morts pour la France » ou pas lorsque chaque commune dresse la liste de ses héros pour en graver les noms sur des plaques commémoratives. Deuils privés et deuils des communautés s'entremêlent alors, trouvant leurs manifestations dans l'édification de monuments et autres objets de mémoire. Et ce qui frappe aujourd'hui, ce sont les multiples traces matérielles qui se cachent dans les différents lieux de la ville. Qu'il s'agisse de la mairie, des écoles, des entreprises ou des églises, comme celle de La Peyrade, de la chapelle Saint-Jacques, mais aussi des noms de rues comme celles de la cité Marcou, de places, Jean-Jaurès bien sûr, chacun-chacune pourra partir à leur recherche. La mairie, dès le 13 novembre 1914, décide ainsi d'honorer ses morts, et le 29 mars 1918, les conseillers municipaux votent l'apposition de plaques gravées des quatre-vingt noms des « soldats morts pour la France » frontignanais, à l'entrée de la salle du Conseil municipal, qui s'allongera jusqu'à 131. Mais l'hommage communal le plus visible dans l'espace public reste, comme dans toutes les communes, l'édification de monuments aux morts (deux pour la commune : un à Frontignan et l'autre à La Peyrade).

Le monument de Frontignan-ville est décidé dès 1919 et érigé en 1921, et comme partout financé par souscription publique, une petite participation de l'État et de la commune. Comme c'est en général le cas dans les cités héraultaises⁵⁷, l'édifice n'a pas été imaginé par un inconnu pour la ville. En effet, l'architecte Louis Carlier, chargé du projet, a déjà travaillé presque vingt ans à Frontignan, réalisant les premiers HBM⁵⁸ du Petit Paris et du Petit Versailles et les douches municipales. Il est intervenu également dans l'agrandissement de la gare en 1920, lors de travaux à l'Hôtel de Ville, dans le cabinet du maire, à l'édification d'un bâtiment du Crédit Lyonnais ou encore du futur cimetière. Et surtout, en 1912-1913, l'homme était engagé sur le chantier de construction de l'école Anatole-France, interrompu par

⁵⁷ Odon Abbal, *Les monuments aux morts de l'Hérault 1914-1918*, Université Montpellier III, 1998.

⁵⁸ Habitations Bon Marché, ancêtre du dispositif HLM.

la guerre. Concernant le monument, il précise bien, que : *“Naturellement, il n’est pas question d’une œuvre exclusive. C’est un modèle qu’on pourra éventuellement trouver ailleurs, mais on n’a pas à craindre d’en rencontrer à tout instant.”* L’architecte détaille également, dans un courrier, les aménagements urbains qu’il propose à la mairie car, dès le début, partout, les monuments aux morts sont conçus pour accueillir des manifestations publiques. L’ensemble est donc construit en lieu et place d’un immeuble défraîchi et déserté, situé sur l’ancienne propriété Cantagrel. La sculpture est officiellement inaugurée le 7 mai 1922, année commune à l’inauguration des deux tiers des monuments français. Pour l’anecdote, ou pour le symbole, lors du bombardement du 25 juin 1944 si la totalité des immeubles de la place, ainsi que ceux des alentours, furent soufflés par les bombes, le monument, lui, est resté debout. Protection divine pour ce rappel du sacrifice des hommes ou simple phénomène physique face au dramatique événement ? Chacun a pu proposer son interprétation en l’absence d’analyses scientifiques.

Le projet du monument de La Peyrade prend corps en mars 1919 en Conseil municipal. Il est réalisé par l’entrepreneur Augué, statuaire de Montpellier, est érigé près du groupe scolaire. C’est Célestin Arnaud, ancien combattant et 1^{er} adjoint au maire, qui prononce le discours d’inauguration le 7 juillet 1923. En 1960, lors de la construction de la mairie annexe, ce monument est remplacé par une stèle de marbre noir, qui est elle-même déplacée, en 1991, vers le parvis arrière de la mairie annexe, afin que les cérémonies commémoratives bénéficient d’un plus vaste dégagement et de meilleures conditions de sécurité. En effet, c’est bien là la fonction de ces monuments que d’entretenir désormais de façon rituelle, tous les ans, le souvenir officiel et public des soldats de la commune morts durant le conflit. Chaque 11 novembre désormais, à partir de 1922, les associations d’anciens combattants prennent en charge le déroulement d’une cérémonie funèbre dont elles fixent les règles.

3. Être vivants. Retrouvailles et nouvelles sociabilités

Sur les presque 8 millions de mobilisés, plus de 6 millions reviennent dans leur foyer. Parmi ceux-là, on compte environ 2 millions d’invalides, dont de nombreux mutilés d’un membre ou de la face, pour lesquels les retrouvailles peuvent s’avérer particulièrement difficiles. Comment les hommes aux corps ou aux esprits meurtris, abimés par la guerre, affrontent-ils les regards des proches qu’ils retrouvent enfin ? Comment vont réagir les conjointes, les enfants, confrontés à ces corps abimés et ces esprits hantés par d’horribles scènes ? Comment est

accueilli Lucien Chamonpus qui, depuis l'hôpital de Rennes, a écrit à son ami Eugène, le 10 septembre 1918 : *"Mon rétablissement sera très long, et de plus ne remettra pas jamais dans mon état normal, car je resterais estropié du bras gauche dont j'ai subi la section à l'épaule. C'est-à-dire qu'étant broyé, l'on a dû me retirer la clavicule Et 1/3 de l'humérus avec sa tête, donc cela ne reviendra jamais. En plus de cela, j'ai une plaie au thorax de 6 cm de profondeur. Je suis heureux que de ton côté tu sois à l'abri, car je ne connais que trop les souffrances du front."*

Les médecins ont à traiter, et à nommer, les nouvelles pathologies héritées de la violence des combats en premières lignes, qui relèvent à la fois des atteintes physiques et de nouvelles réactivités sensorielles, terriblement exacerbées. Les chirurgiens font face à l'ampleur des mutilations affreusement complexes des corps dont les gueules cassées, ces visages atrocement mutilés, sont l'aspect le plus spectaculaire et le plus inédit. Mais on voit aussi apparaître des diagnostics d'affections pulmonaires, suite aux gaz de la guerre, ou bien de cœur de guerre, expression propre à désigner les palpitations, tachycardie ou autres fatigues intenses, dont se plaignent les anciens combattants. Toute une série de troubles mentaux sont également évoqués, et même si les cas les plus graves destinent ceux qui en sont atteints à l'asile, pour une durée même temporaire, dès les premières années du conflit, ceux qui rentrent chez eux ne sont pas épargnés, touchant aux difficultés de la vie familiale et conjugale, y compris la plus intime. Ce sont souvent d'ailleurs les membres de la famille qui poussent le soldat à consulter. Il est vrai aussi que l'enjeu est financier. Refuser, quand on est médecin psychiatre, d'imputer le trouble psychique à la guerre, c'est priver d'une pension d'invalidité de 100 % le soldat et sa famille. Deux grands types de maladie de l'âme semblent se dessiner. Il y a ceux qui ne semblent plus rien ressentir et se ferment au monde, allant jusqu'au mutisme absolu, développant une forme d'anesthésie. Il y a ceux, à l'inverse, qui ressentent comme des agressions toutes les sensations extérieures, auxquelles ils réagissent violemment par des manifestations d'irritabilité, voire de violence, qui terrorisent femmes et enfants. Le symptôme qui revient de façon récurrente, c'est la façon dont les hommes sont hantés dans leur sommeil. *"Pour ces agités de la nuit, le soir est le temps de l'angoisse et le lit l'espace des cauchemars"*⁵⁹. Les médecins sont également impressionnés par l'augmentation des troubles sexuels, en particulier l'impuissance. Dès 1917, lors des permissions, certains l'avaient identifiée et nommée de l'expression sibylline de « mal des tranchées ». L'attention nouvelle portée au problème trouve en partie sa source dans sa résonance sociale, tant est forte l'inquiétude liée à la baisse de la natalité dans le pays. Tous, loin de là, n'ont cependant pas été exposés au danger.

⁵⁹ Dominique Fouchard, *Le poids de la guerre, les poilus et leur famille après 1918*, PUF, Rennes, 2013, 250 p.

Beaucoup de retours ont été heureux, rendant dès lors leurs histoires plus difficiles à écrire, mais le pic des naissances de l'année 1920 peut être lu comme une de leurs manifestations. D'ailleurs, c'est le 19 octobre de cette année-là qu'Eu-gène Coulet, le demi-frère de Louis Tudesq épouse Marie-Antoinette Carayon, sa fiancée juste après que Louis ait épousé Maria Nougaret, le 21 novembre 1919 et qu'une petite Paulette Victorine intègre leur foyer, huit mois plus tard. Hommes, femmes et enfants ont été éloignés les uns des autres, longtemps parfois, qui plus est dans leurs années de jeunesse, mais ils se retrouvent enfin et la transmission orale a parfois longtemps porté le souvenir de la joie de ces retrouvailles, voire la renaissance amoureuse qui succède à la longue séparation.

Mais la guerre a fait également beaucoup de veuves, d'orphelins de mutilés et d'anciens combattants. Toutes ces victimes composent alors, dans la société d'après-guerre, des groupes spécifiques définis par leur nouvelle condition, mais aussi par les nouveaux statuts que leur donnent les lois successives. C'est à partir de 1916 que les premiers retours sont définitifs. En effet, les centres de réforme se décident enfin à libérer des mutilés, démarrant ainsi des vagues de retours qui ne s'arrêtent pas, l'hiver 1918-1919 connaissant la plus importante.

Dès lors, les premiers soldats mutilés commencent à former le groupe des « anciens combattants », que l'on peut estimer entre 500 et 600 Frontignanais entre les deux guerres, ce qui est considérable. Leur cohésion ne s'impose pas comme une évidence : l'âge, les conditions sociales, les expériences militaires séparent ces hommes à la sortie de guerre, d'autant qu'il y a aussi ceux revenus indemnes et les très nombreux mutilés qui vivent des souffrances quotidiennes. Mais c'est l'expérience des tranchées, même épisodique, même très brève, qui a été le plus partagée. Rendus à la vie civile, soulagés mais fatigués et diminués, ces hommes doivent pourtant affronter d'importantes difficultés de réinsertion dans la société, qui génèrent un fort mécontentement. L'Hérault voit alors naître comme partout en France une kyrielle de regroupements, répondant d'abord à l'urgente nécessité d'améliorations matérielles. Ces associations, parfois éphémères, qui regroupent et encadrent entre la moitié et les deux tiers des anciens combattants, se constituent sur de multiples bases. Parfois, c'est l'appartenance à une même classe d'âge, à une même profession, ou bien encore un même type de mutilation - amputés, aveugles, sourds - qui justifient l'union. Parfois, c'est un rapprochement à l'échelle d'un territoire, un quartier, une commune, un canton. Une appartenance n'exclut pas l'autre. Ainsi, à La Peyrade, naît *La Libellule*, un cercle de jeunes gens dont la plus grande partie est constituée des poilus réformés, permissionnaires de l'armée d'Orient ou rapatriés d'Allemagne, qui a pour raison d'être, *"de pouvoir*

nous réunir avec nos parents pour passer nos dimanches en nous amusant, soit à divers jeux de famille, soit à danser, dans le Casino de La Peyrade.”

La première et plus importante organisation départementale naît dès l'hiver 1916-17, sous l'impulsion de combattants affectés en service auxiliaire pour cause de blessures, qui fondent dans leur commune des « Amicales des Mutilés de guerre ». Elles participent d'un double et vaste mouvement qui a vu le jour dès 1915, un peu partout en France. Un grand nombre de ces associations, de plus en plus nombreuses, se retrouvent en novembre 1917 à Paris, et en février 1918 à Lyon, et fondent l'Union Fédérale, une organisation nationale, dont René Cassin devient un des dirigeants emblématiques. C'est à cette organisation qu'adhère l'Union départementale dirigée par le député SFIO de Cette, Lucien Salette, de 1925 à 1931. Assez proche de la mouvance radicale-socialiste, elle devient de très loin la première association de l'Hérault en nombre d'adhérents, et le reste jusqu'à la Seconde guerre mondiale. L'autre grande association française, l'UNC, Union Nationale des Combattants, plus conservatrice, a peu d'adhérents et d'influence dans la région. La détestation de la guerre, ainsi qu'un profond pacifisme, animent les adhérents de cette Union fédérale. Ils tentent d'œuvrer à la construction d'une paix définitive et dès 1922, ils placent leurs espoirs dans les solutions internationales mises en œuvre par la SDN, la Société des Nations, née à Genève en 1920, et dans laquelle René Cassin représente les associations d'anciens combattants. Les associations sont souvent rivales, mais certains de leurs membres tentent de les fédérer pour plus d'efficacité, sur la base de revendications et de valeurs communes à des hommes *unis comme au front*⁶⁰. Dès la fin du conflit, la force de ces organisations d'anciens combattants est ainsi à même d'imposer au gouvernement, très réticent, que le 11 novembre soit un jour férié. La fin des années 1920, représentent l'apogée du mouvement, parvenu à se fédérer de façon éphémère en 1928. D'ailleurs, cette année-là, l'association *Le poilu républicain* réunit la cinquantaine d'anciens combattants de sa section de La Peyrade autour d'une conférence, clôturée par un banquet. La croissance rapide de l'Union fédérale s'appuie sur un dense réseau de militants, propre à informer et à mobiliser les adhérents dans des batailles multiformes, visant à améliorer avec succès la situation matérielle des démobilisés et de toutes les victimes de la guerre et à obtenir la reconnaissance juridique et matérielle de la Nation. Leurs revendications sont relayées par leurs députés qui, dès mars 1919, votent plusieurs lois dont celle des pensions, qui concernent également les veuves de guerre, dont le statut a été défini officiellement entraînant compensation. La loi du droit à réparation pour les anciens combattants débouche sur la prime de démobilisation et le moratoire des

⁶⁰ Slogan de *L'Union Nationale des Combattants*, l'une des deux principales organisations nationales d'anciens combattants.

impôts. En 1924, les associations s'entendent pour présenter aux candidats aux élections législatives un cahier unique de revendications, remis aux parlementaires, ce qui entraîne la création d'emplois réservés dans la fonction publique, puis dans les entreprises privées, y compris pour les veuves. Ainsi Madika François, ex-adjudant du 506^e régiment de chars de combat, résidant à La Peyrade, bénéficie d'un emploi réservé aux douanes à pieds. En 1927, les pensions augmentent de 80 % tandis qu'est créée la carte du combattant, suivies, enfin, en mars 1930, de la retraite du combattant en débat depuis 1926.

Autre groupe de victimes, les orphelins de guerre, une centaine peut-être dans la commune, sont très nombreux, presque un million dans le pays. Quand ils n'ont pas de familles pour les accueillir, ce sont les orphelinats qui se multiplient ou quelques places dans les hôpitaux, qui leur servent désormais de foyer. Le gouvernement s'inquiète du sort de ces enfants, dont les pères sont morts en service. Alors que la Première Guerre mondiale est à son paroxysme, il s'agit de subvenir à leurs besoins financiers et à leur éducation. La loi du 27 juillet 1917 crée le statut de « pupille de la Nation ». Ainsi, par son article 1, *« La France adopte les orphelins dont le père, la mère ou le soutien de famille a péri, au cours de la guerre de 1914, victime militaire ou civile de l'ennemi »*. Ils reçoivent une pension d'orphelin de guerre quand ils sont mineurs. Dans le même temps, des écoles militaires accueillent en leur sein, en plus ou moins grand nombre, ces pupilles, tandis que d'autres sont créées spécifiquement pour eux.

Enfin, avec plus de 600 000 veuves dans le pays, bien plus encore de mères qui ne reverront pas leurs enfants, le noir compose désormais, et pour longtemps, le paysage des villes. Parmi ces veuves, une soixantaine de Frontignanaises ont réintégré le foyer de leurs parents ou de leurs beaux-parents, surtout quand elles avaient de jeunes enfants. Certaines se remarient, tandis que d'autres encore choisissent d'assumer seule la charge du foyer, de l'exploitation familiale et de l'éducation des enfants. Aucune règle ne prévaut. Durant le conflit, elles ont été nombreuses à prendre une part active à l'effort de guerre, occupant au sein du système de production les places laissées vacantes. Avec la disparition du soutien de famille, la majorité d'entre elles se trouve en situation de précarité, d'autant que les conventions sociales incitent les employeurs à utiliser des hommes plutôt que des femmes, à qui l'on demande de regagner le foyer familial afin de faire et d'élever leurs enfants.

Pourtant, l'activité intense menée par l'ensemble des associations de victimes, entraînées par celles des anciens combattants, a autant contribué à la diffusion dans la société d'un pacifisme intransigeant qu'à l'obtention d'acquis sociaux significatifs, dans les années 1920.

Conclusion

Durant plus de quatre années, les habitants de Frontignan la Peyrade ont vécu en guerre. Malgré les retrouvailles tant espérées et certainement souvent heureuses, les épreuves subies durant le conflit ont fragilisé bien des corps et des cœurs, bien des familles et des communautés. Certains ont été atteints bien plus que d'autres. La cessation des hostilités ne signe pas la fin des difficultés et les Frontignanais s'installent pour longtemps dans le deuil et le souvenir, tout en cherchant parfois à oublier. La vie, longtemps suspendue aux nouvelles d'un conflit si lointain et pourtant si proche, parfois supporté comme une parenthèse, reprend enfin. La société change, elle intègre de plus en plus d'Espagnols, qui empêchent la ville de connaître la pire crise démographique de son histoire.

L'activité économique reste dynamique, dans le sillage de celle déployée par le port de Cette dans la guerre. La production et le commerce des vins, quelle que soit leur nature, connaissent en effet une augmentation régulière et, en 1929, Frontignan fournit le quart des vins médicamenteux du pays. L'industrie aussi continue d'être florissante. Les besoins en pétrole nés de la guerre ont fait prospérer la C.I.P., qui accroît de 20% sa capacité de raffinage entre 1916 et 1920 et de 50% encore en 1928. Plus encore, la diversité de ses activités permet à la ville de profiter de la crise des années trente pour monopoliser le dynamisme économique au dépend des autres territoires environnants. Ainsi, dès 1924, la société des chaux et des ciments de Lafarge et du Teil choisissent le territoire de la commune pour y installer leur future usine, achetant pour cela un terrain au nord-ouest de l'agglomération, qui devient en 1928 le lieu d'une industrie importante. Mais à la sortie de la guerre, l'inflation galopante fait baisser fortement le pouvoir d'achat des ouvriers et des salariés. Les tensions sociales sont ravivées. Dès janvier et février 1920, des grèves, qui se terminent par de substantielles hausses de salaire, concernent alors plusieurs corps de métiers comme les maçons, les tonneliers et les ouvriers de l'usine à soufre. Le problème se pose à nouveau quatre ans plus tard, cette fois pour les charretiers ainsi qu'à l'usine à pétrole, où hommes et femmes arrêtent le travail et obtiennent une augmentation de salaire et la reconstitution d'un syndicat.

Dans la ville, la vie politique est marquée par une grande continuité même si, comme partout en Bas-Languedoc, la poussée socialiste y est sensible aux élections législatives de 1919. Mais il n'est pas question pour eux de remettre en question l'alliance passée avec Victor Anthérieu, réélu maire cette même année. Sous sa houlette, le paysage urbain se transforme profondément dans les années 1920. En effet, les aménagements prévus mais reportés par le conflit, reprennent de plus belle. En 1919, la municipalité fait l'acquisition du vieil immeuble qui servait d'hôpital militaire pour le démolir et aménager la place Jean-Jaurès, sur laquelle se dresse bientôt le monument aux morts, tandis qu'elle agrandit l'espace de la gare. En mars 1920, elle procède à l'achat de terrains pour y construire des H.B.M. - Habitations Bon Marché -, ancêtres des HLM, puis elle fait construire des habitations individuelles près du Chemin des Carrières. L'année 1921 est celle de l'éclairage public électrique, qui remplace l'éclairage au gaz, de l'extension du cimetière de La Peyrade. La Ville passe également cette année-là un accord avec Balaruc-le-Vieux pour l'accès à l'eau potable. Quelques années plus tard, un réseau de tout-à-l'égout fait définitivement entrer la ville dans la modernité, tandis qu'après deux ans de travaux, le groupe scolaire dont il était tant question est inauguré en 1925, en même temps que la place Jean-Jaurès. Une vie culturelle, qui va au-delà d'une brève reprise de la pratique catholique, s'amorce dans la ville où l'ouverture de deux salles de cinéma et la construction d'un théâtre signent peut-être l'entrée de Frontignan dans ces années folles vécues dans le pays.

Les traces matérielles du conflit auraient pu alors disparaître, progressivement, effacées, oubliées ou cantonnées dans quelques lieux de mémoire comme les monuments aux morts. Mais les commémorations du Centenaire ont changé la donne en créant l'opportunité pour tous et toutes de livrer dans l'espace public une infinie quantité de documents privés propres à raconter non seulement leur histoire mais aussi peut-être une autre Histoire de la Grande Guerre.

Chronologie

Année 1914

- 28 juin : François-Ferdinand, archiduc héritier de l'Empire austro-hongrois, est assassiné à Sarajevo.
- 28 juillet : L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie.
- 31 juillet : Jean Jaurès est assassiné à Paris par Raoul Villain.
- 1^{er} août : Annonce de la mobilisation générale en Allemagne et en France. L'Allemagne déclare la guerre à la Russie.
- 2 août : Premiers départs. Conseil municipal ordinaire : premières mesures d'accompagnement
- 3 août : L'Allemagne déclare la guerre à la France. L'armée allemande envahit la Belgique.
- 4 août : La Grande-Bretagne et la France entrent en guerre.
- 10-28 août : Bataille des frontières - Engagement meurtriers des corps méridionaux en Lorraine.
- 6-10 septembre : Bataille de la Marne.
- 13 novembre : Premier hommage municipal « aux enfants de Frontignan morts pour la France »

Année 1915

- 19 février : Début de l'opération des Dardanelles.
Engagement des Français sur le front d'Orient
- Printemps : Offensives françaises en Champagne et en Artois.
- 23 mai : Entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés.
- Juillet : Premier tour de permissions
- Août : Vote de la loi Dalbiez
- 25 septembre : Nouvelles offensives françaises en Champagne et en Artois.
- Octobre : Premier Emprunt national annuel

Année 1916

- 21 février-18 décembre : Bataille de Verdun.
- 1^{er} juillet-18 novembre : Bataille de la Somme.
- Première perception de l'impôt sur le revenu et impôt extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels des entreprises.

Année 1917

- 8-17 mars : Première révolution russe. Le tsar Nicolas II abdique.
- 2 avril : Les États-Unis entrent en guerre aux côtés des Alliés.
- 16 avril : Offensive du Chemin-des-Dames lancée par le général Nivelle.
- 15 mai : Nivelle est remplacé par le général Pétain.
- 20 mai-10 juin : Pic d'intensité des mutineries dans l'armée française - La hausse des prix entraîne une vague de grèves dans les grandes villes
- 6 novembre : Deuxième révolution russe. Lénine et les bolcheviks s'emparent du pouvoir.
- 16 novembre : Georges Clemenceau, président du Conseil et ministre de la Guerre : rupture de l'union sacrée.

Année 1918

- 8 janvier : Le président Wilson, énonce un plan en 14 points pour l'organisation de la paix.
- 3 mars : Signature du traité de paix de Brest-Litovsk entre les empires centraux et la Russie.
- 3 avril : Le général Foch prend la direction du commandement unique interallié des opérations militaires.
- 18 juillet : Contre-offensive victorieuse alliée.
Deuxième bataille de la Marne.
- 28 septembre : Armistice entre la Bulgarie et les Alliés. Fin des combats en Orient
- Septembre/Octobre : Pic de l'épidémie de grippe espagnole.
- 11 novembre : L'Allemagne signe l'armistice à Rethondes.
- 25 novembre : Les Français entrent à Strasbourg.

Année 1919

- Février : Projets des monuments aux morts présentés en conseil municipal
- 28 juin : Signature du traité de Versailles avec l'Allemagne.

Orientations bibliographiques

Sauf mention contraire dans les notes, les informations concernant précisément Frontignan proviennent du fonds 1914-1918 des archives municipales de la commune, des registres matricules de soldats consultables en ligne sur le site des archives départementales de l'Hérault - ADH - ainsi que du site Internet du Ministère de la Défense, *Mémoire des hommes*.

Ouvrages généraux sur la Grande Guerre

- Audouin-Rouzeau Stéphane et Becker Jean Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, 1343 pages. (réédition 2014, édition du Centenaire).
- L'Histoire, revue, (les collections de), *14-18 La catastrophe*, numéro 61, 2013, 114 pages et 1918, *Comment la guerre nous a changés*, numéros 449-450, 2018, 138 pages.
- Loez André, *La Grande Guerre*, Collection Repères, La Découverte, 2014, 128 pages.
- Loez André et Offenstadt Nicolas, *La Grande Guerre, carnet du centenaire*, Paris, Albin Michel, 2013, 256 pages.
- Rousseau Frédéric (sous la dir. de), *La Grande Guerre des Sciences sociales*, Athéna éditions, 2014.
- Rousseau Frédéric, 1914-1918, *Penser le patriotisme*, Folio histoire Gallimard, 2018.
- Winter Jay (sous la direction de), *La Première guerre mondiale*, Paris, Fayard, 3 volumes / Volume 1, Combats, 2013, 816 pages / Volume 2, États, 2014, 850 pages / Volume 3, Sociétés, 2014, 912 pages.

Témoignages et approches de témoignages

- Barthas Louis et Cazals Rémy, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, Paris, la Découverte-poche, 1997, 564 pages.
- Delpous-Darnige Christine et Gascon Virginie, *Nous ne nous serions jamais séparés, correspondance d'un couple de jardiniers agathois, 1915-18*, éditions du Mont, Cazouls-les-Béziers, 2016, 250 pages.
- Genevoix Maurice, *Ceux de 1914*, Paris, 1916-1949, Libro 2014.
- Papillon Marthe, Joseph, Lucien, Marcel, *Si je reviens comme je l'espère... Lettres du front et de l'arrière, 1914-1918*, Paris, Perrin poche, 2005, 398 pages.

Ouvrages plus spécialisés

Combattants

- Becker Annette et Audouin-Rouzeau Stéphane, *1914-1918, retrouver la Guerre*, NRF, Gallimard, 2000, 250 pages.
- Cazals Rémy, Loez André, *Dans les tranchées de 1914-1918*, Pau, éditions Caim, Coll. La vie au quotidien, 2008.

- Cronier Emmanuelle, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, Belin, Paris 2013, 401 pages.
- Goya Michel, *La Chair et l'acier. L'invention de la guerre moderne (1914-1918)*, Paris, Tallandier, 2004, p. 315.
- Loez André, *14-18, Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, Folio histoire, 2010, 690 pages.
- Maurin Jules, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, réédition 2013. 750 pages.
- Rousseau Frédéric, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens*, Paris, Points Histoire Seuil, 1999, préface 2003, postface 2014, 478 pages.
- Abbal Odon, *Soldats oubliés. Les prisonniers de guerre français*, Esparon, 2001, 262 pages.

Fronts intérieurs

- Alary Eric, *La grande Guerre des civils, 1914-1919*, Paris, Perrin, 2013, 455 pages.
- Bouloc François, *Les profiteurs de guerre*, Paris, Complexe, 386 pages, 2006.
- Vidal Naquet Clémentine, *Couples dans la Grande Guerre, le tragique et l'ordinaire du lien conjugal*, Les Belles Lettres, Paris, 2014, 678 pages.
- Thébaud Françoise, *Les femmes au temps de la guerre de 14*, Paris, Payot, 2013, 478 pages.

Sorties de guerre

- Cabanes Bruno, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Seuil, 2004, 555 pages.
- Pau Béatrix, *Le ballet des morts. État, armée, familles : s'occuper des corps de la Grande Guerre*, Librairie Vuibert, 2016, 514 pages.
- Fouchard Dominique, *Le poids de la guerre : les poilus et leur famille après 1918*, Presses Universitaires de Rennes, 2013, 320 pages.

Identités locales et régionales

- Dukic Fabienne, *L'immigration en Languedoc Roussillon, deux siècles d'histoire*, éditions Trabucaire, Perpignan, 2014.
- Pau Béatrix, *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois*, éditions du Mont, Cazouls-les-Béziers, 2013, 254 pages.
- Secondy Guilhem, J. Luc, Louis, *Les Héraultais dans la Guerre de 14-18*, Villeveyrac, Le Papillon Rouge, 2014, 288 pages.

Autres références

- <http://chtimiste.com>
- <http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>
- <http://crid14-18.org>
- <http://pages14-18.mesdiscussions.net/forum>
- <http://centenaire.org/fr>
- <http://archives-pierresvives.herault.fr/archive/recherche/militaire/>
- http://www.fortiffserre.fr/armee1914/index_fichiers/Page1036.htm

Quelques fictions et autres

- *Le Grand troupeau*, Giono Jean, 1931, Gallimard/Folio.
- *Un long dimanche de fiançailles*, Japrisot Sébastien, 1991, Denoël/Folio, adapté au cinéma par Jean Pierre Jeunet en 2004.
- *Hommes en guerre*, Latzko Andréas, 1917, traduit de l'allemand, Agone, 2005, 225 pages.
- *Au revoir là-haut*, Lemaitre Pierre, 2013, Albin Michel/Folio, adapté avec le même titre en bande dessinée par Christian de Metter en 2015 et au cinéma par Albert Dupontel en 2017. Une suite, *Couleurs de l'incendie*, a été publiée en 2018.
- *Frantz*, Ozon François, 2016, inspiré librement de *L'homme que j'ai tué* d'Ernst Lubitch lui-même inspiré d'une pièce de théâtre de Maurice Rostand.
- *Les Semailles et les Moissons*, Troyat Henri, volumes 1, 2 et 3, 1956-58, Le livre de poche.
- *L'ennemi*, Remarque Eric Maria, traduit de l'allemand, Le livre de poche, 2013, 93 pages.
- *La garçonne et l'assassin*, Virgili Fabrice et Voldman Danielle, 2011, adapté au cinéma par André Téchiné sous le titre *Nos années folles* en 2017 et en bande dessinée sous le titre *Mauvais genre* par Chloé Cruchaudet en 2014.

Remerciements

La Ville de Frontignan la Peyrade tient à remercier toutes celles et ceux qui ont rendu possible les nombreux rendez-vous qui, de 2014 à 2018, ont réuni des milliers de participants autour de *Frontignan la Peyrade dans la Grande Guerre*, notamment :

les collectionneurs privés René Adelino, Jean Antoine, Jean-Claude Baput, André Cablat, Régis Calazel, Michel Cassagne, Michel et Monique Caut, Dominique Chassepot, Claude Chiantella, Corinne Conti, André Coulet, Line Cros, Yves Donadille, Myriam Dubuc, Daniel Escorihuela, Michel Ferrier, Marine Ferrier, Guy Forestier, Jean-Pierre Gautier, Michel Granier, Emile Jounet, Céline Laurens, Christine Le Geay-Jahan, Christophe Montessinos, Norbert Muliardo, Maurice Nougaret, Antoinette Panis, Grégory Pena, Daniel Portal, Bernard Peyronnet, Claude Rey, Gérard Rouvier, Jacqueline Rugiero, Michel Sala, Florent Scopel, Nicole Serrano, Simone Tant, Catherine Tolza, Jean Valette,

Les historiens Christine Delpous-Darnige, Jean-Michel Le Gourrierec, Jean Sagnes et Helena Trnkova,

Les enseignants et les élèves des écoles Anatole-France 1 et 2, les Crozes, les Lavandins, Marcel-Pagnol, Sainte-Thérèse ; des collèges Les Deux Pins, Simone-de-Beauvoir, et du lycée Maurice-Clavel,

Les associations de la commune, et plus particulièrement d’Anciens Combattants,

Les créateurs et artistes Cie U-Structure, Cie Lina Senese, Sandy Blanco, Cécile Plantin et Gaël René de Wakoprods, Leila Llimousi et Fabien Albert de Cultures urbaines sans frontières, Patrice Deuze, Naoui et la section musiques actuelles du conservatoire à rayonnement intercommunal,

Ainsi que le service Historique de la Défense, et plus particulièrement l’historien de l’armement Jean Huon, les Archives Départementales de l’Hérault, les Archives Nationales de France, la bibliothèque numérique de France Gallica, Mémoires des Hommes, et l’Office Nationale des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

Publication préparée par la Ville de Frontignan la Peyrade

Maquette : Ville de Frontignan la Peyrade

Impression : Imprimerie Maraval à St-Pons-de-Thomières

Octobre 2018

Edition : Ville de Frontignan la Peyrade

ISBN 978-2-9566212-1-8

ISSN 2102 2585

Imprimé en France

Dépôt légal : 4^e trimestre 2018





Jean Bonnecaze - 1893-1915
(Coll. Claude Chiantella).

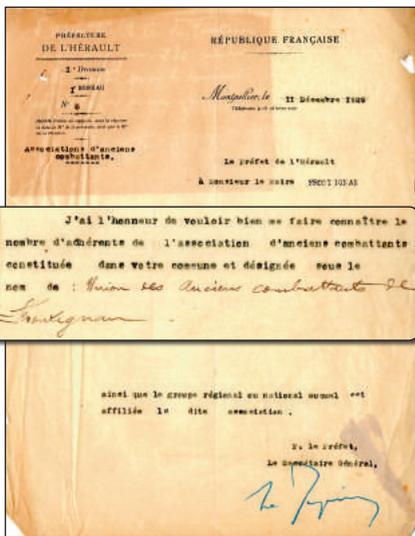


Groupe de militaires frontignonnais. 1^{er} rang : Bernard et Bonnecaze. 2^e rang : Carrière, Gautier et Bonnafous
(Coll. Jean Valette).

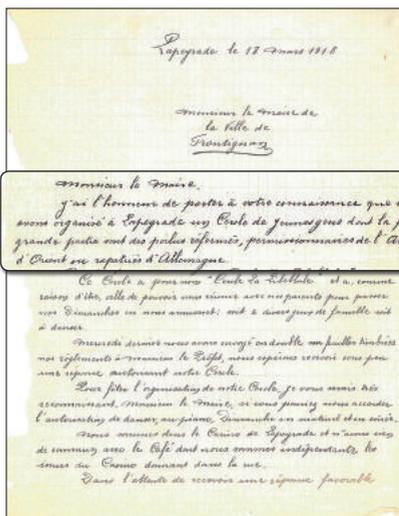


Carte de combattant d'Auguste Antoine
(Coll. Jean Antoine).

Hommage de la Nation à Pierre Valette
(Coll. Jean Valette).



Annnonce de la création de l'Association des Anciens Combattants de Frontignan 1929 (Archives municipales Frontignan la Peyrade).



Annnonce de la création du Cercle La Libellule à La Peyrade (Archives municipales Frontignan la Peyrade).



Présentation collective de plaques de poilus frontignanais au carré du souvenir du cimetière vieux, depuis déplacées au cimetière "neuf" (Archives municipales Frontignan la Peyrade).